







Œ U V R E S

DE MONSIEUR

DE MONTESQUIEU.

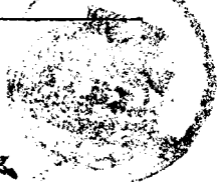
TOME TROISIEME.

ŒUVRES

DE MONSIEUR

DE MONTESQUIEU.

TOME TROISIÈME.



A LONDRES.



M. DCC. LXXXVII.



5225



22988

I



DE L'ESPRIT DES LOIX.

LIVRE XXI.

*Des Loix, dans le rapport qu'elles
ont avec le commerce, considéré
dans les révolutions qu'il a eues
dans le monde.*

CHAPITRE PREMIER.

Quelques considérations générales.

QUOIQUE le commerce soit sujet à de grandes révolutions, il peut arriver que de certaines causes physiques, la qualité du terrain ou du climat, fixent pour jamais sa nature.

2 DE L'ESPRIT DES LOIX,

Nous ne faisons aujourd'hui le commerce des Indes, que par l'argent que nous y envoyons. Les Romains y portoient toutes les années environ cinquante millions de sesterces. Cet argent, comme le nôtre aujourd'hui, étoit converti en marchandises qu'ils rapportoient en occident. Tous les peuples qui ont négocié aux Indes, y ont toujours porté des métaux, & en ont rapporté des marchandises.

C'est la nature même qui produit cet effet. Les Indiens ont leurs arts, qui sont adaptés à leur manière de vivre. Notre luxe ne sauroit être le leur, ni nos besoins être leurs besoins. Leur climat ne leur demande ni ne leur permet presque rien de ce qui vient de chez nous. Ils vont en grande partie nus, les vêtements qu'ils ont, le pays les leur fournit convenables; & leur religion, qui a sur eux tant d'empire, leur donne de la répugnance pour les choses qui nous servent de nourriture. Ils n'ont donc besoin que de nos métaux qui sont les signes des valeurs, & pour lesquels ils donnent

des marchandises, que leur frugalité & la nature de leur pays leur procure en grande abondance. Les auteurs anciens qui nous ont parlé des Indes, nous les dépeignent telles que nous les voyons aujourd'hui, quant à la police, aux manières & aux mœurs. Les Indes ont été, les Indes seront ce qu'elles sont à présent & dans tous les temps, ceux qui négocieront aux Indes, y porteront de l'argent & n'en rapporteront pas.

CHAPITRE II.

Des peuples d'Afrique.

LA plupart des peuples des côtes de l'Afrique sont sauvages ou barbares. Je crois que cela vient beaucoup de ce que des pays presque inhabitables séparent de petits pays qui peuvent être habités. Ils sont sans industrie; ils n'ont point d'arts; ils ont en abondance des métaux précieux qu'ils tiennent immédiatement des mains de la nature. Tous les peuples po-

4 DE L'ESPRIT DES LOIX,
licés font donc en état de négocier avec
eux avec avantage ; ils peuvent leur faire
estimer beaucoup de choses de nulle va-
leur , & en recevoir un très-grand prix.

C H A P I T R E III.

*Que les besoins des peuples du midi sont
différens de ceux des peuples du nord.*

IL y a dans l'Europe une espece de ba-
lancement entre les nations du midi &
celles du nord. Les premieres ont toutes
fortes de commodités pour la vie , &
peu de besoins ; les secondes ont beau-
coup de besoins , & peu de commodi-
tés pour la vie. Aux unes , la nature a
donné beaucoup , & elles ne lui deman-
dent que peu ; aux autres , la nature
donne peu , & elles lui demandent beau-
coup. L'équilibre se maintient par la pa-
resse qu'elle a donnée aux nations du
midi , & par l'industrie & l'activité qu'elle
a données à celles du nord. Ces dernie-
res sont obligées de travailler beaucoup ,

sans quoi elles manqueroient de tout & deviendroient barbares. C'est ce qui a naturalisé la servitude chez les peuples du midi : comme ils peuvent aisément se passer de richesses, ils peuvent encore mieux se passer de liberté. Mais les peuples du nord ont besoin de la liberté, qui leur procure plus de moyens de satisfaire tous les besoins que la nature leur a donnés. Les peuples du nord sont donc dans un état forcé, s'ils ne sont libres ou barbares : presque tous les peuples du midi sont en quelque façon dans un état violent, s'ils ne sont esclaves,

CHAPITRE IV.

Principale différence du commerce des anciens, d'avec celui d'aujourd'hui.

LE monde se met de temps en temps dans des situations qui changent le commerce. Aujourd'hui le commerce de l'Europe se fait principalement du nord au

midi. Pour lors la différence des climats fait que les peuples ont un grand besoin des marchandises les uns des autres. Par exemple, les boissons du midi portées au nord, forment une espèce de commerce que les anciens n'avoient guere. Aussi la capacité des vaisseaux, qui se mesuroit autrefois par muids de bled, se mesure-t-elle aujourd'hui par tonneaux de liqueurs.

Le commerce ancien que nous connoissons, se faisant d'un port de la Méditerranée à l'autre, étoit presque tout dans le midi. Or les peuples du même climat ayant chez eux à peu près les mêmes choses, n'ont pas tant de besoin de commercer entr'eux, que ceux d'un climat différent. Le commerce en Europe étoit donc autrefois moins étendu qu'il ne l'est à présent.

Ceci n'est point contradictoire avec ce que j'ai dit de notre commerce des Indes : la différence excessive du climat fait que les besoins relatifs sont nuls.

C H A P I T R E V.

Autres différences.

LE commerce, tantôt détruit par les conquérans, tantôt gêné par les monarques, parcourt la terre, fuit d'où il est opprimé, se repose où on le laisse respirer : il regne aujourd'hui où l'on ne voyoit que des déserts, des mers & des rochers ; là où il régnoit, il n'y a que des déserts.

A voir aujourd'hui la Colchide, qui n'est plus qu'une vaste forêt, où le peuple, qui diminue tous les jours, ne défend sa liberté que pour se vendre en détail aux Turcs & aux Persans ; on ne diroit jamais que cette contrée eût été, du temps des Romains, pleine de villes où le commerce appelloit toutes les nations du monde. On n'en trouve aucun monument dans le pays ; il n'y en a de traces que dans *Pline* & *Strabon*.

L'histoire du commerce est celle de la

communication des peuples. Leurs destructions diverses, & de certains flux & reflux de populations & de dévastations, en forment les plus grands événemens.

C H A P I T R E VI.

Du commerce des anciens.

LES trésors immenses de *Sémiramis*, qui ne pouvoient avoir été acquis en un jour, nous font penser que les Assyriens avoient eux-mêmes pillé d'autres nations riches, comme les autres nations les pillerent après.

L'effet du commerce sont les richesses; la suite des richesses, le luxe; celle du luxe, la perfection des arts. Les arts portés au point où on les trouve du temps de *Sémiramis*, nous marquent un grand commerce déjà établi.

Il y avoit un grand commerce de luxe dans les empires d'Asie. Ce seroit une belle partie de l'histoire du commerce que l'histoire du luxe: le luxe des Perses

étoit celui des Medes , comme celui des Medes étoit celui des Assyriens.

Il est arrivé de grands changemens en Asie. La partie de la Perse qui est au nord-est , l'Hyrcanie , la Margiane , la Bactriane , &c. étoient autrefois pleines de villes florissantes qui ne sont plus ; & le nord de cet empire , c'est-à-dire , l'isthme qui sépare la mer Caspienne du Pont-Euxin , étoit couvert de villes & de nations , qui ne sont plus encore.

Eratosthene & *Aristobule* tenoient de *Patrocle* , que les marchandises des Indes passaient par l'Oxus dans la mer du Pont. *Marc Varron* nous dit que l'on apprit , du temps de *Pompée* dans la guerre contre *Mithridate* , que l'on alloit en sept jours de l'Inde dans le pays des Bactriens , & au fleuve *Icarus* qui se jette dans l'Oxus ; que par-là les marchandises de l'Inde pouvoient traverser la mer Caspienne , entrer de-là dans l'embouchure du *Cyrus* ; que de ce fleuve il ne falloit qu'un trajet par terre de cinq jours pour aller au *Phase* qui conduisoit dans le Pont-Euxin. C'est sans doute par les na-

tions qui peuploient ces divers pays, que les grands empires des Assyriens, des Medes & des Perfes, avoient une communication avec les parties de l'orient & de l'occident les plus reculées.

Cette communication n'est plus. Tous ces pays ont été dévastés par les Tartares, & cette nation destructrice les habite encore pour les infester. L'Oxus ne va plus à la mer Caspienne; les Tartares l'ont détourné pour des raisons particulières; il se perd dans des sables arides.

Le Jaxarte, qui formoit autrefois une barrière entre les nations policées & les nations barbares, a été tout de même détourné par les Tartares, & ne va plus jusqu'à la mer.

Séleucus Nicator forma le projet de joindre le Pont-Euxin à la mer Caspienne. Ce dessein qui eût donné bien des facilités au commerce qui se faisoit dans ce temps-là, s'évanouit à sa mort. On ne fait s'il auroit pu l'exécuter dans l'isthme qui sépare les deux mers. Ce pays est aujourd'hui très-peu connu; il est dépeuplé & plein de forêts; les eaux

n'y manquent pas , car une infinité de rivières y descendent du Mont Caucase ; mais ce Caucase , qui forme le nord de l'isthme , & qui étend des espèces de bras au midi , auroit été un grand obstacle , sur-tout dans ces temps-là , où l'on n'avoit point l'art de faire des écluses.

On pourroit croire que *Séleucus* vouloit faire la jonction des deux mers dans le lieu même où le czar *Pierre I* l'a faite depuis , c'est-à-dire , dans cette langue de terre où le Tanaïs s'approche du Volga : mais le nord de la mer Caspienne n'étoit pas encore découvert.

Pendant que dans les empires d'Asie il y avoit un commerce de luxe , les Tyriens faisoient par toute la terre un commerce d'économie. *Bochart* a employé le premier livre de son *Chanaan* à faire l'énumération des colonies qu'ils envoyèrent dans tous les pays qui sont près de la mer ; ils passèrent les colonnes d'Hercule , & firent des établissemens sur les côtes de l'océan.

Dans ces temps-là , les navigateurs étoient obligés de suivre les côtes , qui

étoient , pour ainsi dire , leur bouffole. Les voyages étoient longs & pénibles. Les travaux de la navigation d'Ulyffe ont été un sujet fertile pour le plus beau poëme du monde , après celui qui est le premier de tous.

Le peu de connoissance que la plupart des peuples avoient de ceux qui étoient éloignés d'eux , favorisoit les nations qui faisoient le commerce d'économie. Elles mettoient dans leur négoce les obscurités qu'elles vouloient : elles avoient tous les avantages que les nations intelligentes prennent sur les peuples ignorans.

L'Egypte éloignée par la religion & par les mœurs , de toute communication avec les étrangers , ne faisoit guere de commerce au-dehors : elle jouissoit d'un terrain fertile & d'une extrême abondance. C'étoit le Japon de ces temps-là : elle se suffisoit à elle-même.

Les Egyptiens furent si peu jaloux du commerce du dehors , qu'ils laisserent celui de la mer rouge à toutes les petites nations qui y eurent quelque port. Ils souffrirent que les Iduméens, les Juifs & les

les Syriens y eussent des flottes. *Salomon* employa à cette navigation des Tyriens qui connoissoient ces mers.

Josèphe dit que sa nation, uniquement occupée de l'agriculture, connoissoit peu la mer : aussi ne fut-ce que par occasion que les Juifs négocierent dans la mer rouge. Ils conquièrent sur les Iduméens Elath & Afiongaber, qui leur donnerent ce commerce : ils perdirent ces deux villes, & perdirent ce commerce aussi.

Il n'en fut pas de même des Phéniciens : ils ne faisoient pas un commerce de luxe, ils ne négocioient point par la conquête ; leur frugalité, leur habileté, leur industrie, leurs périls, leurs fatigues, les rendoient nécessaires à toutes les nations du monde.

Les nations voisines de la mer rouge ne négocioient que dans cette mer & celle d'Afrique. L'étonnement de l'univers à la découverte de la mer des Indes, faite sous *Alexandre*, le prouve assez. Nous avons dit qu'on porte toujours aux Indes des métaux précieux, & que l'on n'en rapporte point : les flottes

Juives qui rapportoient par la mer rouge de l'or & de l'argent, revenoient d'Afrique, & non pas des Indes.

Je dis plus; cette navigation se faisoit sur la côte orientale de l'Afrique; & l'état où étoit la marine pour lors, prouve assez qu'on n'alloit pas dans des lieux bien reculés.

Je fais que les flottes de *Salomon* & de *Jozaphat* ne revenoient que la troisieme année; mais je ne vois pas que la longueur du voyage prouve la grandeur de l'éloignement.

Plin & *Strabon* nous disent que le chemin qu'un navire des Indes & de la mer rouge, fabriqué de joncs, faisoit en vingt jours, un navire Grec ou Romain le faisoit en sept. Dans cette proportion, un voyage d'un an pour les flottes Grecques & Romaines, étoit à peu près de trois pour celles de *Salomon*.

Deux navires d'une vitesse inégale ne font pas leur voyage dans un temps proportionné à leur vitesse : la lenteur produit souvent une plus grande lenteur. Quand il s'agit de suivre les côtes, &

qu'on se trouve fans cesse dans une différente position; qu'il faut attendre un bon vent pour sortir d'un golfe, en avoir un autre pour aller en avant, un navire bon voilier profite de tous les temps favorables, tandis que l'autre reste dans un endroit difficile, & attend plusieurs jours un autre changement.

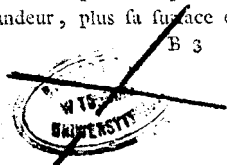
Cette lenteur des navires des Indes qui dans un temps égal ne pouvoient faire que le tiers du chemin que faisoient les vaisseaux Grecs & Romains, peut s'expliquer par ce que nous voyons aujourd'hui dans notre marine. Les navires des Indes qui étoient de jonc, tiroient moins d'eau que les vaisseaux Grecs & Romains qui étoient de bois, & joints avec du fer.

On peut comparer ces navires des Indes à ceux de quelques nations d'aujourd'hui dont les ports ont peu de fond; tels sont ceux de Venise, & même en général de l'Italie, de la mer Baltique & de la province de Hollande. Leurs navires qui doivent en sortir & y rentrer, sont d'une fabrique ronde & large de

fond ; au lieu que les navires d'autres nations qui ont de bons ports font , par le bas , d'une forme qui les fait entrer profondément dans l'eau. Cette mécanique fait que ces derniers navires navigent plus près du vent , & que les premiers ne navigent presque que quand ils ont le vent en poupe. Un navire qui entre beaucoup dans l'eau , navige vers le même côté à presque tous les vents ; ce qui vient de la résistance que trouve dans l'eau le vaisseau poussé par le vent , qui fait un point d'appui , & de la forme longue du vaisseau qui est présenté au vent par son côté , pendant que par l'effet de la figure du gouvernail on tourne la proue vers le côté que l'on se propose ; en sorte qu'on peut aller très-près du vent , c'est-à-dire , très-près du côté d'où vient le vent. Mais quand le navire est d'une figure ronde & large de fond , & que par conséquent il enfonce peu dans l'eau , il n'y a plus de point d'appui ; le vent chasse le vaisseau , qui ne peut résister , ni guere aller que du côté opposé au vent. D'où il suit que les vaisseaux

à une construction ronde de fond, sont plus lents dans leurs voyages : 1°. ils perdent beaucoup de temps à attendre le vent, sur-tout s'ils sont obligés de changer souvent de direction : 2°. ils vont plus lentement, parce que n'ayant pas de point d'appui, ils ne sauroient porter autant de voiles que les autres. Que si dans un temps où la marine s'est si fort perfectionnée ; dans un temps où les arts se communiquent ; dans un temps où l'on corrige par l'art & les défauts de la nature & les défauts de l'art même, on sent ces différences, que devoit-ce être dans la marine des anciens.

Je ne saurois quitter ce sujet. Les navires des Indes étoient petits, & ceux des Grecs & des Romains, si l'on en excepte ces machines que l'ostentation fit faire, étoient moins grands que les nôtres. Or, plus un navire est petit, plus il est en danger dans les gros temps. Telle tempête submerge un navire, qui ne feroit que le tourmenter s'il étoit plus grand. Plus un corps en surpasse un autre en grandeur, plus sa surface est re-



lativement petite ; d'où il suit que dans un petit navire il y a une moindre raison, c'est-à-dire, une plus grande différence de la surface du navire au poids ou à la charge qu'il peut porter, que dans un grand. On fait que, par une pratique à peu près générale, on met dans un navire une charge d'un poids égal à celui de la moitié de l'eau qu'il pourroit contenir. Supposons qu'un navire tînt huit cents tonneaux d'eau ; sa charge seroit de quatre cents tonneaux ; celle d'un navire qui ne tiendroit que quatre cents tonneaux d'eau, seroit de deux cents tonneaux. Ainsi la grandeur du premier navire seroit, au poids qu'il porteroit, comme 8 est à 4 ; & celle du second, comme 4 est à 2. Supposons que la surface du grand soit, à la surface du petit, comme 3 est à 6 ; la surface de celui-ci sera, à son poids, comme 6 est à 2 ; tandis que la surface de celui-là ne sera, à son poids, que comme 8 est à 4 ; & les vents & les flots n'agissant que sur la surface, le grand vaisseau résistera plus par son poids à leur impétuosité, que le petit.

C H A P I T R E VII.

Du commerce des Grecs.

LES premiers Grecs étoient tous pirates. *Minos*, qui avoit eu l'empire de la mer, n'avoit eu peut-être que de plus grands succès dans les brigandages, son empire étoit borné aux environs de son île. Mais lorsque les Grecs devinrent un grand peuple, les Athéniens obtinrent le véritable empire de la mer, parce que cette nation commerçante & victorieuse donna la loi au monarque le plus puissant d'alors, & abattit les forces maritimes de la Syrie, de l'île de Chypre & de la Phénicie.

Il faut que je parle de cet empire de la mer qu'eut Athenes. “ Athenes, dit „ *Xénophon*, a l'empire de la mer : mais „ comme l'Afrique tient à la terre, les „ ennemis la ravagent, tandis qu'elle „ fait ses expéditions au loin. Les prin- „ cipaux laissent détruire leurs terres,

„ & mettent leurs biens en sûreté dans
 „ quelque isle : la populace qui n'a point
 „ de terres, vit sans aucune inquiétude.
 „ Mais si les Athéniens habitoient une
 „ isle, & avoient, outre cela, l'empire
 „ de la mer, ils auroient le pouvoir de
 „ nuire aux autres sans qu'on pût leur
 „ nuire, tandis qu'ils seroient les mai-
 „ tres de la mer. „ Vous diriez que
Xénophon a voulu parler de l'Angle-
 terre.

Athenes, remplie de projets de gloire ;
 Athenes qui augmentoit la jalousie, au-
 lieu d'augmenter l'influence ; plus atten-
 tive à éteindre son empire maritime,
 qu'à en jouir ; avec un tel gouvernement
 politique, que le bas peuple se distri-
 buoit les revenus publics, tandis que les
 riches étoient dans l'oppression ; ne fit
 point ce grand commerce que lui pro-
 mettoient le travail de ses mines, la
 multitude de ses esclaves, le nombre de
 ses gens de mer, son autorité sur les
 villes grecques, & plus que tout cela,
 les belles institutions de *Solon*. Son né-
 goce fut presque borné à la Grece & au

Pont-Euxin , d'où elle tira sa subsistance.

Corinthe fut admirablement bien située : elle sépara deux mers , ouvrit & ferma le Péloponèse , & ouvrit & ferma la Grece. Elle fut une ville de la plus grande importance , dans un temps où le peuple Grec étoit un monde , & les villes Grecques des nations : elle fit un plus grand commerce qu'Athènes. Elle avoit un port pour recevoir les marchandises d'Asie ; elle en avoit un autre pour recevoir celles d'Italie ; car , comme il y avoit de grandes difficultés à tourner le promontoire Malée , où des vents opposés se rencontrent & causent des naufrages , on aimoit mieux aller à Corinthe , & l'on pouvoit même faire passer par terre les vaisseaux d'une mer à l'autre. Dans aucune ville on ne porta si loin les ouvrages de l'art. La religion acheva de corrompre ce que son opulence lui avoit laissé de mœurs. Elle érigea un temple à Vénus , où plus de mille courtisannes furent consacrées. C'est de ce séminaire que sortirent la plupart de

ces beautés célèbres dont *Arbénée* a osé écrire l'histoire,

Il paroît que , du temps d'Homere , l'opulence de la Grece étoit à Rhodes , à Corinthe & à Orcomenc. “ Jupiter , „ dit-il , aima les Rhodiens , & leur „ donna de grandes richesses. „ Il donna à Corinthe l'épithete de riche. De même , quand il veut parler des villes qui ont beaucoup d'or , il cite Orcomene , qu'il joint à Thebes d'Egypte. Rhodes & Corinthe conserverent leur puissance , & Orcomene la perdit. La position d'Orcomene , près de l'Hellespont , de la Propontide & du Pont-Euxin , fait naturellement penser qu'elle tiroit ses richesses d'un commerce sur les côtes de ces mers , qui avoit donné lieu à la fable de la toison d'or : Et effectivement le nom de *Miniare* est donné à Orcomene & encore aux Argonautes. Mais comme dans la suite ces mers devinrent plus connues ; que les Grecs y établirent un très-grand nombre de colonies ; que ces colonies négocierent avec les peuples barbares ; qu'elles communiquèrent avec leur mé-

tropole; Orcomene commença à déchoir, & elle rentra dans la foule des autres villes grecques.

Les Grecs, avant Homere, n'avoient guere négocié qu'entr'eux, & chez quelque peuple barbare; mais ils étendirent leur domination, à mesure qu'ils formerent de nouveaux peuples. La Grece étoit une grande péninsule dont les caps sembloient avoir fait reculer les mers, & les golfes s'ouvrirent de tous côtés, comme pour les recevoir encore. Si l'on jette les yeux sur la Grece, on verra, dans un pays assez resserré, une vaste étendue de côtes. Ses colonies innombrables faisoient une immense circonférence autour d'elle; & elle y voyoit, pour ainsi dire, *tout le monde qui n'étoit pas barbare*. Pénétra-t-elle en Sicile & en Italie? elle y forma des nations. Navigea-t-elle vers les mers du Pont, vers les côtes de l'Asie Mineure, vers celles d'Afrique, elle en fit de même. Ses villes acquirent de la prospérité, à mesure qu'elles se trouverent près de nouveaux peuples. Et ce qu'il y avoit d'ad-

mirable, des îles fans nombre, situées comme en première ligne, l'entouroient encore.

Quelle cause de prospérité pour la Grece, que des jeux qu'elle donnoit, pour ainsi dire, à l'univers; des temples, où tous les rois envoioient des offrandes; des fêtes, où l'on s'assembloit de toutes parts; des oracles, qui faisoient l'attention de toute la curiosité humaine; enfin, le goût & les arts portés à un point, que de croire les surpasser fera toujours ne les pas connoître.

C H A P I T R E V I I I.

D'Alexandre. Sa conquête.

QUATRE événemens arrivés sous *Alexandre* firent, dans le commerce, une grande révolution; la prise de Tyr, la conquête de l'Égypte, celle des Indes, & la découverte de la mer qui est au midi de ce pays.

L'empire des Perses s'étendoit jusqu'à
l'Indus.

l'Indus. Long-temps avant *Alexandre*, *Darius* avoit envoyé des navigateurs qui descendirent ce fleuve, & allèrent jusqu'à la mer Rouge. Comment donc les Grecs furent-ils les premiers qui firent, par le midi, le commerce des Indes? Comment les Perses ne l'avoient-ils pas fait auparavant? Que leur servoient des mers qui étoient si proches d'eux, des mers qui baignoient leur empire? Il est vrai qu'*Alexandre* conquit les Indes : mais faut-il conquérir un pays pour y négocier? J'examinerai ceci.

L'Ariane, qui s'étendoit depuis le golfe Persique jusqu'à l'Indus, & de la mer du midi jusqu'aux montagnes des Paropamisades, dépendoit bien, en quelque façon, de l'empire des Perses : mais, dans sa partie méridionale, elle étoit aride, brûlée, inculte & barbare. La tradition portoit que les armées de *Sémiramis* & de *Cyrus* avoient péri dans ces déserts; & *Alexandre*, qui se fit suivre par sa flotte, ne laissa pas d'y perdre une grande partie de son armée. Les Perses laissoient toute la côte au pouvoir des In-

thyophages, des Orittes & autres peuples barbares. D'ailleurs, les Perses n'étoient pas navigateurs, & leur religion même leur ôtoit toute idée de commerce maritime. La navigation que *Darius* fit faire sur l'Indus & la mer des Indes, fut plutôt une fantaisie d'un prince qui veut montrer sa puissance, que le projet réglé d'un monarque qui veut l'employer. Elle n'eut de suite, ni pour le commerce, ni pour la marine; & si l'on sortit de l'ignorance, ce fut pour y retomber.

Il y a plus : il étoit reçu avant l'expédition d'*Alexandre*, que la partie méridionale des Indes étoit inhabitable : ce qui suivoit de la tradition que *Sémiramis* n'en avoit ramené que vingt hommes, & *Cyrus* que sept.

Alexandre entra par le nord. Son dessein étoit de marcher vers l'orient : mais, ayant trouvé la partie du midi pleine de grandes nations, de villes, & de rivières, il en tenta la conquête, & la fit.

Pour lors il forma le dessein d'unir les Indes avec l'occident par un commerce

maritime, comme il les avoit unies par des colonies qu'il avoit établies dans les terres.

Il fit conduire une flotte sur l'Hydaspe, descendit cette riviere, entra dans l'Indus, & navigea jusqu'à son embouchure. Il laissa son armée & sa flotte à Patale, alla lui-même avec quelques vaisseaux reconnoître la mer, marqua les lieux où il voulut que l'on construisit des ports, des havres, des arsenaux. De retour à Patale, il se sépara de sa flotte, & prit la route de terre, pour lui donner du secours, & en recevoir. La flotte suivit la côte, depuis l'embouchure de l'Indus, le long du rivage des pays des Orittes, des Ichthyophages, de la Caramanie & de la Perse. Il fit creuser des puits, bâtir des villes; il défendit aux Ichthyophages de vivre de poisson: il vouloit que les bords de cette mer fussent habités par des nations civilisées. *Néarque* & *Onésicrite* ont fait le journal de cette navigation, qui fut de dix mois. Ils arriverent à Suze; ils y trouverent *Alexandre* qui donnoit des fêtes à son armée.

Ce conquérant avoit fondé Alexandrie, dans la vue de s'affurer de l'Égypte; c'étoit une clef pour l'ouvrir, dans le lieu même où les rois, les prédécesseurs, avoient une clef pour la fermer; & il ne songeoit point à un commerce dont la découverte de la mer des Indes pouvoit seule lui faire naître la pensée.

Il paroît même qu'après cette découverte, il n'eut aucune vue nouvelle sur Alexandrie. Il avoit bien, en général, le projet d'établir un commerce entre les Indes & les parties occidentales de son empire: mais, pour le projet de faire ce commerce par l'Égypte, il lui manquoit trop de connoissances pour pouvoir le former. Il avoit vu l'Indus, il avoit vu le Nil; mais il ne connoissoit point les mers d'Arabie, qui sont entre deux. A peine fut-il arrivé des Indes, qu'il fit construire de nouvelles flottes, & navigea sur l'Euléus, le Tigre, l'Euphrate & la mer: il ôta les cataractes que les Perses avoient mises sur ces fleuves: il découvrit que le sein Persique étoit un golfe de l'Océan. Comme il alla

reconnoître cette mer , ainsi qu'il avoit reconnu celle des Indes ; comme il fit construire un port à Babylone pour mille vaisseaux , & des arsenaux ; comme il envoya cinq cents talens en Phénicie & en Syrie , pour en faire venir des navigateurs , qu'il vouloit placer dans les colonies qu'il répandoit sur les côtes ; comme enfin il fit des travaux immenses sur l'Euphrate & les autres fleuves de l'Assyrie , on ne peut douter que son dessein ne fût de faire le commerce des Indes par Babylone & le golfe Persique.

Quelques gens , sous prétexte qu'Alexandre vouloit conquérir l'Arabie , ont dit qu'il avoit formé le dessein d'y mettre le siège de son empire : mais comment auroit-il choisi un lieu qu'il ne connoissoit pas ? D'ailleurs c'étoit le pays du monde le plus incommode : il se seroit séparé de son empire. Les califes , qui conquirent au loin , quitterent d'abord l'Arabie , pour s'établir ailleurs.

C H A P I T R E IX.

*Du commerce des rois Grecs après
Alexandre.*

LORSQU'ALEXANDRE conquit l'Égypte, on connoissoit très-peu la mer Rouge, & rien de cette partie de l'Océan qui se joint à cette mer, & qui baigne d'un côté la côte d'Afrique, & de l'autre celle de l'Arabie : on crut même depuis qu'il étoit impossible de faire le tour de la presqu'île d'Arabie. Ceux qui l'avoient tenté de chaque côté, avoient abandonné leur entreprise. On disoit :
„ Comment seroit-il possible de naviger
„ au midi des côtes de l'Arabie, puis-
„ que l'armée de Cambyse, qui la tra-
„ versa du côté du nord, périt presque
„ toute ; & que celle que Ptolomée,
„ fils de Lagus, envoya au secours de
„ Séleucus Nicator, à Babylone, souffrit
„ des maux incroyables, &, à cause
„ de la chaleur, ne put marcher que la
„ nuit. „

Les Perfes n'avoient aucune forte de navigation. Quand ils conquièrent l'Égypte, ils y apportèrent le même esprit qu'ils avoient eu chez eux ; & la négligence fut si extraordinaire , que les rois Grecs trouverent que non-seulement les navigations des Tyriens , des Idumécens & des Juifs dans l'Océan , étoient ignorées ; mais que celles même de la mer Rouge l'étoient. Je crois que la destruction de la première Tyr par Nabuchodonosor , & celle de plusieurs petites nations & villes voisines de la mer Rouge , firent perdre les connoissances que l'on avoit acquises.

L'Égypte , du temps des Perfes , ne confrontoit point à la mer Rouge : elle ne contenoit que cette lisière de terre longue & étroite que le Nil couvre par ses inondations , & qui est resserrée des deux côtés par des chaînes de montagnes. Il fallut donc découvrir la mer Rouge une seconde fois , & l'Océan une seconde fois , & cette découverte appartint à la curiosité des rois Grecs.

On remonta le Nil , on fit la chasse des éléphans dans les pays qui sont en-

tre le Nil & la mer; on découvrit les bords de cette mer par les terres : & comme cette découverte se fit sous les Grecs, les noms en font Grecs, & les temples font consacrés à des divinités Grecques.

Les Grecs d'Egypte purent faire un commerce très-étendu; ils étoient maîtres des ports de la mer Rouge; Tyr, rivale de toute nation commerçante, n'étoit plus : ils n'étoient point gênés par les anciennes superstitions du pays, l'Egypte étoit devenue le centre de l'univers.

Les rois de Syrie laisserent à ceux d'Egypte le commerce méridional des Indes, & ne s'attachèrent qu'à ce commerce septentrional qui se faisoit par l'Oxus & la mer Caspienne. On croyoit dans ces temps-là que cette mer étoit une partie de l'océan septentrional : & Alexandre, quelque temps avant sa mort, avoit fait construire une flotte, pour découvrir si elle communiquoit à l'océan par le Pont-Euxin, ou par quelque'autre mer orientale vers les Indes. Après lui

Séleucus & Antiochus eurent une attention particulière à la reconnoître : ils y entretenrent des flottes. Ce que *Séleucus* reconnut fut appelé mer Séleucide : ce qu'*Antiochus* découvrit fut appelé mer Antiochilde. Attentifs aux projets qu'ils pouvoient avoir de ce côté-là, ils négligerent les mers du midi ; soit que les *Ptolomée*, par leurs flottes sur la mer Rouge, s'en fussent déjà procuré l'empire ; soit qu'ils eussent découvert dans les Perses un éloignement invincible pour la marine. La côte du midi de la Perse ne fournissoit point de matelots ; on n'y en avoit vu que dans les derniers momens de la vie d'Alexandre, mais les rois d'Égypte, maîtres de l'île de Chypre, de la Phénicie, & d'un grand nombre de places sur les côtes de l'Asie mineure, avoient toutes sortes de moyens pour faire des entreprises de mer. Ils n'avoient point à contraindre le génie de leurs sujets ; ils n'avoient qu'à le suivre.

On a de la peine à comprendre l'obstination des anciens à croire que la mer

Caspienne étoit une partie de l'océan. Les expéditions d'*Alexandre*, des rois de Syrie, des Parthes & des Romains, ne purent leur faire changer de pensée : c'est qu'on revient de ses erreurs le plus tard qu'on peut. D'abord on ne connoit que le midi de la mer Caspienne, on la prit pour l'océan ; à mesure que l'on avança le long de ses bords du côté du nord, on crut encore que c'étoit l'océan qui entroit dans les terres : En suivant les côtes, on n'avoit reconnu du côté de l'est que jusqu'au Jaxarre, & du côté de l'ouest que jusqu'aux extrémités de l'Albanie. La mer, du côté du nord, étoit vaseuse, & par conséquent très-peu propre à la navigation. Tout cela fit que l'on ne vit jamais que l'océan.

L'armée d'*Alexandre* n'avoit été, du côté de l'orient, que jusqu'à l'Hypanis, qui est la dernière des rivières qui se jettent dans l'Indus. Ainsi le premier commerce que les Grecs eurent aux Indes se fit dans une très-petite partie du pays. *Séleucus Nicator* pénétra jusqu'au Gange ; & par-là on découvrit la mer

où ce fleuve se jette , c'est-à-dire , le golfe de Bengale. Aujourd'hui l'on découvre les terres par les voyages de mer ; autrefois on découvroit les mers par la conquête des terres.

Strabon , malgré le témoignage d'*Apollodore* , paroît douter que les rois Grecs de Bactriane soient allés plus loin que *Séleucus* & *Alexandre*. Quand il seroit vrai qu'ils n'auroient pas été plus loin vers l'orient que *Séleucus* , ils allèrent plus loin vers le midi , ils découvrirent *Siger* & des ports dans le Malabar , qui donnerent lieu à la navigation dont je vais parler.

Pline nous apprend qu'on prit successivement trois routes pour faire la navigation des Indes. D'abord on alla du promontoire de *Siagre* à l'île de *Patalene* , qui est à l'embouchure de l'*Indus* : on voit que c'étoit la route qu'avoit tenue la flotte d'*Alexandre*. On prit ensuite un chemin plus court & plus sûr ; & on alla du même promontoire à *Siger*. Ce *Siger* ne peut être que le royaume de *Siger* dont parle *Strabon* , que les rois Grecs

de Bactriane découvrirent. *Pline* ne peut dire que ce chemin fût plus court, que parce qu'on le faisoit en moins de temps; car Siger devoit être plus reculé que l'Indus, puisque les rois de Bactriane le découvrirent. Il falloit donc que l'on évitât par-là le détour de certaines côtes, & que l'on profitât de certains vents. Enfin, les marchands prirent une troisième route : ils se rendoient à Canes ou à Océlis, ports situés à l'embouchure de la mer rouge, d'où, par un vent d'ouest, on arrivoit à Muziris, première étape des Indes, & de-là à d'autres ports. On voit qu'au-lieu d'aller de l'embouchure de la mer rouge jusqu'à Siagre en remontant la côte de l'Arabie heureuse au nord-est, on alla directement de l'ouest à l'est, d'un côté à l'autre, par le moyen des mouçons, dont on découvrit les changemens en navigeant dans ces parages. Les anciens ne quitterent les côtes, que quand ils se servirent des mouçons & des vents alisés, qui étoient une espèce de boussole pour eux.

Pline dit qu'on partoit pour les Indes

au

au milieu de l'été, & qu'on en revenoit vers la fin de décembre & au commencement de janvier. Ceci est entièrement conforme aux journaux de nos navigateurs. Dans cette partie de la mer des Indes qui est entre la presqu'île d'Afrique & celle de deçà le Gange, il y a deux mouçons : la première, pendant laquelle les vents vont de l'ouest à l'est, commence au mois d'août & de septembre ; la deuxième, pendant laquelle les vents vont de l'est à l'ouest, commence en janvier. Ainsi nous partons d'Afrique pour le Malabar dans le temps que partoient les flottes de *Ptolomé*, & nous en revenons dans le même temps.

La flotte d'*Alexandre* mit sept mois pour aller de *Patalé* à *Suze*. Elle partit dans le mois de juillet, c'est-à-dire, dans un temps où aujourd'hui aucun navire n'ose se mettre en mer pour revenir des Indes. Entre l'une & l'autre mouçon, il y a un intervalle de temps pendant lequel les vents varient ; & où un vent de nord se mêlant avec les vents ordinaires, cause sur-tout auprès des côtes, d'horri-

bles tempêtes. Cela dure les mois de juin , de juillet , & d'août. La flotte d'*Alexandre* partant de Patale au mois de juillet, effuya bien des tempêtes, & le voyage fut long parce qu'elle navigea dans une mouçon contraire.

Plin dit qu'on partoît pour les Indes à la fin de l'été : ainsi on employoit le temps de la variation de la mouçon à faire le trajet d'Alexandrie à la mer rouge.

Voyez, je vous prie, comment on se perfectionna peu à peu dans la navigation. Celle que *Darius* fit faire, pour descendre l'Indus & aller à la mer rouge, fut de deux ans & demi. La flotte d'*Alexandre* descendant l'Indus, arriva à Suze dix mois après, ayant navigé trois mois sur l'Indus & sept sur la mer des Indes; dans la suite, le trajet de la côte de Malabar à la mer rouge se fit en quarante jours.

Strabon, qui rend raison de l'ignorance où l'on étoit des pays qui sont entre l'Hypanis & le Gange, dit que parmi les navigateurs qui vont de l'Egypte aux Indes, il y en a peu qui aillent jusqu'au

Gange. Effectivement , on voit que les flottes n'y alloient pas ; elles alloient par les mouçons de l'ouest à l'est , de l'embouchure de la mer rouge à la côte de Malabar. Elles s'arrêtoient dans les étapes qui y étoient , & n'alloient point faire le tour de la presqu'île deçà le Gange par le cap de Comorin & la côte de Comorandel : le plan de la navigation des rois d'Egypte & des Romains , étoit de revenir la même année.

Ainsi il s'en faut bien que le commerce des Grecs & des Romains aux Indes ait été aussi étendu que le nôtre ; nous qui connoissons des pays immenses qu'ils ne connoissoient pas ; nous qui faisons notre commerce avec toutes les nations Indiennes , & qui commerçons même pour elles & navigeons pour elles.

Mais ils faisoient ce commerce avec plus de facilité que nous : & si l'on ne négocioit aujourd'hui que sur la côte du Guzarate & du Malabar , & que sans aller chercher les îles du Midi , on se contentât des marchandises que les insulaires viendroient apporter , il faudroit préférer

la route de l'Égypte à celle du cap de Bonne-Espérance. *Strabon* dit que l'on négocioit ainsi avec les peuples de la Taprobane.

C H A P I T R E X.

Du tour de l'Afrique.

ON trouve dans l'histoire, qu'avant la découverte de la boussole on tenta quatre fois de faire le tour de l'Afrique. Des Phéniciens envoyés par *Nécho*, & *Eudoxe*, fuyant la colère de *Ptolomé Lature*, partirent de la mer rouge & réussirent. *Sataspe* sous *Xerxès*, & *Hannon* qui fut envoyé par les Carthaginois, sortirent des colonnes d'Hercule, & ne réussirent pas.

Le point capital pour faire le tour de l'Afrique étoit de découvrir & de doubler le cap de Bonne-Espérance. Mais si l'on partoit de la mer rouge, on trouvoit ce cap de la moitié du chemin plus près qu'en partant de la méditerranée.

La côte qui va de la mer rouge au cap est plus saine que celle qui va du cap aux colonnes d'Hercule. Pour que ceux qui partoient des colonnes d'Hercule aient pu découvrir le cap, il a fallu l'invention de la bouffole, qui a fait que l'on a quitté la côte d'Afrique & qu'on a navigé dans le vaste océan pour aller vers l'isle de Sainte-Hélène ou vers la côte du Brésil. Il étoit donc très-possible qu'on fût allé de la mer rouge dans la méditerranée, sans qu'on fût revenu de la méditerranée à la mer rouge.

Ainsi, sans faire ce grand circuit, après lequel on ne pouvoit plus revenir, il étoit plus naturel de faire le commerce de l'Afrique orientale par la mer rouge, & celui de la côte occidentale par les colonnes d'Hercule.

Les rois Grecs d'Egypte découvrirent d'abord, dans la mer rouge, la partie de la côte d'Afrique qui va depuis le fond du golfe où est la cité d'*Heroum*, jusqu'à *Dira*, c'est-à-dire, jusqu'au détroit appelé aujourd'hui de *Babelmandel*. De-là jusqu'au promontoire des Aromc-

tes situé à l'entrée de la mer rouge, la côte n'avoit point été reconnue par les navigateurs : & cela est clair par ce que nous dit Artémidore, que l'on connoissoit les lieux de cette côte, mais qu'on en ignoroit les distances; ce qui venoit de ce qu'on avoit successivement connu ces ports par les terres, & sans aller de l'un à l'autre.

Au-delà de ce promontoire où commence la côte de l'océan, on ne connoissoit rien, comme nous l'apprenons d'Eratosthene & d'Artémidore.

Telles étoient les connoissances que l'on avoit des côtes d'Afrique du temps de Strabon, c'est-à-dire, du temps d'Auguste. Mais depuis Auguste, les Romains découvrirent le promontoire *Raptum*, & le promontoire *Præsum*, dont Strabon ne parle pas, parce qu'ils n'étoient pas encore connus. On voit que ces deux noms sont Romains.

Ptolomée le géographe vivoit sous Adrien & Antonin Pie; & l'auteur du Périphe de la mer Erythrée, quel qu'il soit, vécut peu de temps après. Cepen-

dant le premier borne l'Afrique connue au promontoire *Prassum*, qui est environ au quatorzieme degré de latitude sud : & l'auteur du Périples au promontoire *Raptum*, qui est à peu près au dixieme degré de cette latitude. Il y a apparence que celui-ci prenoit pour limite un lieu où l'on alloit, & Ptolomée un lieu où l'on n'alloit plus.

Ce qui me confirme dans cette idée, c'est que les peuples autour du *Prassum* étoient antropophages. Ptolomée, qui nous parle d'un grand nombre de lieux entre le port des Aromates & le promontoire *Raptum*, laisse un vide total depuis le *Raptum* jusqu'au *Prassum*. Les grands profits de la navigation des Indes durent faire négliger celle d'Afrique. Enfin les Romains n'eurent jamais sur cette côte de navigation réglée : ils avoient découvert ces ports par les terres, & par des navires jetés par la tempête : Et comme aujourd'hui on connoît assez bien les côtes de l'Afrique, & très-mal l'intérieur, les anciens connoissoient assez bien l'intérieur, & très-mal les côtes,

J'ai dit que des Phéniciens, envoyés par Nécho & Eudoxe sous Ptolomée Lature, avoient fait le tour de l'Afrique : il faut bien, que du temps de Ptolomée le géographe, ces deux navigations fussent regardées comme fabuleuses, puisqu'il place, depuis le *sinus magnus*, qui est, je crois, le golfe de Siam, une terre inconnue, qui va d'Asie en Afrique, aboutir au promontoire *Prassum*; de sorte que la mer des Indes n'auroit été qu'un lac. Les anciens qui reconnurent les Indes par le nord, s'étant avancés vers l'orient, placerent vers le midi cette terre inconnue.

CHAPITRE XI.

Carthage & Marseille.

CARTHAGE avoit un singulier droit des gens ; elle faisoit noyer tous les étrangers qui trafiquoient en Sardaigne & vers les colonnes d'Hercule : Son droit politique n'étoit pas moins extraordina-

re ; elle défendit aux Sardes de cultiver la terre , sous peine de la vie. Elle accrut sa puissance par ses richesses , & ensuite ses richesses par sa puissance. Maîtresse des côtes d'Afrique que baigne la Méditerranée , elle s'étendit le long de celles de l'Océan. *Hannon* , par ordre du sénat de Carthage , répandit trente mille Carthaginois depuis les colonnes d'Hercule jusqu'à Cerné. Il dit que ce lieu est aussi éloigné des colonnes d'Hercule , que les colonnes d'Hercule le sont de Carthage. Cette position est très-remarquable ; elle fait voir qu'*Hannon* borna ses établissemens au vingt-cinquième degré de latitude nord , c'est-à-dire , deux ou trois degrés au-delà des îles Canaries , vers le sud.

Hannon étant à Cerné , fit une autre navigation , dont l'objet étoit de faire des découvertes plus avant vers le midi. Il ne prit presque aucune connoissance du continent. L'étendue des côtes qu'il suivit , fut de vingt-six jours de navigation , & il fut obligé de revenir faute de vivres. Il paroît que les Carthaginois ne

furent aucun usage de cette entreprise d'*Hannon*. *Scylax* dit qu'au-delà de Cérné, la mer n'est pas navigable, parce qu'elle y est bafie, pleine de limon & d'herbes marines : effectivement il y en a beaucoup dans ces parages. Les marchands Carthaginois dont parle *Scylax*, pouvoient trouver des obstacles qu'*Hannon* qui avoit foixante navires de cinquante rames chacun, avoit vaincus. Les difficultés font relatives ; & de plus, on ne doit pas confondre une entreprise qui a la hardiesse & la témérité pour objet, avec ce qui est l'effet d'une conduite ordinaire.

C'est un beau morceau de l'antiquité que la relation d'*Hannon* : le même homme qui a exécuté, a écrit, il ne met aucune ostentation dans ses récits. Les grands capitaines écrivent leurs actions avec simplicité, parce qu'ils sont plus glorieux de ce qu'ils ont fait, que de ce qu'ils ont dit.

Les choses sont comme le style. Il ne donne point dans le merveilleux : tout ce qu'il dit du climat, du terrain, des

mœurs, des manières des habitans, se rapporte à ce qu'on voit aujourd'hui dans cette côte d'Afrique, il semble que c'est le journal d'un de nos navigateurs.

Hannon remarqua sur sa flotte, que le jour il régnoit dans le continent un vaste silence; que la nuit on entendoit les sons de divers instrumens de musique; & qu'on voyoit par-tout des feux, les uns plus grands, les autres moindres. Nos relations confirment ceci: on y trouve que, le jour ces sauvages, pour éviter l'ardeur du soleil, se retirent dans les forêts; que la nuit, ils font de grands feux pour écarter les bêtes féroces; & qu'ils aiment passionnément la danse & les instrumens de musique.

Hannon nous décrit un volcan avec tous les phénomènes que fait voir aujourd'hui le Vésuve; & le récit qu'il fait de ces deux femmes velues, qui se laissent plutôt tuer que de suivre les Carthaginois, & dont il fit porter les peaux à Carthage, n'est pas, comme on l'a dit, hors de vraisemblance.

Cette relation est d'autant plus précieuse

se , qu'elle est un monument Punique ; & c'est parce qu'elle est un monument Punique , qu'elle a été regardée comme fabuleuse. Car les Romains conserverent leur haine contre les Carthaginois , même après les avoir détruits. Mais ce ne fut que la victoire qui décida s'il falloit dire , *la foi Punique* ou *la foi Romaine*.

Des modernes ont suivi ce préjugé. Que sont devenues , disent-ils , les villes qu'*Hannon* nous décrit , & dont , même du temps de *Pline* , il ne restoit pas le moindre vestige ? Le merveilleux seroit qu'il en fût resté. Etoit-ce Corinthe ou Athenes qu'*Hannon* alloit bâtir sur ces côtes ? Il laissoit , dans les endroits propres au commerce , des familles Carthaginoises ; & , à la hâte , il les mettoit en sûreté contre les hommes sauvages & les bêtes féroces. Les calamités des Carthaginois firent cesser la navigation d'Afrique , il fallut bien que ces familles périssent , ou devinssent sauvages. Je dis plus : quand les ruines de ces villes subsisteroient encore , qui est-ce qui auroit été en faire la découverte dans les bois

& dans les marais? On trouve pourtant dans *Scylax* & dans *Polybe*, que les Carthaginois avoient de grands établissemens sur ces côtes. Voilà les vestiges des villes d'*Hannon*; il n'y en a point d'autres, parce qu'à peine y en a-t-il d'autres de Carthage même.

Les Carthaginois étoient sur le chemin des richesses: Et, s'ils avoient été jusqu'au quatrième degré de latitude nord, & au quinzième de longitude, ils auroient découvert la côte d'Or & les côtes voisines. Ils y auroient fait un commerce de toute autre importance que celui qu'on y fait aujourd'hui que l'Amérique semble avoir avili les richesses de tous les autres pays: ils y auroient trouvé des trésors qui ne pouvoient être enlevés par les Romains.

On a dit des choses bien surprenantes des richesses de l'Espagne. Si l'on en croit *Aristote*, les Phéniciens, qui abordèrent à Tartèse, y trouverent tant d'argent que leurs navires ne pouvoient le contenir, & ils firent faire de ce métal leurs plus vils ustensiles. Les Carthagi-

nois, au rapport de *Diodore*, trouverent tant d'or & d'argent dans les Pyrénées, qu'ils en mirent aux ancrs de leurs navires. Il ne faut point faire de fonds sur ces récits populaires : voici des faits précis.

On voit, dans un fragment de *Polybe* cité par *Strabon*, que les mines d'argent qui étoient à la source du Bétis, où quarante mille hommes étoient employés, donnoient au peuple Romain vingt-cinq mille drachmes par jour : cela peut faire environ cinq millions de livres par an, à cinquante francs le marc. On appelloit les montagnes où étoient ces mines, les *montagnes d'argent* ; ce qui fait voir que c'étoit le Potosi de ces temps-là. Aujourd'hui les mines d'Hannover n'ont pas le quart des ouvriers qu'on employoit dans celles d'Espagne, & elles donnent plus : mais les Romains, n'ayant guere que des mines de cuivre, & peu de mines d'argent, & les Grecs, ne connoissant que les mines d'Attique très-peu riches, ils durent être étonnés de l'abondance de celles-là.

Dans la guerre pour la succession d'Espagne, un homme appelé le *marquis de Rhodes*, de qui on disoit qu'il s'étoit ruiné dans les mines d'or, & enrichi dans les hôpitaux, proposa à la cour de France d'ouvrir les mines des Pyrénées. Il cita les Tyriens, les Carthaginois & les Romains : on lui permit de chercher, il chercha, il fouilla par-tout ; il citoit toujours, & ne trouvoit rien.

Les Carthaginois, maîtres du commerce de l'or & de l'argent, voulurent l'être encore de celui du plomb & de l'étain. Ces métaux étoient voiturés par terre depuis les ports de la Gaule sur l'Océan, jusqu'à ceux de la Méditerranée. Les Carthaginois voulurent les recevoir de la première main ; ils envoyèrent *Himilcon*, pour former des établissemens dans les isles Cassitérides, qu'on croit être celles de Silley.

Ces voyages de la Bétique en Angleterre, ont fait penser à quelques gens que les Carthaginois avoient la boussole : mais il est clair qu'ils suivoient les côtes. Je n'en veux d'autre preuve que ce que

dit *Himilcon*, qui demeura quatre mois à aller de l'embouchure du Bétis en Angleterre : outre que la fameuse histoire de ce pilote Carthaginois, qui, voyant venir un vaisseau Romain, se fit échouer, pour ne lui pas apprendre la route d'Angleterre, fait voir que ces vaisseaux étoient très-près des côtes lorsqu'ils se rencontrèrent.

Les anciens pourroient avoir fait des voyages de mer qui seroient penser qu'ils avoient la boussole, quoiqu'ils ne l'eussent pas. Si un pilote s'étoit éloigné des côtes, & que, pendant son voyage, il eût eu un temps serein, que la nuit il eût toujours vu une étoile polaire, & le jour le lever & le coucher du soleil ; il est clair qu'il auroit pu se conduire, comme on fait auourd'hui par la boussole : mais ce seroit un cas fortuit, & non pas une navigation réglée.

On voit, dans le traité qui finit la première guerre Punique, que Carthage fut principalement attentive à se conserver l'empire de la mer, & Rome à garder celui de la terre. *Hannon*, dans la

négociation avec les Romains , déclara qu'il ne souffriroit pas seulement qu'ils se lavassent les mains dans les mers de Sicile ; il ne leur fut pas permis de naviger au-delà du beau promontoire ; il leur fut défendu de trafiquer en Sicile , en Sardaigne , en Afrique , excepté à Carthage : exception qui fait voir qu'on ne leur y préparoit pas un commerce avantageux.

Il y eut , dans les premiers temps , de grandes guerres entre Carthage & Marseille au sujet de la pêche. Après la paix , ils firent concurremment le commerce d'économie. Marseille fut d'autant plus jalouse , qu'égalant sa rivale en industrie , elle lui étoit devenue inférieure en puissance : voilà la raison de cette grande fidélité pour les Romains. La guerre que ceux-ci firent contre les Carthaginois en Espagne , fut une source de richesses pour Marseille qui servoit d'entrepôt. La ruine de Carthage & de Corinthe augmenta encore la gloire de Marseille ; & , sans les guerres civiles où il falloit fermer les yeux & prendre un

parti , elle auroit été heureuse sous la protection des Romains , qui n'avoient aucune jalousie de son commerce.

C H A P I T R E X I I .

Iſle de Délos. Mitbridate.

CORINTHE ayant été détruite par les Romains , les marchands ſe retirèrent à Délos : la religion & la vénération des peuples faiſoit regarder cette iſle comme un lieu de ſûreté : de plus , elle étoit très-bien ſituée pour le commerce de l'Italie & de l'Asie , qui , depuis l'anéantiſſement de l'Afrique & l'afſoibliſſement de la Grece , étoit devenu plus important.

Dès les premiers temps , les Grecs envoyèrent , comme nous avons dit , des colonies ſur la Propontide & le Pont-Euxin : elles conſerverent , ſous les Perſes , leurs loix & leur liberté. Alexandre , qui n'étoit parti que contre les barbares , ne les attaqua pas. Il ne paroît pas même que les rois de Pont , qui en

occuperent plusieurs , leur eussent ôté leur gouvernement politique.

La puissance de ces rois augmenta , sitôt qu'ils les eurent soumises. Mithridate se trouva en état d'acheter par-tout des troupes ; de réparer continuellement ses pertes ; d'avoir des ouvriers , des vaisseaux , des machines de guerre ; de se procurer des alliés ; de corrompre ceux des Romains , & les Romains mêmes ; de foudoyer les barbares de l'Asie & de l'Europe ; de faire la guerre long-temps , & par conséquent de discipliner ses troupes : il put les armer , & les instruire dans l'art militaire des Romains , & former des corps considérables de leurs transfuges ; enfin il put faire de grandes pertes , & souffrir de grands échecs , sans périr : & il n'auroit point péri , si , dans les prospérités , le roi voluptueux & barbare n'avoit pas détruit ce que , dans la mauvaise fortune avoit fait le grand prince.

C'est ainsi que , dans le temps que les Romains étoient au comble de la grandeur , & qu'ils sembloient n'avoir à crain-

dre qu'eux-mêmes, Mithridate remit en question ce que la prise de Carthage, les défaites de Philippe, d'Antiochus & de Persée, avoient décidé. Jamais guerre ne fut plus funeste : & les deux partis ayant une grande puissance & des avantages mutuels, les peuples de la Grèce & de l'Asie furent détruis, ou comme amis de Mithridate, ou comme ses ennemis. Délos fut enveloppée dans le malheur commun. Le commerce tomba de toutes parts ; il falloit bien qu'il fût détruit, les peuples l'étoient.

Les Romains, suivant un système dont j'ai parlé ailleurs, destructeurs pour ne pas paroître conquérans, ruinèrent Carthage & Corinthe : &, par une telle pratique, ils se seroient peut-être perdus, s'ils n'avoient pas conquis toute la terre. Quand les rois de Pont se rendirent maîtres des colonies Grecques du Pont-Euxin, ils n'eurent garde de détruire ce qui devoit être la cause de leur grandeur,

C H A P I T R E XIII.

Du génie des Romains pour la marine.

LES Romains ne faisoient cas que des troupes de terre , dont l'esprit étoit de rester toujours ferme , de combattre au même lieu & d'y mourir. Ils ne pouvoient estimer la pratique des gens de mer qui se présentent au combat, fuient, reviennent, évitent toujours le danger, emploient la ruse , rarement la force. Tout cela n'étoit point du génie des Grecs , & étoit encore moins de celui des Romains.

Ils ne destinoient donc à la marine que ceux qui n'étoient pas des citoyens assez considérables pour avoir place dans les légions : les gens de mer étoient ordinairement des affranchis.

Nous n'avons aujourd'hui ni la même estime pour les troupes de terre , ni le même mépris pour celles de mer. Chez les premières, l'art est diminué ; chez

les secondes il est augmenté : or on estime les choses à proportion du degré de suffisance qui est requis pour les bien faire.

C H A P I T R E X I V.

Du génie des Romains pour le commerce.

O N n'a jamais remarqué aux Romains de jalousie sur le commerce. Ce fut comme nation rivale, & non comme nation commerçante, qu'ils attaquèrent Carthage. Ils favoriserent les villes qui faisoient le commerce, quoiqu'elles ne fussent pas sujettes ; ainsi ils augmentèrent par la cession de plusieurs pays la puissance de Marseille. Ils craignoient tout des barbares, & rien d'un peuple négociant. D'ailleurs leur génie, leur gloire, leur éducation militaire, la forme de leur gouvernement, les éloignoient du commerce.

Dans la ville, on n'étoit occupé que de guerres, d'élections, de brigues & de

procès; à la campagne, que d'agriculture, & dans les provinces un gouvernement dur & tyrannique étoit incompatible avec le commerce.

Que si leur constitution politique y étoit opposée, leur droit des gens n'y répugnoit pas moins. “ Les peuples, dit
 „ le jurisconsulte *Pomponius*, avec les-
 „ quels nous n'avons ni amitié, ni hos-
 „ pitalité, ni alliance, ne sont point nos
 „ ennemis : cependant si une chose qui
 „ nous appartient, tombe entre leurs
 „ mains, ils en sont propriétaires, les
 „ hommes libres deviennent leurs esclaves;
 „ & ils sont dans les mêmes termes
 „ à notre égard. „

Leur droit civil n'étoit pas moins accablant. La loi de *Constantin*, après avoir déclaré bâtards les enfans des personnes viles qui sont mariées avec celles d'une condition relevée, confond les femmes qui ont une boutique de marchandises, avec les esclaves, les cabaretieres, les femmes de théâtre, les filles d'un homme qui tient un lieu de prostitution, ou qui a été condamné de combattre sur

l'arene : ceci descendoit des anciennes institutions des Romains.

Je fais bien que des gens pleins de ces deux idées ; l'une que le commerce est la chose du monde la plus utile à un état ; & l'autre , que les Romains avoient la meilleure police du monde , ont cru qu'ils avoient beaucoup encouragé & honoré le commerce : mais la vérité est qu'ils y ont rarement pensé.

C H A P I T R E X V.

Commerce des Romains avec les barbares.

LES Romains avoient fait de l'Europe , de l'Asie & de l'Afrique , un vaste empire : la foiblesse des peuples & la tyrannie du commandement unirent toutes les parties de ce corps immense. Pour lors la politique Romaine fut de se séparer de toutes les nations qui n'avoient pas été assujetties : la crainte de leur porter l'art de vaincre , fit négliger l'art de s'enrichir. Ils firent des loix pour empêcher

tout commerce avec les barbares. “ Que
 „ personne , disent *Valens & Gratien* ,
 „ n’envoie du vin , de l’huile ou d’au-
 „ tres liqueurs aux barbares , même pour
 „ en goûter ; qu’on ne leur porte point
 „ de l’or , ajoutent *Gratien , Valentinien*
 „ & *Théodose* , & que même ce qu’ils en
 „ ont , on le leur ôte avec finesse. „ Le
 transport de fer fut défendu sous peine
 de la vie.

Domitien , prince timide , fit arracher
 les vignes dans la Gaule , de crainte sans
 doute que cette liqueur n’y attirât les
 barbares , comme elles les avoit autre-
 fois attirés en Italie. *Probus & Julien* ,
 qui ne les redouterent jamais , en réta-
 blirent la plantation.

Je fais bien que dans la foiblesse de
 l’empire , les barbares obligerent les Ro-
 mains d’établir des étapes & de commer-
 cer avec eux. Mais cela même prouve
 que l’esprit des Romains étoit de ne pas
 commercer.

C H A P I T R E X V I.

*Du commerce des Romains avec l'Arabie
& les Indes.*

LE négoce de l'Arabie heureuse & celui des Indes, furent les deux branches, & presque les seules, du commerce extérieur. Les Arabes avoient de grandes richesses : ils les tiroient de leurs mers & de leurs forêts ; & comme ils achetoient peu, & vendoient beaucoup, ils attiroient à eux l'or & l'argent de leurs voisins. Auguste connu leur opulence, & il résolut de les avoir pour amis, ou pour ennemis. Il fit passer *Elius Gallus* d'Egypte en Arabie. Celui-ci trouva des peuples oisifs, tranquilles & peu aguerri. Il donna des batailles, fit des sièges, & ne perdit que sept soldats : mais la perfidie de ses guides, les marches, le climat, la faim, la soif, les maladies, des mesures mal prises, lui firent perdre son armée.

Il fallut donc se contenter de négocier avec les Arabes comme les autres peuples avoient fait , c'est-à-dire , de leur porter de l'or & de l'argent pour leurs marchandises. On commerce encore avec eux de la même manière ; la caravane d'Alep & le vaisseau royal de Suez y portent des sommes immenses.

La nature avoit destiné les Arabes au commerce ; elle ne les avoit pas destinés à la guerre : mais lorsque ces peuples tranquilles se trouverent sur les frontières des Parthes & des Romains , ils devinrent auxiliaires des uns & des autres. *Elius Gallus* les avoit trouvés commerçans ; Mahomet les trouva guerriers : il leur donna de l'enthousiasme , & les voilà conquérans.

Le commerce des Romains aux Indes étoit considérable. *Strabon* avoit appris en Egypte qu'ils y employoient cent vingt navires ; ce commerce ne se soutenoit encore que par leur argent. Ils y envoient tous les ans cinquante millions de sesterces. *Plin*e dit que les marchandises qu'on en rapportoit , se vendoient

à Rome le centuple. Je crois qu'il parle trop généralement : ce profit fait une fois , tout le monde aura voulu le faire , & dès ce moment personne ne l'aura fait.

On peut mettre en question s'il fut avantageux aux Romains de faire le commerce de l'Arabie & des Indes. Il falloit qu'ils y envoyassent leur argent ; & ils n'avoient pas , comme nous , la ressource de l'Amérique , qui supplée à ce que nous envoyons. Je suis persuadé qu'une des raisons qui fit augmenter chez eux la valeur numéraire des monnoies , c'est-à-dire , établir le billon , fut la rareté de l'argent , causée par le transport continuél qui s'en faisoit aux Indes. Que si les marchandises de ce pays se vendoient à Rome le centuple , ce profit des Romains se faisoit sur les Romains mêmes , & n'enrichissoit point l'empire.

On pourra dire , d'un autre côté , que ce commerce procuroit aux Romains une grande navigation , c'est-à-dire , une grande puissance ; que des marchandises nouvelles augmentoient le commerce intérieur , favorisoient les arts , entretenoient l'in-

duftrie ; que le nombre des citoyens fe multiplioit à proportion des nouveaux moyens qu'on avoit de vivre ; que ce nouveau commerce produifoit le luxe que nous avons prouvé être auffi favorable au gouvernement d'un feul , que fatal à celui de plufieurs ; que cet établiffement fut de même date que la chute de leur république ; que le luxe à Rome étoit néceffaire ; & qu'il falloit bien qu'une ville qui attiroit à elle toutes les richesses de l'univers , les rendît par fon luxe.

Strabon dit que le commerce des Romains aux Indes étoit beaucoup plus confidérable que celui des rois d'Égypte : & il eft fingulier que les Romains , qui connoiffoient peu le commerce , aient eu pour celui des Indes plus d'attention que n'en eurent les rois d'Égypte , qui l'avoient , pour ainfi dire , fous les yeux. Il faut expliquer ceci.

Après la mort d'Alexandre , les rois d'Égypte établirent aux Indes un commerce maritime , & les rois de Syrie , qui eurent les provinces les plus orientales de l'empire , & par conféquent les

Indes , maintinrent ce commerce dont nous avons parlé au chapitre VI, qui se faisoit par les terres & par les fleuves , & qui avoit reçu de nouvelles facilités par l'établissement des colonies Macédonniennes : de sorte que l'Europe communiquoit avec les Indes , & par l'Égypte , & par le royaume de Syrie. Le démembrement qui se fit du royaume de Syrie , d'où se forma celui de Bactriane , ne fit aucun tort à ce commerce. *Marin Tyrien* , cité par *Ptolomé* , parle des découvertes faites aux Indes par le moyen de quelques marchands Macédoniens. Celles que les expéditions des rois n'avoient pas faites , les marchands les firent. Nous voyons dans *Ptolomé* , qu'ils allèrent depuis la tour de Pierre jusqu'à Sera : & la découverte faite par les marchands d'une étape si reculée , située dans la partie orientale & septentrionale de la Chine , fut une espee de prodige. Ainsi , sous les rois de Syrie & de Bactriane , les marchandises du midi de l'Inde passaient , par l'Indus , l'Oxus & la mer Caspienne , en Occident ; & celles des contrées plus

orientales & plus septentrionales étoient portées depuis Sera, la tour de Pierre, & autres étapes, jusqu'à l'Euphrate. Ces marchands faisoient leur route, tenant, à peu près, le quarantieme degré de latitude nord, par des pays qui sont au couchant de la Chine, plus policés qu'ils ne sont aujourd'hui, parce que les Tartares ne les avoient pas encore infestés.

Or, pendant que l'empire de Syrie étendoit si fort son commerce du côté des terres, l'Egypte n'augmenta pas beaucoup son commerce maritime.

Les Parthes parurent, & fonderent leur empire : & lorsque l'Egypte tomba sous la puissance des Romains, cet empire étoit dans sa force, & avoit reçu son extension,

Les Romains & les Parthes furent deux puissances rivales, qui combattirent, non pas pour savoir qui devoit régner, mais exister. Entre les deux empires, il se forma des déserts; entre les deux empires, on fut toujours sous les armes : bien loin qu'il y eût de commerce, il n'y eut pas même de communication.

L'ambition, la jalousie, la religion, la haine, les mœurs, séparèrent tout. Ainsi le commerce entre l'occident & l'orient, qui avoit eu plusieurs routes, n'en eut plus qu'une; & Alexandrie, étant devenue la seule étape, cette étape grossit.

Je ne dirai qu'un mot du commerce intérieur. Sa branche principale fut celle des bleds qu'on faisoit venir pour la subsistance du peuple de Rome : ce qui étoit une matiere de police, plutôt qu'un objet de commerce. A cette occasion, les nautonniers reçurent quelques privileges, parce que le salut de l'empire dépendoit de leur vigilance.

C H A P I T R E X V I I .

Du commerce après la destruction des Romains en Occident.

L'EMPIRE Romain fut envahi; & l'un des effets de la calamité générale, fut la destruction du commerce. Les barbares ne le regarderent d'abord que comme un

objet de leurs brigandages ; & quand ils furent établis , ils ne l'honorèrent pas plus que l'agriculture & les autres professions du peuple vaincu.

Bientôt il n'y eut presque plus de commerce en Europe ; la noblesse qui régnoit par-tout , ne s'en mettoit point en peine.

La loi des Wisigoths permettoit aux particuliers d'occuper la moitié du lit des grands fleuves , pourvu que l'autre restât libre pour les filets & pour les bateaux ; il falloit qu'il y eût bien peu de commerce dans les pays qu'ils avoient conquis.

Dans ce temps-là s'établirent les droits insensés d'aubaine & de naufrage : les hommes pensèrent que les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du droit civil , ils ne leur devoient d'un côté aucune sorte de justice , & de l'autre aucune sorte de pitié.

Dans les bornes étroites où se trouvoient les peuples du nord , tout leur étoit étranger : dans leur pauvreté , tout étoit pour eux un objet de richesses. Eta-

blis avant leurs conquêtes sur les côtes d'une mer resserrée & pleine d'écueils, ils avoient tiré parti de ces écueils mêmes.

Mais les Romains qui faisoient des loix pour tout l'univers, en avoient fait de très-humaines sur les naufrages : ils réprimerent, à cet égard, les brigandages de ceux qui habitoient les côtes, & ce qui étoit plus encore, la rapacité de leur fisc.

CHAPITRE XVIII.

Règlement particulier.

LA loi des Wisigoths fit pourtant une disposition favorable au commerce : elle ordonna que les marchands qui venoient de delà la mer, seroient jugés dans les différens qui naïssent entr'eux, par les loix & par des juges de leur nation. Ceci étoit fondé sur l'usage établi chez tous ces peuples mêlés, que chaque homme vécût sous sa propre loi ; chose dont je parlerai beaucoup dans la suite.

C H A P I T R E X I X.

Du commerce, depuis l'affoiblissement des Romains en Orient.

LES Mahométans parurent, conquirent & se diviserent. L'Egypte eut ses souverains particuliers. Elle continua de faire le commerce des Indes. Maîtresse des marchandises de ce pays, elle attira les richesses de tous les autres. Ses soudans furent les plus puissans princes de ces temps-là : on peut voir dans l'histoire comment, avec une force constante & bien ménagée, ils arrêterent l'ardeur, la fougue & l'impétuosité des croisés.



C H A P I T R E XX.

*Comment le commerce se fit jour en Europe
à travers la barbarie.*

LA philosophie d'*Aristote* ayant été portée en occident, elle plut beaucoup aux esprits subtils, qui, dans les temps d'ignorance, sont les beaux esprits. Des scholastiques s'en infatuerent, & prirent de ce philosophe bien des explications sur le prêt à intérêt, au-lieu que la source en étoit si naturelle dans l'évangile; ils le condamnerent indistinctement & dans tous les cas. Par-là le commerce, qui n'étoit que la profession des gens vils, devint encore celle des mal-honnêtes gens: car toutes les fois que l'on défend une chose naturellement permise ou nécessaire, on ne fait que rendre mal-honnêtes gens ceux qui la font.

Le commerce passa à une nation pour lors couverte d'infamie; & bientôt il ne fut plus distingué des ufures les plus affreuses,

freufes, des monopoles, de la levée des fubfides, & de tous les moyens mal-honnêtes d'acquérir de l'argent.

Les Juifs, enrichis par leurs exactions, étoient pillés par les princes avec la même tyrannie; chofe qui confoloit les peuples, & ne les foulageoit pas.

Ce qui fe passa en Angleterre donnera une idée de ce qu'on fit dans les autres pays. Le roi *Jean*, ayant fait emprifonner les Juifs pour avoir leur bien, il y en eut peu qui n'euffent au moins quelque œil crevé: ce roi faifoit ainfi fa chambre de juftice. Un d'eux, à qui on arracha fept dents, une chaque jour, donna dix mille marcs d'argent, à la huitieme, *Henri III* tira d'*Aaron*, Juif d'Yorck, quatorze mille marcs d'argent, & dix mille pour la reine. Dans ce temps-là on faifoit violemment ce qu'on fait aujourd'hui en Pologne avec quelque mefure. Les rois, ne pouvant fouiller dans la bourse de leurs fujets, à caufe de leurs privileges, mettoient à la torture les Juifs, qu'on ne regardoit pas comme citoyens.

Enfin il s'introduisit une coutume, qui confisqua tous les biens des Juifs qui embrassoient le christianisme. Cette coutume si bizarre, nous la favons par la loi qui l'abroge. On en a donné des raisons bien vaines; on a dit qu'on vouloit les éprouver, & faire en forte qu'il ne restât rien de l'esclavage du démon. Mais il est visible que cette confiscation étoit une espece de droit d'amortissement pour le prince ou pour les seigneurs, des taxes qu'ils levoient sur les Juifs, & dont ils étoient frustrés, lorsque ceux-ci embrassoient le christianisme. Dans ces temps-là on regardoit les hommes comme des terres. Et je remarquerai, en passant, combien on s'est joué de cette nation d'un siecle à l'autre. On confisquoit leurs biens lorsqu'ils vouloient être chrétiens, & bientôt après on les fit brûler lorsqu'ils ne voulurent pas l'être.

Cependant on vit le commerce sortir du sein de la vexation & du désespoir. Les Juifs, pros crits tour-à-tour de chaque pays, trouverent le moyen de sauver leurs effets. Par-là ils rendirent pour

jamais leurs retraites fixes ; car tel prince qui voudroit bien se défaire d'eux , ne seroit pas pour cela d'humeur à se défaire de leur argent.

Ils inventerent les lettres de change ; & , par ce moyen , le commerce put éluder la violence & se maintenir partout ; le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles , qui pouvoient être envoyés par-tout , & ne laissoient de trace nulle part.

Les théologiens furent obligés de resreindre leurs principes ; & le commerce qu'on avoit violemment lié avec la mauvaise foi , rentra , pour ainsi dire , dans le sein de la probité.

Ainsi nous devons aux spéculations des scholastiques tous les malheurs qui ont accompagné la destruction du commerce , & à l'avarice des princes l'établissement d'une chose qui le met , en quelque façon , hors de leur pouvoir.

Il a fallu , depuis ce temps , que les princes se gouvernassent avec plus de sagesse qu'ils n'auroient eux-mêmes pensé : car , par l'événement , les grands coups

d'autorité se font trouvés si mal-adroits, que c'est une expérience reconnue, qu'il n'y a plus que la bonté du gouvernement qui donne de la prospérité.

On a commencé à se guérir du Machiavélisme, & on s'en guérira tous les jours. Il faut plus de modération dans les conseils. Ce qu'on appelloit autrefois des coups d'état, ne seroit aujourd'hui, indépendamment de l'horreur, que des imprudences.

Et il est heureux pour les hommes d'être dans une situation, où, pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d'être méchans, ils ont pourtant intérêt de ne pas l'être.

C H A P I T R E XXI.

*Découverte de deux nouveaux mondes.
Etat de l'Europe à cet égard.*

LA boussole ouvrit, pour ainsi dire, l'univers. On trouva l'Asie & l'Afrique dont on ne connoissoit que quelques

bords, & l'Amérique dont on ne connoissoit rien du tout.

Les Portugais, naviguant sur l'Océan Atlantique, découvrirent la pointe la plus méridionale de l'Afrique; ils virent une vaste mer; elle les porta aux Indes orientales. Leurs péris sur cette mer, & la découverte de Mozambique, de Mélinde & de Calicut, ont été chantés par le Camoëns, dont le poëme fait sentir quelque chose des charmes de l'Odyssée & de la magnificence de l'Enéide.

Les Vénitiens avoient fait jusques-là le commerce des Indes par les pays des Turcs, & l'avoient poursuivi au milieu des avanies & des outrages. Par la découverte du cap de Bonne-Espérance, & celles qu'on fit quelque temps après, l'Italie ne fut plus au centre du monde commerçant; elle fut, pour ainsi dire, dans un coin de l'univers, & elle y est encore. Le commerce même du Levant, dépendant aujourd'hui de celui que les grandes nations font aux deux Indes, l'Italie ne le fait plus qu'accessoirement.

Les Portugais trafiquerent aux Indes

en conquérans. Les loix gênantes que les Hollandois imposent aujourd'hui aux petits princes Indiens sur le commerce, les Portugais les avoient établies avant eux.

La fortune de la maison d'Auriche fut prodigieuse. *Charles-Quint* recueillit la succession de Bourgogne, de Castille & d'Arragon; il parvint à l'empire; &, pour lui procurer un nouveau genre de grandeur, l'univers s'étendit, & l'on vit paroître un monde nouveau sous son obéissance.

Christophe Colomb découvrit l'Amérique; &, quoique l'Espagne n'y envoyât point de forces qu'un petit prince de l'Europe n'eût pu y envoyer tout de même, elle soumit deux grands empires, & d'autres grands états.

Pendant que les Espagnols découvroient & conquéroient du côté de l'Occident, les Portugais pouffoient leurs conquêtes & leurs découvertes du côté de l'Orient: ces deux nations se rencontrèrent; elles eurent recours au pape *Alexandre VI*, qui fit la célèbre ligne de démarcation, & jugea un grand procès.

Mais les autres nations de l'Europe ne les laissent pas jouir tranquillement de leur partage : les Hollandois chassèrent les Portugais de presque toutes les Indes orientales, & diverses nations firent en Amérique des établissemens.

Les Espagnols regardèrent d'abord les terres découvertes comme des objets de conquête : des peuples plus raffinés qu'eux trouverent qu'elles étoient des objets de commerce, & c'est là-dessus qu'ils dirigèrent leurs vues. Plusieurs peuples se font conduits avec tant de sagesse, qu'ils ont donné l'empire à des compagnies de négocians, qui, gouvernant ces états éloignés uniquement pour le négoce, ont fait une grande puissance accessoire, sans embarrasser l'état principal.

Les colonies qu'on y a formées, sont sous un genre de dépendance dont on ne trouve que peu d'exemples dans les colonies anciennes, soit que celles d'aujourd'hui relevent de l'état même, ou de quelque compagnie commerçante établie dans cet état.

L'objet de ces colonies est de faire le

commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins, avec lesquels tous les avantages sont réciproques. On a établi que la métropole seule pourroit négocier dans la colonie ; & cela avec grande raison, parce que le but de l'établissement a été l'extension du commerce, non la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire.

Ainsi c'est encore une loi fondamentale de l'Europe, que tout commerce avec une colonie étrangère est regardé comme un pur monopole punissable par les loix du pays : & il ne faut pas juger de cela par les loix & les exemples des anciens peuples qui n'y sont guère applicables.

Il est encore reçu que le commerce établi entre les métropoles, n'entraîne point une permission pour les colonies, qui restent toujours en état de prohibition.

Le désavantage des colonies qui perdent la liberté du commerce, est visiblement compensé par la protection de la métropole, qui la défend par ses armes, ou la maintient par ses loix.

De-là fuit une troisieme loi de l'Europe , que quand le commerce étranger est défendu avec la colonie , on ne peut naviger dans ses mers , que dans les cas établis par les traités.

Les nations qui font à l'égard de tout l'univers ce que les particuliers font dans un état , se gouvernent comme eux par le droit naturel & par les loix qu'elles se font faites. Un peuple peut céder à un autre la mer , comme il peut céder la terre. Les Carthaginois exigèrent des Romains qu'ils ne navigeroient pas au-delà de certaines limites , comme les Grecs avoient exigé du roi de Perse qu'il se tiendrait toujours éloigné des côtes de la mer de la carriere d'un cheval.

L'extrême éloignement de nos colonies n'est point un inconvénient pour leur sûreté ; car si la métropole est éloignée pour les défendre , les nations rivales de la métropole ne sont pas moins éloignées pour les conquérir.

De plus , cet éloignement fait que ceux qui vont s'y établir ne peuvent prendre la maniere de vivre d'un climat

si différent; ils font obligés de tirer toutes les commodités de la vie du pays d'où ils font venus. Les Carthaginois, pour rendre les Sardes & les Corfes plus dépendans, leur avoient défendu, sous peine de la vie, de planter, de semer & de faire rien de semblable; ils leur envoyoit d'Afrique des vivres. Nous sommes parvenus au même point, sans faire des loix si dures. Nos colonies des isles Antilles font admirables; elles ont des objets de commerce que nous n'avons ni ne pouvons avoir; elles manquent de ce qui fait l'objet du nôtre.

L'effet de la découverte de l'Amérique fut de lier à l'Europe l'Asie & l'Afrique; l'Amérique fournit à l'Europe la matiere de son commerce avec cette vaste partie de l'Asie, qu'on appella les Indes Orientales. L'argent, ce métal si utile au commerce, comme signe, fut encore la base du plus grand commerce de l'univers, comme marchandise. Enfin la navigation d'Afrique devint nécessaire; elle fournissoit des hommes pour le travail des mines & des terres de l'Amérique.

L'Europe est parvenue à un si haut degré de puissance , que l'histoire n'a rien à comparer là-dessus ; si l'on considère l'immensité des dépenses , la grandeur des engagements , le nombre des troupes , & la continuité de leur entretien , même lorsqu'elles sont le plus inutiles , & qu'on ne les a que pour l'ostentation.

Le P. *du Halde* dit que le commerce intérieur de la Chine est plus grand que celui de toute l'Europe. Cela pourroit être , si notre commerce extérieur n'augmentoît pas l'intérieur. L'Europe fait le commerce & la navigation des trois autres parties du monde ; comme la France , l'Angleterre & la Hollande font à peu près la navigation & le commerce de l'Europe.



C H A P I T R E XXII.

Des richesses que l'Espagne tira de l'Amérique.

SI l'Europe a trouvé tant d'avantages dans le commerce de l'Amérique, il seroit naturel de croire que l'Espagne en auroit reçu de plus grands. Elle tira du monde nouvellement découvert une quantité d'or & d'argent si prodigieuse, que ce que l'on en avoit eu jusqu'alors ne pouvoit y être comparé.

Mais (ce qu'on n'auroit jamais soupçonné) la misère la fit échouer presque par-tout. *Philippe II* qui succéda à *Charles-Quint*, fut obligé de faire la célèbre banqueroute que tout le monde fait; & il n'y a guere jamais eu de prince qui ait plus souffert que lui des murmures, de l'insolence & de la révolte de ses troupes toujours mal payées.

Depuis ce temps, la monarchie d'Espagne déclina sans cesse. C'est qu'il y
avoit

avoit un vice intérieur & physique dans la nature de ces richesses qui les rendoit vaines ; & ce vice augmenta tous les jours.

L'or & l'argent font une richesse de fiction ou de signe. Ces signes font très-durables & se détruisent peu , comme il convient à leur nature. Plus ils se multiplient , plus ils perdent de leur prix , parce qu'ils représentent moins de choses.

Lors de la conquête du Mexique & du Pérou , les Espagnols abandonnerent les richesses naturelles pour avoir des richesses de signes qui s'avilissoient par elles-mêmes. L'or & l'argent étoient très-rares en Europe ; & l'Espagne , maîtresse tout-à-coup d'une très-grande quantité de ces métaux , conçut des espérances qu'elle n'avoit jamais eues. Les richesses que l'on trouva dans les pays conquis , n'étoient pourtant pas proportionnées à celles de leurs mines. Les Indiens en cachèrent une partie ; & de plus , ces peuples , qui ne faisoient servir l'or & l'argent qu'à la magnificence des temples des dieux & des palais des rois , ne le

cherchoient pas avec la même avarice que nous : enfin ils n'avoient pas le secret de tirer les métaux de toutes les mines ; mais seulement de celles dans lesquelles la séparation se fait par le feu, ne connoissant pas la maniere d'employer le mercure , ni peut-être le mercure même.

Cependant l'argent ne laissa pas de doubler bientôt en Europe ; ce qui parut en ce que le prix de tout ce qui s'achera fut environ du double.

Les Espagnols fouillèrent les mines, creuserent les montagnes, inventerent des machines pour tirer les eaux, briser le minéral & le séparer ; & comme ils se jouoient de la vie des Indiens, ils les firent travailler sans ménagement. L'argent doubla bientôt en Europe, & le profit diminua toujours de moitié pour l'Espagne, qui n'avoit chaque année que la même quantité d'un métal qui étoit devenu la moitié moins précieux.

Dans le double du temps, l'argent doubla encore, & le profit diminua encore de la moitié.

Il diminue même de plus de la moitié : voici comment.

Pour tirer l'or des mines, pour lui donner les préparations requises, & le transporter en Europe, il falloit une dépense quelconque; je suppose qu'elle fût comme 1 est à 64 : quand l'argent fut doublé une fois, & par conséquent la moitié moins précieux; la dépense fut comme 2 font à 64. Ainsi les flottes qui portèrent en Espagne la même quantité d'or, portèrent une chose qui réellement valoit la moitié moins, & coûtoit la moitié plus,

Si l'on suit la chose de doublement en doublement, on trouvera la progression de la cause de l'impuissance des richesses de l'Espagne.

Il y a environ deux cents ans que l'on travaille les mines des Indes. Je suppose que la quantité d'argent qui est à présent dans le monde qui commerce, soit à celle qui étoit avant la découverte, comme 32 est à 1, c'est-à-dire, qu'elle ait doublé cinq fois : dans deux cents ans encore la même quantité fera à celle

qui étoit avant la découverte, comme 64 est à 1, c'est-à-dire, qu'elle doublera encore. Or à présent cinquante quintaux de minéral pour l'or, donnent quatre, cinq & six onces d'or & quand il n'y en a que deux, le mineur ne retire que ses frais. Dans deux cents ans, lorsqu'il n'y en aura que quatre, le mineur ne tirera aussi que ses frais. Il y aura donc peu de profit à tirer sur l'or. Même raisonnement sur l'argent, excepté que le travail des mines d'argent est un peu plus avantageux que celui des mines d'or.

Que si l'on découvre des mines si abondantes qu'elles donnent plus de profit : plus elles seront abondantes, plutôt le profit finira.

Les Portugais ont trouvé tant d'or dans le Brésil, qu'il faudra nécessairement que le profit des Espagnols diminue bientôt considérablement, & le leur aussi.

J'ai oui plusieurs fois déplorer l'aveuglement du conseil de *François I*, qui rebuta *Christophe Colomb*, qui lui proposoit les Indes. En vérité, on fit peut-être

par imprudence une chose bien sage. L'Espagne a fait comme ce roi insensé qui demanda que tout ce qu'il toucheroit se convertît en or, & qui fut obligé de revenir aux dieux pour les prier de finir sa misere.

Les compagnies & les banques que plusieurs nations établirent, acheverent d'avilir l'or & l'argent dans leur qualité de signe : car, par de nouvelles fictions, ils multiplièrent tellement les signes des denrées, que l'or & l'argent ne firent plus cet office qu'en partie, & en devinrent moins précieux.

Ainsi le crédit public leur tint lieu de mines, & diminua encore le profit que les Espagnols tiroient des leurs.

Il est vrai que, par le commerce que les Hollandois firent dans les Indes Orientales, ils donnerent quelque prix à la marchandise des Espagnols; car comme ils portèrent de l'argent pour troquer contre les marchandises de l'Orient, ils soulagerent en Europe les Espagnols d'une partie de leurs denrées qui y abondoient trop.

Et ce commerce, qui ne semble regarder qu'indirectement l'Espagne, lui est avantageux comme aux nations mêmes qui le font.

Par tout ce qui vient d'être dit, on peut juger des ordonnances du conseil d'Espagne, qui défendent d'employer l'or & l'argent en dorures & autres superfluités; décret pareil à celui que feroient les Etats de Hollande; s'ils défendoient la consommation de la cannelle.

Mon raisonnement ne porte pas sur toutes les mines; celles d'Allemagne & de Hongrie, d'où l'on ne retire que peu de chose au-delà des frais, sont très-utiles. Elles se trouvent dans l'état principal, elles y occupent plusieurs milliers d'hommes qui y consomment les denrées surabondantes; elles sont proprement une manufacture du pays.

Les mines d'Allemagne & de Hongrie sont valoir la culture des terres; & le travail de celles du Mexique & du Pérou la détruit.

Les Indes & l'Espagne sont deux puissances sous un même maître: mais les

Indes font le principal , l'Espagne n'est que l'accessoire. C'est en vain que la politique veut ramener le principal à l'accessoire ; les Indes attirent toujours l'Espagne à elles.

D'environ cinquante millions de marchandises qui vont toutes les années aux Indes , l'Espagne ne fournit que deux millions & demi : les Indes font donc un commerce de cinquante millions , & l'Espagne de deux millions & demi.

C'est une mauvaise espèce de richesses qu'un tribut d'accident & qui ne dépend pas de l'industrie de la nation , du nombre de ses habitans , ni de la culture de ses terres. Le roi d'Espagne , qui reçoit de grandes sommes de sa douane de Cadix , n'est à cet égard qu'un particulier très-riche dans un état très-pauvre. Tout se passe des étrangers à lui , sans que ses sujets y prennent presque de part : ce commerce est indépendant de la bonne & de la mauvaise fortune de son royaume.

Si quelques provinces dans la Castille lui donnoient une somme pareille à celle de la douane de Cadix , sa puissance se-

roit bien plus grande : ses richesses ne pourroient être que l'effet de celles du pays ; ces provinces animeroient toutes les autres , & elles feroient toutes ensemble plus en état de soutenir les charges respectives ; au lieu d'un grand trésor , on auroit un grand peuple.

C H A P I T R E XXIII.

Problème.

C E n'est point à moi à prononcer sûr la question, si l'Espagne ne pouvant faire le commerce des Indes par elle-même, il ne vaudroit pas mieux qu'elle le rendit libre aux étrangers. Je dirai seulement qu'il lui convient de mettre à ce commerce le moins d'obstacles que sa politique pourra lui permettre. Quand les marchandises que les diverses nations portent aux Indes y sont cheres, les Indes donnent beaucoup de leur marchandise, qui est l'or & l'argent, pour peu de marchandises étrangères : le contraire arrive

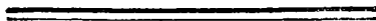
lorsque celles-ci sont à vil prix. Il seroit peut-être utile que ces nations se nuisissent les unes les autres, afin que les marchandises qu'elles portent aux Indes y fussent toujours à bon marché. Voilà des principes qu'il faut examiner, sans les séparer pourtant des autres considérations ; la sûreté des Indes ; l'utilité d'une douane unique ; les dangers d'un grand changement ; les inconvéniens qu'on prévoit, & qui souvent sont moins dangereux que ceux qu'on ne peut pas prévoir.





L I V R E XXII.

*Des Loix, dans le rapport qu'elles
ont avec l'usage de la monnoie.*



C H A P I T R E P R E M I E R.

Raison de l'usage de la monnoie.

LES peuples qui ont peu de marchandises pour le commerce, comme les sauvages, & les peuples policés qui n'en ont que de deux ou trois especes, négocient par échange. Ainsi les caravanes des Maures qui vont à Tombouctou, dans le fond de l'Afrique, troquer du sel contre de l'or, n'ont pas besoin de monnoie. Le Maure met son sel dans un monceau; le Negre, sa poudre dans un autre : s'il n'y a pas assez d'or, le Maure retranche de son sel, ou le Negre ajoute de son or, jusqu'à ce que les parties conviennent.

Mais lorsqu'un peuple trafique sur un très-grand nombre de marchandises, il faut nécessairement une monnoie, parce qu'un métal facile à transporter épargne bien des frais, que l'on seroit obligé de faire si l'on procédoit toujours par échange.

Toutes les nations ayant des besoins réciproques, il arrive souvent que l'une peut avoir un très-grand nombre de marchandises de l'autre, & celle-ci très-peu des siennes; tandis qu'à l'égard d'une autre nation, elle est dans un cas contraire. Mais lorsque les nations ont une monnoie, & qu'elles procedent par vente & par achat, celles qui prennent plus de marchandises se soldent ou paient l'excédent avec de l'argent: & il y a cette différence, que, dans le cas de l'achat, le commerce se fait à proportion des besoins de la nation qui demande le plus; & que dans l'échange le commerce se fait seulement dans l'étendue des besoins de la nation qui demande le moins, sans quoi cette dernière seroit dans l'impossibilité de solder son compte.

C H A P I T R E II.

De la nature de la monnoie.

LA monnoie est un signe qui représente la valeur de toutes les marchandises. On prend quelque métal pour que le signe soit durable ; qu'il se consume peu par l'usage ; & que , sans se détruire , il soit capable de beaucoup de divisions. On choisit un métal précieux , pour que le signe puisse aisément se transporter. Un métal est très-propre à être une mesure commune , parce qu'on peut aisément le réduire au même titre. Chaque état y met son empreinte , afin que la forme réponde du titre & du poids , & que l'on connoisse l'un & l'autre par la seule inspection.

Les Athéniens , n'ayant point l'usage des métaux , se servirent de bœufs ; & les Romains , de brebis : mais un bœuf n'est pas la même chose qu'un autre bœuf , comme une pièce de métal peut être la même qu'une autre.

Comme

Comme l'argent est le signe des valeurs des marchandises, le papier est un signe de la valeur de l'argent; & lorsqu'il est bon, il le représente tellement, que, quant à l'effet, il n'y a point de différence.

De même que l'argent est un signe d'une chose, & la représente; chaque chose est un signe de l'argent, & le représente: & l'état est dans la prospérité, selon que d'un côté l'argent représente bien toutes choses, & que, d'un autre, toutes choses représentent bien l'argent, & qu'ils sont signes les uns des autres; c'est-à-dire, que, dans leur valeur relative, on peut avoir l'un sitôt que l'on a l'autre. Cela n'arrive jamais que dans un gouvernement modéré, mais n'arrive pas toujours dans un gouvernement modéré: par exemple, si les loix favorisent un débiteur injuste, les choses qui lui appartiennent ne représentent point l'argent, & n'en sont point un signe. A l'égard du gouvernement despotique, ce seroit un prodige si les choses y représentoient leur signe: la tyrannie

& la méfiance font que tout le monde y enterre fon argent : les chofes n'y représentent donc point l'argent.

Quelquefois les légiflateurs ont employé un tel art, que non-feulement les chofes repréfentoient l'argent par leur nature, mais qu'elles devenoient monnoie comme l'argent même. *César*, dictateur, permit aux débiteurs de donner en paiement à leurs créanciers, des fonds de terre au prix qu'ils valoient avant la guerre civile. *Tibere* ordonna que ceux qui voudroient de l'argent, en auroient du tréfor public, en obligeant des fonds pour le double. Sous *César*, les fonds de terre furent la monnoie qui paya toutes les dettes; fous *Tibere*, dix mille fefterces en fonds devinrent une monnoie commune comme cinq mille fefterces en argent.

La grande chartre d'Angleterre défend de faifir les terres ou les reveñus d'un débiteur, lorsque ses biens mobiliers ou personnels fuffifent pour le paiement, & qu'il offre de les donner; pour lors tous les biens d'un Anglois repréfentoient de l'argent.

Les loix des Germains apprécièrent en argent les satisfactions pour les torts que l'on avoit faits , & pour les peines des crimes. Mais comme il y avoit très-peu d'argent dans le pays , elles réapprécièrent l'argent en denrées ou en bétail. Ceci se trouve fixé dans la loi des Saxons , avec de certaines différences , suivant l'aifance & la commodité des divers peuples. D'abord la loi déclare la valeur du fou en bétail : le fou de deux trémiffes se rapportoit à un bœuf de douze mois ou à une brebis avec son agneau ; celui de trois trémiffes valoit un bœuf de feize mois. Chez ces peuples la monnoie devenoit bétail , marchandise ou denrée ; & ces choses devenoient monnoie.

Non-feulement l'argent est un signe des choses ; il est encore un signe de l'argent & représente l'argent , comme nous le verrons au chapitre du change.

C H A P I T R E III.

Des monnoies idéales.

IL y a des monnoies réelles & des monnoies idéales. Les peuples policés, qui se servent presque tous de monnoies idéales, ne le font que parce qu'ils ont converti leurs monnoies réelles en idéales. D'abord leurs monnoies réelles font un certain poids & un certain titre de quelque métal : mais bientôt la mauvaise foi ou le besoin font qu'on retranche une partie du métal de chaque piece de monnoie, à laquelle on laisse le même nom : par exemple, d'une piece du poids d'une livre d'argent, on retranche la moitié de l'argent, & on continue de l'appeller livre ; la piece qui étoit une vingtieme partie de la livre d'argent, on continue de l'appeller sou, quoiqu'elle ne soit plus la vingtieme partie de cette livre. Pour lors, la livre est une livre idéale, & le sou, un sou idéal ; ainsi des autres

subdivisions : & cela peut aller au point que ce qu'on appellera livre ne fera plus qu'une très-petite portion de la livre, ce qui la rendra encore plus idéale. Il peut même arriver que l'on ne fera plus de piece de monnoie qui vaille précisément une livre, & qu'on ne fera pas non plus de piece qui vaille un sou : pour lors la livre & le sou feront des monnoies purement idéales. On donnera à chaque piece de monnoie la dénomination d'autant de livres & d'autant de sours que l'on voudra ; la variation pourra être continuelle, parce qu'il est aussi aisé de donner un autre nom à une chose, qu'il est difficile de changer la chose même.

Pour ôter la source des abus, ce sera une très-bonne loi dans tous les pays où l'on voudra faire fleurir le commerce, que celle qui ordonnera qu'on emploiera des monnoies réelles ; & que l'on ne fera point d'opération qui puisse les rendre idéales.

Rien ne doit être si exempt de variation, que ce qui est la mesure commune de tout.

Le négoce par lui-même est très-incertain ; & c'est un grand mal d'ajouter une nouvelle incertitude à celle qui est fondée sur la nature de la chose.

C H A P I T R E I V.

De la quantité de l'or & de l'argent.

LORSQUE les nations policées sont les maîtresses du monde , l'or & l'argent augmentent tous les jours , soit qu'elles le tirent de chez elles , soit qu'elles l'aillent chercher là où il est. Il diminue , au contraire , lorsque les nations barbares prennent le dessus. On fait quelle fut la rareté de ces métaux , lorsque les Goths & les Vandales d'un côté , les Sarrasins & les Tartares de l'autre eurent tout envahi.

C H A P I T R E V.

Continuation du même sujet.

L'ARGENT tiré des mines de l'Amérique, transporté en Europe, de là encore envoyé en Orient, a favorisé la navigation de l'Europe; c'est une marchandise de plus que l'Europe reçoit en troc de l'Amérique, & qu'elle envoie en troc aux Indes. Une plus grande quantité d'or & d'argent est donc favorable, lorsqu'on regarde ces métaux comme marchandise; elle ne l'est point lorsqu'on les regarde comme signe, parce que leur abondance choque leur qualité de signe qui est beaucoup fondée sur la rareté.

Avant la première guerre Punique, le cuivre étoit à l'argent comme 960 est à 1; il est aujourd'hui à peu près comme 73 & demi est à 1. Quand la proportion seroit comme elle étoit autrefois, l'argent n'en feroit que mieux sa fonction de signe.

C H A P I T R E VI.

Par quelle raison le prix de l'usure diminua de la moitié, lors de la découverte des Indes.

L'INCA *Garcilasso* dit qu'en Espagne, après la conquête des Indes, les rentes qui étoient au denier dix, tombèrent au denier vingt. Cela devoit être ainsi. Une grande quantité d'argent fut tout-à-coup portée en Europe : bientôt moins de personnes eurent besoin d'argent; le prix de toutes choses augmenta, & celui de l'argent diminua : la proportion fut donc rompue, toutes les anciennes dettes furent éteintes. On peut se rappeler le temps du système où toutes les choses avoient une grande valeur, excepté l'argent. Après la conquête des Indes, ceux qui avoient de l'argent furent obligés de diminuer le prix ou le louage de leur marchandise, c'est-à-dire, l'intérêt.

Depuis ce temps, le prêt n'a pu reve-

nir à l'ancien taux, parce que la quantité de l'argent a augmenté toutes les années en Europe. D'ailleurs, les fonds publics de quelques états, fondés sur les richesses que le commerce leur a procurées, donnant un intérêt très-modique, il a fallu que les contrats des particuliers se réglassent là-dessus. Enfin, le change ayant donné aux hommes une facilité singulière de transporter l'argent d'un pays à un autre, l'argent n'a pu être rare dans un lieu, qu'il n'en vînt de tous côtés de ceux où il étoit commun.

CHAPITRE VII.

Comment le prix des choses se fixe dans la variation des richesses de signe.

L'ARGENT est le prix des marchandises ou denrées. Mais, comment se fixera ce prix? c'est-à-dire, par quelle portion d'argent chaque chose sera-t-elle représentée?

Si l'on compare la masse de l'or & de

l'argent qui est dans le monde , avec la somme des marchandises qui y sont , il est certain que chaque denrée ou marchandise en particulier pourra être comparée à une certaine portion de la masse entière de l'or & de l'argent. Comme le total de l'une est au total de l'autre , la partie de l'une sera à la partie de l'autre. Supposons qu'il n'y ait qu'une seule denrée ou marchandise dans le monde , ou qu'il n'y en ait qu'une seule qui s'achete , & qu'elle se divise comme l'argent ; cette partie de cette marchandise répondra à une partie de la masse de l'argent ; la moitié du total de l'une , à la moitié du total de l'autre ; la dixième , la centième , la millième de l'une , à la dixième , à la centième , à la millième de l'autre. Mais comme ce qui forme la propriété parmi les hommes , n'est pas tout à la fois dans le commerce ; & que les métaux ou les monnoies , qui en sont les signes , n'y sont pas aussi dans le même temps ; les prix se fixeront en raison composée du total des choses avec le total des signes , & de celle du total des choses qui sont

dans le commerce avec le total des signes qui y sont aussi : & comme les choses qui ne sont pas dans le commerce aujourd'hui peuvent y être demain , & que les signes qui n'y sont point aujourd'hui peuvent y rentrer tout de même , l'établissement du prix des choses dépend toujours fondamentalement de la raison du total des choses au total des signes.

Ainsi le prince ou le magistrat ne peuvent pas plus taxer la valeur des marchandises , qu'établir par une ordonnance , que le rapport d'un à dix est égal à celui d'un à vingt. *Julien* ayant baissé les denrées à Antioche , y causa une affreuse famine.

C H A P I T R E V I I I .

Continuation du même sujet.

LES noirs de la côte d'Afrique ont un signe des valeurs sans monnoie ; c'est un signe purement idéal , fondé sur le degré d'estime qu'ils mettent dans leur

esprit à chaque marchandise , à proportion du besoin qu'ils en ont. Une certaine denrée ou marchandise vaut trois macutes ; une autre , six macutes ; une autre , dix macutes : c'est comme s'ils disoient simplement , trois , six , dix. Le prix se forme par la comparaison qu'ils font de toutes les marchandises entr'elles ; pour lors il n'y a point de monnoie particulière , mais chaque portion de marchandise est monnoie de l'autre.

Transportons pour un moment parmi nous cette maniere d'évaluer les choses , & joignons-la avec la nôtre : Toutes les marchandises & denrées du monde , ou bien toutes les marchandises ou denrées d'un état en particulier considéré comme séparé de tous les autres , vaudront un certain nombre de macutes ; & divisant l'argent de cet état en autant de parties qu'il y a de macutes , une partie divisée de cet argent sera le signe d'une macute.

Si l'on suppose que la quantité de l'argent d'un état double , il faudra pour une macute le double de l'argent : mais

en doublant l'argent , vous doublez
aussi

aussi les macutes, la proportion restera telle qu'elle étoit avant l'un & l'autre doublement.

Si depuis la découverte des Indes, l'or & l'argent ont augmenté en Europe à raison d'un à vingt, le prix des denrées & marchandises auroient dû monter en raison d'un à vingt : mais si d'un autre côté, le nombre des marchandises a augmenté comme un à deux, il faudra que le prix de ces marchandises & denrées ait baissé d'un côté à raison d'un à vingt, & qu'il ait baissé en raison d'un à deux, & qu'il ne soit par conséquent qu'en raison d'un à dix.

La quantité des marchandises & denrées croît par une augmentation de commerce ; l'augmentation de commerce, par une augmentation d'argent qui arrive successivement, & par de nouvelles communications avec de nouvelles terres & de nouvelles mers, qui nous donnent de nouvelles denrées & de nouvelles marchandises.

C H A P I T R E IX.

De la rareté relative de l'or & de l'argent.

OUTRE l'abondance & la rareté positive de l'or & de l'argent, il y a encore une abondance & une rareté relative d'un de ces métaux à l'autre.

L'avarice garde l'or & l'argent, parce que, comme elle ne veut point consommer, elle aime des signes qui ne se détruisent point. Elle aime mieux garder l'or que l'argent, parce qu'elle craint toujours de perdre, & qu'elle peut mieux cacher ce qui est en plus petit volume. L'or disparoît donc quand l'argent est commun, parce que chacun en a pour le cacher ; il reparoît quand l'argent est rare, parce qu'on est obligé de le retirer de ses retraites.

C'est donc une règle : l'or est commun quand l'argent est rare, & l'or est rare quand l'argent est commun. Cela fait sentir la différence de l'abondance & de la

rareté relative, d'avec l'abondance & la rareté réelle; chose dont je vais beaucoup parler.

CHAPITRE X.

Du Change.

C'EST l'abondance & la rareté relative des monnoies des divers pays qui forment ce qu'on appelle le change.

Le change est une fixation de la valeur actuelle & momentanée des monnoies.

L'argent, comme métal, a une valeur comme toutes les autres marchandises; & il a encore une valeur qui vient de ce qu'il est capable de devenir le signe des autres marchandises: & s'il n'étoit qu'une simple marchandise, il ne faut pas douter qu'il ne perdît beaucoup de son prix.

L'argent, comme monnoie, a une valeur que le prince peut fixer dans quelques rapports, & qu'il ne fauroit fixer dans d'autres.

1°. Le prince établit une proportion entre une quantité d'argent comme métal, & la même quantité comme monnoie. 2°. Il fixe celle qui est entre divers métaux employés à la monnoie. 3°. Il établit le poids & le titre de chaque pièce de monnoie. Enfin il donne à chaque pièce cette valeur idéale dont j'ai parlé. J'appellerai la valeur de la monnoie dans ces quatre rapports *valeur positive*, parce qu'elle peut être fixée par une loi.

Les monnoies de chaque état ont de plus une *valeur relative*, dans le sens qu'on les compare avec les monnoies des autres pays : c'est cette valeur relative que le change établit. Elle dépend beaucoup de la valeur positive. Elle est fixée par l'estime la plus générale des négocians, & ne peut l'être par l'ordonnance du prince, parce qu'elle varie sans cesse, & dépend de mille circonstances.

Pour fixer la valeur relative, les diverses nations se régleront beaucoup sur celle qui a le plus d'argent. Si elle a autant d'argent que toutes les autres ensem-

ble, il faudra bien que chacune aille se mesurer avec elle; ce qui fera qu'elles se régleront à peu près entr'elles comme elles se sont mesurés avec la nation principale.

Dans l'état actuel de l'univers, c'est la Hollande qui est cette nation dont nous parlons. Examinons le change par rapport à elle.

Il y a en Hollande une monnoie qu'on appelle un florin : le florin vaut vingt fous, ou quarante demi-fous, ou gros. Pour simplifier les idées, imaginons qu'il n'y ait point de florins en Hollande, & qu'il n'y ait que des gros : un homme qui aura mille florins, aura quarante mille gros, ainsi du reste. Or le change avec la Hollande, consiste à savoir combien vaudra de gros chaque piece de monnoie des autres pays, & comme l'on compte ordinairement en France par écu de trois livres, le change demandera combien un écu de trois livres vaudra de gros. Si le change est à cinquante-quatre, l'écu de trois livres vaudra cinquante-quatre gros; s'il est à soixante, il

vaudra soixante gros ; si l'argent est rare en France , l'écu de trois livres vaudra plus de gros : s'il est en abondance , il vaudra moins de gros.

Cette rareté ou cette abondance d'où résulte la mutation du change , n'est pas la rareté ou l'abondance réelle : c'est une rareté ou une abondance relative : par exemple , quand la France a plus besoin d'avoir des fonds en Hollande , que les Hollandois n'ont besoin d'en avoir en France , l'argent est appelé commun en France , & rare en Hollande , & *vice versa*.

Supposons que le change avec la Hollande soit à cinquante-quatre. Si la France & la Hollande ne composoient qu'une ville , on feroit comme l'on fait quand on donne la monnoie d'un écu : le François tireroit de sa poche trois livres , & le Hollandois tireroit de la sienne cinquante-quatre gros. Mais comme il y a de la distance entre Paris & Amsterdam , il faut que celui qui me donne pour mon écu de trois livres cinquante-quatre gros qu'il a en Hollande , me donne une let-

tre de change de cinquante-quatre gros sur la Hollande. Il n'est plus ici question de cinquante-quatre gros, mais d'une lettre de cinquante-quatre gros. Ainsi, pour juger de la rareté ou de l'abondance de l'argent, il faut savoir s'il y a en France plus de lettres de cinquante-quatre gros destinées pour la France, qu'il n'y a d'écus destinés pour la Hollande. S'il y a beaucoup de lettres offertes par les Hollandois & peu d'écus offerts par les François; l'argent est rare en France & commun en Hollande; & il faut que le change hausse, & que pour mon écu on me donne plus de cinquante-quatre gros; autrement je ne le donnerois pas, & *vice versa*.

On voit que les diverses opérations du change forment un compte de recette & de dépense qu'il faut toujours folder; & qu'un état qui doit, ne s'acquitte pas plus avec les autres par le change, qu'un particulier ne paie une dette en changeant de l'argent.

Je suppose qu'il n'y ait que trois états dans le monde, la France, l'Espagne &

la Hollande ; que divers particuliers d'Espagne dussent en France la valeur de cent mille marcs d'argent , & que divers particuliers de France dussent en Espagne cent dix mille marcs ; & que quelque circonstance fût que chacun , en Espagne & en France , voulût tout-à-coup retirer son argent : que feroient les opérations du change ? Elles acquitteroient réciproquement ces deux nations de la somme de cent mille marcs : mais la France devroit toujours dix mille marcs en Espagne , & les Espagnols auroient toujours des lettres sur la France pour dix mille marcs ; & la France n'en auroit point du tout sur l'Espagne.

Que si la Hollande étoit dans un cas contraire avec la France , & que pour solde elle lui dût dix mille marcs , la France pourroit payer l'Espagne de deux manières , ou en donnant à ses créanciers en Espagne des lettres sur ses débiteurs de Hollande pour dix mille marcs , ou bien en envoyant dix mille marcs d'argent en espèces en Espagne.

Il suit de-là , que quand un état a be-

soin de remettre une somme d'argent dans un autre pays, il est indifférent, par la nature de la chose, que l'on y voiture de l'argent, ou que l'on prenne des lettres de change. L'avantage de ces deux manières de payer, dépend uniquement des circonstances actuelles; il faudra voir ce qui, dans ce moment, donnera plus de gros en Hollande, ou l'argent porté en espèces, ou une lettre sur la Hollande, de pareille somme.

Lorsque même titre & même poids d'argent en France me rendent même poids & même titre d'argent en Hollande, on dit que le change est au pair. Dans l'état actuel des monnoies, le pair est à peu près à cinquante-quatre gros par écu : lorsque le change sera au-dessus de cinquante-quatre gros, on dira qu'il est haut; lorsqu'il sera au-dessous, on dira qu'il est bas.

Pour savoir si, dans une certaine situation du change, l'état gagne ou perd; il faut le considérer comme débiteur, comme créancier, comme vendeur, comme acheteur. Lorsque le change est plus bas

que le pair, il perd comme débiteur, il gagne comme créancier; il perd comme acheteur, il gagne comme vendeur. On sent bien qu'il perd comme débiteur : par exemple, la France devant à la Hollande un certain nombre de gros, moins son écu vaudra de gros, plus il lui faudra d'écus pour payer : au contraire, si la France est créancière d'un certain nombre de gros, moins chaque écu vaudra de gros, plus elle recevra d'écus. L'état perd encore comme acheteur; car il faut toujours le même nombre de gros pour acheter la même quantité de marchandises; & lorsque le change baisse, chaque écu de France donne moins de gros. Par la même raison, l'état gagne comme vendeur : je vends ma marchandise en Hollande le même nombre de gros que je la vendois; j'aurois donc plus d'écus en France, lorsqu'avec cinquante gros je me procurerai un écu, que lorsqu'il m'en faudra cinquante-quatre pour avoir ce même écu : le contraire de tout ceci arrivera à l'autre état. Si la Hollande doit un certain nombre d'écus, elle ga-

gnera ; & si on lui doit , elle perdra ; si elle vend , elle perdra ; si elle achete , elle gagnera.

Il faut pourtant suivre ceci : lorsque le change est au-dessous du pair , par exemple , s'il est à cinquante au-lieu d'être à cinquante-quatre , il devroit arriver que la France , envoyant par le change cinquante-quatre mille écus en Hollande , n'acheteroit de marchandises que pour cinquante mille ; & que , d'un autre côté , la Hollande , envoyant la valeur de cinquante mille écus en France , en acheteroit pour cinquante-quatre mille ; ce qui feroit une différence de huit cinquante-quatriemes , c'est-à-dire , de plus d'un septieme de perte pour la France ; de forte qu'il faudroit envoyer en Hollande un septieme de plus en argent ou en marchandises , qu'on ne faisoit lorsque le change étoit au pair : & le mal augmentant toujours , parce qu'une pareille dette feroit encore diminuer le change , la France feroit à la fin ruinée. Il semble , dis-je , que cela devroit être , & cela n'est pas , à cause du principe

que j'ai déjà établi ailleurs, qui est que les états tendent toujours à se mettre dans la balance, & à se procurer leur libération; ainsi ils n'empruntent qu'à proportion de ce qu'ils peuvent payer, & n'achètent qu'à mesure qu'ils vendent. Et, en prenant l'exemple ci-dessus, si le change tombe en France de cinquante-quatre à cinquante, le Hollandois, qui achetoit des marchandises de France pour mille écus, & qui les payoit cinquante-quatre mille gros, ne les payeroit plus que cinquante mille, si le François y vouloit consentir; mais la marchandise de France haussera insensiblement, le profit se partagera entre le François & le Hollandois; car, lorsqu'un négociant peut gagner, il partage aisément son profit; il se fera donc une communication de profit entre le François & le Hollandois. De la même manière, le François qui achetoit des marchandises de Hollande pour cinquante-quatre mille gros, & qui les payoit avec mille écus, lorsque le change étoit à cinquante-quatre, seroit obligé d'ajouter quatre cin-

quante-

quante-quatriemes de plus en écus de France , pour acheter les mêmes marchandises ; mais le marchand François qui sentira la perte qu'il feroit , voudra donner moins de la marchandise de Hollande ; il se fera donc une communication de perte entre le marchand François & le marchand Hollandois , l'état se mettra insensiblement dans la balance , & l'abaissement du change n'aura pas tous les inconvéniens qu'on devoit craindre.

Lorsque le change est plus bas que le pair , un négociant peut , sans diminuer sa fortune , remettre ses fonds dans les pays étrangers , parce qu'en les faisant revenir , il regagne ce qu'il a perdu : mais un prince qui n'envoie dans les pays étrangers qu'un argent qui ne doit jamais revenir , perd toujours.

Lorsque les négocians font beaucoup d'affaires dans un pays , le change y hausse infailliblement. Cela vient de ce qu'on y prend beaucoup d'engagemens , & qu'on y achete beaucoup de marchandises ; & l'on tire sur le pays étranger pour les payer.

Si un prince fait un grand amas d'argent dans son état, l'argent y pourra être rare réellement, & commun relativement; par exemple, si dans le même temps cet état avoit à payer beaucoup de marchandises dans le pays étranger, le change baisseroit, quoique l'argent fût rare.

Le change de toutes les places tend toujours à se mettre à une certaine proportion, & cela est dans la nature de la chose même. Si le change de l'Irlande à l'Angleterre est plus bas que le pair, & que celui de l'Angleterre à la Hollande soit aussi plus bas que le pair, celui de l'Irlande à la Hollande fera encore plus bas, c'est-à-dire, en raison composée de celui d'Irlande à l'Angleterre, & de celui de l'Angleterre à la Hollande; car un Hollandois qui peut faire venir ses fonds indirectement d'Irlande par l'Angleterre, ne voudra pas payer plus cher pour les faire venir directement. Je dis que cela devroit être ainsi; mais cela n'est pourtant pas exactement ainsi; il y a toujours des circonstances qui font varier ces

choses ; & la différence du profit qu'il y a à tirer par une place , ou à tirer par une autre , fait l'art ou l'habileté particulière des banquiers , dont il n'est point question ici.

Lorsqu'un état hausse sa monnoie ; par exemple , lorsqu'il appelle six livres ou deux écus , ce qu'il n'appelloit que trois livres ou un écu , cette dénomination nouvelle , qui n'ajoute rien de réel à l'écu , ne doit pas procurer un seul gros de plus par le change. On ne devrait avoir pour les deux écus nouveaux que la même quantité de gros que l'on recevrait pour l'ancien ; & si cela n'est pas , ce n'est point l'effet de la fixation en elle-même , mais de celui qu'elle produit comme nouvelle , & de celui qu'elle a comme subite. Le change tient à des affaires commencées , & ne se met en règle qu'après un certain temps.

Lorsqu'un état , au lieu de hausser simplement sa monnoie par une loi , fait une nouvelle refonte , afin de faire d'une monnoie forte une monnoie plus foible , il arrive que , pendant le temps de l'o-

pération, il y a deux sortes de monnoie, la forte qui est la vieille, & la foible qui est la nouvelle; & comme la forte est décriée & ne se reçoit qu'à la monnoie, & que par conséquent les lettres de change doivent se payer en especes nouvelles, il semble que le change devoit se régler sur l'espece nouvelle. Si, par exemple, l'affoiblissement en France étoit de moitié, & que l'ancien écu de trois livres donnât soixante gros en Hollande, le nouvel écu ne devoit donner que trente gros; d'un autre côté, il semble que le change devoit se régler sur la valeur de l'espece vieille, parce que le banquier qui a de l'argent & qui prend des lettres, est obligé d'aller porter à la monnoie des especes vieilles pour en avoir de nouvelles sur lesquelles il perd: le change se mettra donc entre la valeur de l'espece nouvelle & celle de l'espece vieille; la valeur de l'espece vieille tombe, pour ainsi dire, & parce qu'il y a déjà, dans le commerce, de l'espece nouvelle, & parce que le banquier ne peut pas tenir rigueur, ayant intérêt de

faire sortir promptement l'argent vieux de la caisse pour le faire travailler, & y étant même forcé pour faire ses paiemens : d'un autre côté, la valeur de l'espece nouvelle s'éleve, pour ainsi dire, parce que le banquier avec de l'espece nouvelle se trouve dans une circonstance où nous allons faire voir qu'il peut, avec un grand avantage, s'en procurer de la vieille : le change se mettra donc, comme j'ai dit, entre l'espece nouvelle & l'espece vieille. Pour lors les banquiers ont du profit à faire sortir l'espece vieille de l'état, parce qu'ils se procurent par-là, le même avantage que donneroit un change réglé sur l'espece vieille, c'est-à-dire, beaucoup de gros en Hollande, & qu'ils ont un retour en change réglé entre l'espece nouvelle & l'espece vieille, c'est-à-dire plus bas; ce qui procure beaucoup d'écus en France.

Je suppose que trois livres d'espece vieille rendent par le change actuel quarante-cinq gros, & qu'en transportant ce même écu en Hollande, on en ait soixante; mais avec une lettre de quarante-

126 DE L'ESPRIT DES LOIX,
cinq gros, on se procurera un écu de
trois livres en France, lequel, trans-
porté en especes vieilles en Hollande,
donnera encore soixante gros : toute
l'espece vieille sortira donc de l'état qui
fait la refonte, & le profit en fera pour
les banquiers.

Pour remédier à cela, on sera forcé
de faire une opération nouvelle. L'état
qui fait la refonte, enverra lui-même
une grande quantité d'especes vieilles
chez la nation qui regle le change ; &
s'y procurant un crédit, il fera monter
le change au point qu'on aura, à peu de
chose près, autant de gros par le change
d'un écu de trois livres, qu'on en auroit
en faisant sortir un écu de trois livres
en especes vieilles hors du pays. Je dis
à peu de chose près, parce que, lors-
que le profit sera modique, on ne sera
point tenté de faire sortir l'espece, à
cause des frais de la voiture, & des
risques de la confiscation.

Il est bon de donner une idée bien
claire de ceci. Le sieur *Bernard*, ou
tout autre banquier que l'état voudra

employer, propose ses lettres sur la Hollande, & les donne à un, deux, trois gros plus haut que le change actuel; il a fait une provision dans les pays étrangers, par le moyen des especes vieilles qu'il a fait continuellement voiturer: il a donc fait hausser le change au point que nous venons de dire: cependant, à force de donner de ses lettres, il se fait de toutes les especes nouvelles, & force les autres banquiers qui ont des paiemens à faire; à porter leurs especes vieilles à la monnoie; & de plus, comme il a eu insensiblement tout l'argent, il contraint à leur tour les autres banquiers à lui donner des lettres à un change très-haut: le profit de la fin l'indemnise en grande partie de la perte du commencement.

On sent que, pendant toute cette opération, l'état doit souffrir une violente crise. L'argent y deviendra très-rare; 1°. parce qu'il faut en décrier la plus grande partie; 2°. parce qu'il en faudra transporter une partie dans les pays étrangers; 3°. parce que tout le monde le

resserrera, personne ne voulant laisser au prince un profit qu'on espere avoir soi-même. Il est dangereux de la faire avec lenteur : il est dangereux de la faire avec promptitude. Si le gain qu'on suppose est immodéré, les inconvéniens augmentent à mesure.

On a vu ci-dessus que, quand le change étoit plus bas que l'espece, il y avoit du profit à faire sortir l'argent : par la même raison, lorsqu'il est plus haut que l'espece, il y a du profit à le faire revenir.

Mais il y a un cas où on trouve du profit à faire sortir l'espece, quoique le change soit au pair : c'est lorsqu'on l'emploie dans les pays étrangers, pour la faire remarquer ou refondre. Quand elle est revenue, on fait, soit qu'on l'emploie dans le pays, soit qu'on prenne des lettres pour l'étranger, le profit de la monnoie.

S'il arrivoit que dans un état on fît une compagnie qui eût un nombre très-considérable d'actions, & qu'on eût fait dans quelques mois de temps hausser ces

actions vingt ou vingt-cinq fois au-delà de la valeur du premier achat, & que ce même état eût établi une banque dont les billets dussent faire la fonction de monnoie, & que la valeur numéraire de ces billets fût prodigieuse pour répondre à la prodigieuse valeur numéraire des actions (c'est le syst^{me} de *M. Law*), il suivroit de la nature de la chose que ces actions & billets s'anéantiroient de la même manière qu'ils se feroient établis. On n'auroit pu faire monter tout-à-coup les actions vingt ou vingt-cinq fois plus haut que leur première valeur, sans donner à beaucoup de gens le moyen de se procurer d'immenses richesses en papier : chacun chercheroit à assurer sa fortune ; & comme le change donne la voie la plus facile pour la dénaturer, ou pour la transporter où l'on veut, on remettroit sans cesse une partie de ses effets chez la nation qui règle le change. Un projet continuel de remettre dans les pays étrangers, seroit baisser le change. Supposons que, du temps du syst^{me}, dans le rapport du titre & du poids de

la monnoie d'argent, le taux du change fût de quarante gros par écu; lorsqu'un papier innombrable fut devenu monnoie, on n'aura plus voulu donner que trente-neuf gros par écu, ensuite que trente-huit, trente-sept, &c. Cela alla si loin, que l'on ne donna plus que huit gros, & qu'enfin il n'y eut plus de change.

C'étoit le change qui devoit en ce cas régler en France la proportion de l'argent avec le papier. Je suppose que, par le poids & le titre de l'argent, l'écu de trois livres d'argent valût quarante gros, & que le change se faisant en papier, l'écu de trois livres en papier ne valût que huit gros, la différence étoit de quatre cinquièmes. L'écu de trois livres en papier valoit donc quatre cinquièmes de moins que l'écu de trois livres en argent.

C H A P I T R E X I.

*Des opérations que les Romains firent
sur les monnoies.*

QUELQUES coups d'autorité que l'on ait faits de nos jours en France sur les monnoies dans deux ministères consécutifs , les Romains en firent de plus grands , non pas dans le temps de cette république corrompue , ni dans celui de cette république qui n'étoit qu'une anarchie ; mais , dans la force de son institution , par sa sagesse comme par son courage , après avoir vaincu les villes d'Italie , elle disputoit l'empire aux Carthaginois.

Et je suis bien aise d'approfondir un peu cette matière , afin qu'on ne fasse pas un exemple de ce qui n'en est point un.

Dans la première guerre Punique , l'as qui devoit être de douze onces de cuivre , n'en pesa plus que deux ; & dans

la seconde, il ne fut plus que d'une. Ce retranchement répond à ce que nous appellons aujourd'hui augmentation des monnoies : ôter d'un écu de six livres la moitié de l'argent pour en faire deux, ou le faire valoir douze livres, c'est précisément la même chose.

Il ne nous reste point de monument de la manière dont les Romains firent leur opération dans la première guerre Punique : mais ce qu'ils firent dans la seconde, nous marque une sagesse admirable. La république ne se trouvoit point en état d'acquitter ses dettes ; l'as pesoit deux onces de cuivre ; & le denier valant dix as, valoit vingt onces de cuivre. La république fit des as d'une once de cuivre, elle gagna la moitié sur ses créanciers, elle paya un denier avec ces dix onces de cuivre. Cette opération donna une grande secousse à l'état, il falloit la donner la moindre qu'il étoit possible ; elle contenoit une injustice, il falloit qu'elle fût la moindre qu'il étoit possible ; elle avoit pour objet la libération de la république envers ses citoyens,

il

il ne falloit donc pas qu'elle eût ceui de la libération des citoyens entr'eux : cela fit faire une seconde opération ; & l'on ordonna que le denier qui n'avoit été jusques-là que de dix as , en contiendroit seize ; il résulta de cette double opération , que , pendant que les créanciers de la république perdoient la moitié , ceux des particuliers ne perdoient qu'un cinquieme , les marchandises n'augmentoient que d'un cinquieme , le changement réel dans la monnoie n'étoit que d'un cinquieme : on voit les autres conséquences.

Les Romains se conduisirent donc mieux que nous , qui , dans nos opérations , avons enveloppé & les fortunes publiques & les fortunes particulières. Ce n'est pas tout : on va voir qu'ils les firent dans des circonstances plus favorables que nous.



C H A P I T R E X I I .

Circonstances dans lesquelles les Romains firent leurs opérations sur la monnoie.

IL y avoit anciennement très-peu d'or & d'argent en Italie ; ce pays a peu ou point de mines d'or & d'argent : lorsque Rome fut prise par les Gaulois , il ne s'y trouva que mille livres d'or. Cependant les Romains avoient saccagé plusieurs villes puissantes, & ils en avoient transporté les richesses chez eux. Ils ne se servirent long-temps , que de monnoie de cuivre : ce ne fut qu'après la paix de *Pyrrbus* , qu'ils eurent assez d'argent pour en faire de la monnoie : ils firent des deniers de ce métal , qui valoient dix as , ou dix livres de cuivre : pour lors la proportion de l'argent au cuivre étoit comme 1 à 960 ; car le denier Romain valant dix as ou dix livres de cuivre , il valoit cent vingt onces de cuivre ; & le même denier valant un huitieme d'once d'argent ,

cela faisoit la proportion que nous venons de dire.

Rome, devenue maîtresse de cette partie de l'Italie la plus voisine de la Grece & de la Sicile, se trouva peu à peu entre deux peuples riches, les Grecs & les Carthaginois; l'argent augmenta chez elle; & la proportion de 1 à 960 entre l'argent & le cuivre ne pouvant plus se soutenir, elle fit diverses opérations sur les monnoies que nous ne connoissons pas. Nous savons seulement qu'au commencement de la seconde guerre Punique, le denier Romain ne valoit plus que vingt onces de cuivre; & qu'ainsi la proportion entre l'argent & le cuivre n'étoit plus que comme 1 est 160; la réduction étoit bien considérable, puisque la république gagna cinq sixiemes sur toute la monnoie de cuivre: mais on ne fit que ce que demandoit la nature des choses, & rétablir la proportion entre les métaux qui servoient de monnoie.

La paix, qui termina la premiere guerre Punique, avoit laissé les Romains maîtres de la Sicile. Bientôt ils entrèrent

en Sardaigne , ils commencèrent à connoître l'Espagne : la masse de l'argent augmenta encore à Rome ; on y fit l'opération qui réduisit le denier d'argent de vingt onces à seize ; & elle eut cet effet , qu'elle remia en proportion l'argent & le cuivre ; cette proportion étoit comme 1 est à 160 elle fut comme 1 est à 128.

Examinez les Romains , vous ne les trouverez jamais si supérieurs , que dans le choix des circonstances dans lesquelles ils firent les biens & les maux.

C H A P I T R E XIII.

Opérations sur les monnoies du temps des Empereurs.

DANS les opérations que l'on fit sur les monnoies du temps de la république , on procéda par voie de retranchement : l'état confioit au peuple ses besoins , & ne prétendoit pas le séduire. Sous les empereurs , on procéda par voie d'alliage : ces princes réduits au désespoir

par leurs libéralités mêmes , se virent obligés d'altérer les monnoies ; voie indirecte qui diminueoit le mal , & sembloit ne le pas toucher : on retiroit une partie du don , & on cachoit la main ; & , sans parler de diminution de la paie ou des largesses , elles se trouvoient diminuées.

On voit encore , dans les cabinets , des médailles qu'on appelle fourrées , qui n'ont qu'une lame d'argent qui couvre le cuivre , il est parlé de cette monnaie dans un fragment du Livre 77 de *Dion*.

Didius Julien commença l'affoiblissement. On trouve que la monnaie de *Caracalla* avoit plus de la moitié d'alliage , celle d'*Alexandre Sévère* les deux tiers : l'affoiblissement continua ; & sous *Galien* , on ne voyoit plus que du cuivre argenté.

On sent que ces opérations violentes ne fauroient avoir lieu dans ces temps-ci , un prince se tromperoit lui-même , & ne tromperoit personne. Le change a appris au banquier à comparer toutes les monnoies du monde , & à les mettre à

leur juste valeur ; le titre des monnoies ne peut être un secret. Si un prince commence le billon, tout le monde continue, & le fait pour lui ; les especes fortes sortent d'abord, & on les lui renvoie foibles. Si, comme les empereurs Romains, il affoiblissoit l'argent sans affoiblir l'or, il verroit tout-à-coup disparaître l'or, & il seroit réduit à son mauvais argent. Le change, comme j'ai dit au Livre précédent, a ôté les grands coups d'autorité, du moins le succès des grands coups d'autorité.

C H A P I T R E X I V.

Comment le change gêne les états despotiques.

LA Moscovie voudroit descendre de son despotisme, & ne le peut. L'établissement du commerce demande celui du change ; & les opérations du change contredifent toutes ses loix.

En 1745, la Czarine fit une ordon-

nance pour chasser les Juifs , parce qu'ils avoient remis dans les pays étrangers l'argent de ceux qui étoient relégués en Sibérie , & celui des étrangers qui étoient au service. Tous les fujets de l'empire , comme des esclaves , n'en peuvent sortir , ni faire sortir leurs biens fans permission. Le change qui donne le moyen de transporter l'argent d'un pays à un autre , est donc contradictoire aux loix de Moscovie.

Le commerce même contredit ses loix. Le peuple n'est composé que d'esclaves attachés aux terres , & d'esclaves qu'on appelle ecclésiastiques ou gentilshommes , parce qu'ils sont les seigneurs de ces esclaves : il ne reste donc guere personne pour le tiers-état , qui doit former les ouvriers & les marchands.



C H A P I T R E X V.

Usage de quelques pays d'Italie.

DANS quelques pays d'Italie on a fait des loix pour empêcher les sujets de vendre des fonds de terre pour transporter leur argent dans les pays étrangers. Ces loix pouvoient être bonnes, lorsque les richesses de chaque état étoient tellement à lui, qu'il y avoit beaucoup de difficulté à les faire passer à un autre. Mais depuis que, par l'usage du change, les richesses ne sont, en quelque façon, à aucun état en particulier, & qu'il y a tant de facilité à les transporter d'un pays à un autre, c'est une mauvaise loi que celle qui ne permet pas de disposer, pour ses affaires, de ses fonds de terre, lorsqu'on peut disposer de son argent. Cette loi est mauvaise, parce qu'elle donne de l'avantage aux effets mobiliers sur les fonds de terre, parce qu'elle dégoûte les étrangers de venir s'établir dans

le pays , & enfin parce qu'on peut l'é-
luder.

CHAPITRE XVI.

*Du secours que l'état peut tirer des
banquiers.*

LES banquiers sont faits pour changer de l'argent , & non pas pour en prêter. Si le prince ne s'en sert que pour changer son argent , comme il ne fait que de grosses affaires , le moindre profit qu'il leur donne pour leurs remises devient un objet considérable ; & si on lui demande de gros profits , il peut être sûr que c'est un défaut de l'administration. Quand , au contraire , ils sont employés à faire des avances , leur art consiste à se procurer de gros profits de leur argent , sans qu'on puisse les accuser d'usure.

C H A P I T R E XVII.

Des dettes publiques.

QUELQUES gens ont cru qu'il étoit bon qu'un état dût à lui-même : ils ont pensé que cela multiplioit les richesses , en augmentant la circulation.

Je crois qu'on a confondu un papier circulant qui représente la monnoie , ou un papier circulant qui est le signe des profits qu'une compagnie a faits ou fera sur le commerce , avec un papier qui représente une dette. Les deux premiers font très-avantageux à l'état : le dernier ne peut l'être ; & tout ce qu'on peut en attendre , c'est qu'il soit un bon gage pour les particuliers de la dette de la nation , c'est-à-dire , qu'il en procure le paiement. Mais voici les inconvéniens qui en résultent.

1°. Si les étrangers possèdent beaucoup de papiers qui représentent une dette , ils tirent , tous les ans , de la nation ,

une somme considérable pour les intérêts.

2°. Dans une nation ainsi perpétuellement débitrice , le change doit être très-bas.

3°. L'impôt levé pour le paiement des intérêts de la dette , fait tort aux manufactures , en rendant la main de l'ouvrier plus chère.

4°. On ôte les revenus véritables de l'état à ceux qui ont de l'activité & de l'industrie , pour les transporter aux gens oisifs ; c'est-à-dire , qu'on donne des commodités pour travailler à ceux qui ne travaillent point , & des difficultés pour travailler à ceux qui travaillent.

Voilà les inconvéniens ; je n'en connois point les avantages. Dix personnes ont chacune mille écus de revenu en fonds de terre ou en industrie ; cela fait , pour la nation , à cinq pour cent , un capital de deux cents mille écus. Si ces dix personnes emploient la moitié de leur revenu , c'est-à-dire , cinq mille écus , pour payer les intérêts de cent mille écus qu'elles ont empruntés à d'autres ,

cela ne fait encore pour l'état que deux cent mille écus : c'est dans le langage des algébristes, 200000 écus — 100000 écus + 100000 écus = 200000 écus.

Ce qui peut jeter dans l'erreur, c'est qu'un papier qui représente la dette d'une nation, est un signe de richesse ; car il n'y a qu'un état riche qui puisse soutenir un tel papier sans tomber dans la décadence : que, s'il n'y tombe pas, il faut que l'état ait de grandes richesses d'ailleurs. On dit qu'il n'y a point de mal, parce qu'il y a des ressources contre ce mal ; & on dit que le mal est un bien, parce que les ressources surpassent le mal.

C H A P I T R E X V I I I .

Du paiement des dettes publiques.

IL faut qu'il y ait une proportion entre l'état créancier & l'état débiteur. L'état peut être créancier à l'infini, mais il ne peut être débiteur qu'à un certain degré ;

&

& quand on est parvenu à passer ce degré, le titre de créancier s'évanouit.

Si cet état a encore un crédit qui n'ait point reçu d'atteinte, il pourra faire ce qu'on a pratiqué si heureusement dans un état d'Europe; c'est de se procurer une grande quantité d'espèces, & d'offrir à tous les particuliers leur remboursement, à moins qu'ils ne veuillent réduire l'intérêt. En effet, comme, lorsque l'état emprunte, ce sont les particuliers qui fixent le taux de l'intérêt; lorsque l'état veut payer, c'est à lui à le fixer.

Il ne suffit pas de réduire l'intérêt: il faut que le bénéfice de la réduction forme un fonds d'amortissement pour payer, chaque année, une partie des capitaux; opération d'autant plus heureuse, que le succès en augmente tous les jours.

Lorsque le crédit de l'état n'est pas entier, c'est une nouvelle raison pour chercher à former un fonds d'amortissement: parce que ce fonds, une fois établi, rend bientôt la confiance.

1°. Si l'état est une république, dont le gouvernement comporte, par sa natu-

re , que l'on y fasse des projets pour long-temps , le capital du fonds d'amortissement peut être peu considérable : il faut , dans une monarchie , que ce capital soit plus grand.

2°. Les réglemens doivent être tels , que tous les citoyens de l'état portent le poids de l'établissement de ce fonds , parce qu'ils ont tous le poids de l'établissement de la dette ; le créancier de l'état , par les sommes qu'il contribue , payant lui-même à lui-même.

3°. Il y a quatre classes de gens qui paient les dettes de l'état ; les propriétaires des fonds de terre , ceux qui exercent leur industrie par le négoce , les laboureurs & artisans , enfin les rentiers de l'état ou des particuliers. De ces quatre classes , la dernière , dans un cas de nécessité , sembleroit devoir être la moins ménagée ; parce que c'est une classe entièrement passive dans l'état , tandis que ce même état est soutenu par la force active des trois autres. Mais , comme on ne peut la charger plus , sans détruire la confiance publique , dont l'état en géné-

ral & ces trois classes en particulier ont un souverain besoin ; comme la foi publique ne peut manquer à un certain nombre de citoyens , sans paroître manquer à tous ; comme la classe des créanciers est toujours la plus exposée aux projets des ministres , & qu'elle est toujours sous les yeux & sous la main , il faut que l'état lui accorde une singulière protection , & que la partie débitrice n'ait jamais le moindre avantage sur celle qui est créancière.

CHAPITRE XIX.

Des prêts à intérêts.

L'ARGENT est le signe des valeurs. Il est clair que celui qui a besoin de ce signe , doit le louer , comme il fait toutes les choses dont il peut avoir besoin. Toute la différence est que les autres choses peuvent , ou se louer , ou s'acheter ; au-lieu que l'argent , qui est le prix des choses , se loue & ne s'achete pas.

C'est bien une action très-bonne de prêter à un autre son argent sans intérêt : mais on sent que ce ne peut être qu'un conseil de religion, & non une loi civile.

Pour que le commerce puisse se bien faire, il faut que l'argent ait un prix, mais que ce prix soit peu considérable. S'il est trop haut, le négociant, qui voit qu'il lui en coûteroit plus en intérêt qu'il ne pourroit gagner dans son commerce, n'entreprend rien ; si l'argent n'a point de prix, personne n'en prête, & le négociant n'entreprend rien non plus.

Je me trompe, quand je dis que personne n'en prête. Il faut toujours que les affaires de la société aillent ; l'usure s'établit, mais avec les désordres que l'on a éprouvés dans tous les temps.

La loi de Mahomet confond l'usure avec le prêt à intérêt. L'usure augmente dans les pays Mahométaus, à proportion de la sévérité & de la défense : le prêteur s'indemnifie du péril de la contravention.

Dans ces pays d'Orient, la plupart des hommes n'ont rien d'assuré : il n'y a pres,

que point de rapport entre la possession actuelle d'une somme, & l'espérance de la ravoir après l'avoit prêtée : l'usure y augmente donc à proportion du péril de l'insolvabilité.

CHAPITRE XX.

Des usures maritimes.

LA grandeur de l'usure maritime est fondée sur deux choses ; le péril de la mer, qui fait qu'on ne s'expose à prêter son argent que pour en avoir beaucoup davantage, & la facilité que le commerce donne à l'emprunteur, de faire promptement de grandes affaires, & en grand nombre : au-lieu que les usures de terre n'étant fondées sur aucune de ces deux raisons, sont ou proscrites par les législateurs, ou, ce qui est plus sensé, réduites à de justes bornes.

C H A P I T R E XXI.

*Du prêt par contrat, & de l'usure chez
les Romains.*

OUTRE le prêt fait pour le commerce, il y a encore une espèce de prêt fait par un contrat civil, d'où résulte un intérêt ou usure.

Le peuple, chez les Romains, augmentant tous les jours sa puissance, les magistrats chercherent à le flatter, & à lui faire faire les loix qui lui étoient les plus agréables. Il retrancha les capitaux ; il diminua les intérêts ; il défendit d'en prendre ; il ôta les contraintes par corps : enfin l'abolition des dettes fut mise en question toutes les fois qu'un tribun voulut se rendre populaire.

Ces continuels changemens, soit par des loix, soit par des plébiscites, naturaliserent à Rome l'usure ; car les créanciers voyant le peuple leur débiteur, leur législateur & leur juge, n'eurent plus de

confiance dans les contrats. Le peuple, comme un débiteur décrédité, ne tentoit à lui prêter que par de gros profits ; d'autant plus que, si les loix ne venoient que de temps en temps, les plaintes du peuple étoient continuelles & intimidoyent toujours les créanciers. Cela fit que tous les moyens honnêtes de prêter & d'emprunter furent abolis à Rome, & qu'une usure affreuse, toujours foudroyée & toujours renaissante, s'y établit. Le mal venoit de ce que les choses n'avoient pas été ménagées. Les loix extrêmes dans le bien font naître le mal extrême : il fallut payer pour le prêt de l'argent, & pour le danger des peines de la loi.

C H A P I T R E X X I I .

Continuation du même sujet.

LES premiers Romains n'eurent point de loix pour régler le taux de l'usure. Dans les démêlés qui se formerent là-dessus entre les plébéïens & les patri-

ciens, dans la fédition même du mont Sacré, on n'allégua d'un côté que la foi, & de l'autre que la dureté des contrats.

On suivoit donc les conventions particulières; & je crois que les plus ordinaires étoient de douze pour cent par an. Ma raison est que dans le langage ancien chez les Romains, l'intérêt à six pour cent étoit appelé la moitié de l'usure, l'intérêt à trois pour cent le quart de l'usure : l'usure totale étoit donc l'intérêt à douze pour cent.

Que si l'on demande comment de si grosses usures avoient pu s'établir chez un peuple qui étoit presque sans commerce, je dirai que ce peuple, très-souvent obligé d'aller sans solde à la guerre, avoit très-souvent besoin d'emprunter; & que faisant sans cesse des expéditions heureuses, il avoit très-souvent la facilité de payer. Et cela se sent bien dans le récit des démêlés qui s'éleverent à cet égard : on n'y disconvient point de l'avarice de ceux qui prêtoient; mais on voit que ceux qui se plaignoient, auroient

pu payer, s'ils avoient eu une conduite réglée.

On faisoit donc des loix qui n'influoient que sur la situation actuelle : on ordonnoit, par exemple, que ceux qui s'enrôleroient pour la guerre que l'on avoit à soutenir, ne seroient point poursuivis par leurs créanciers, que ceux qui étoient dans les fers seroient délivrés ; que les plus indigens seroient menés dans les colonies : quelquefois on ouvroit le trésor public. Le peuple s'appaisoit par le soulagement des maux présens ; & comme il ne demandoit rien pour la fuite, le sénat n'avoit garde de le prévenir.

Dans le temps que le sénat défendoit avec tant de constance la cause des usures, l'amour de la pauvreté, de la frugalité, de la médiocrité, étoit extrême chez les Romains : mais telle étoit la constitution, que les principaux citoyens portoient toutes les charges de l'état, & que le bas peuple ne payoit rien. Quel moyen de priver ceux-là du droit de poursuivre leurs débiteurs, & de leur demander d'acquitter leurs charges, & de

subvenir aux besoins pressans de la république ?

Tacite dit que la loi des douze tables fixa l'intérêt à un pour cent par an. Il est visible qu'il s'est trompé, & qu'il a pris pour la loi des douze tables une autre loi dont je vais parler. Si la loi des douze tables avoir réglé cela, comment, dans les disputes qui s'éleverent depuis entre les créanciers & les débiteurs, ne se seroit-on pas servi de son autorité ? On ne trouve aucun vestige de cette loi sur le prêt à intérêt : & pour peu qu'on soit versé dans l'histoire de Rome, on verra qu'une loi pareille ne devoit point être l'ouvrage des décemvirs.

La loi Licinienne faite quatre-vingt-cinq ans après la loi des douze tables, fut une de ces loix passageres dont nous avons parlé. Elle ordonna qu'on retrancheroit du capital ce qui avoit été payé pour les intérêts, & que le reste seroit acquitté en trois paiemens égaux.

L'an 398 de Rome, les tribuns *Duellius* & *Menesius* firent passer une loi qui réduisoit les intérêts à un pour cent par

an. C'est cette loi, que *Tacite* confond avec la loi des douze tables, & c'est la première qui ait été faite chez les Romains pour fixer le taux de l'intérêt. Dix ans après, cette usure fut réduite à la moitié; dans la suite on l'ôta tout-à-fait; & si nous en croyons quelques auteurs qu'avoit vu *Tite-Live*, ce fut sous le consulat de *C. Martius Rutilus* & de *Q. Servilius*, l'an 413 de Rome.

Il en fut de cette loi comme de toutes celles où le législateur a porté les choses à l'excès: on trouva un moyen de l'é luder. Il en fallut faire beaucoup d'autres pour la confirmer, corriger, tempérer. Tantôt on quitta les loix pour suivre les usages, tantôt on quitta les usages pour suivre les loix: mais dans ce cas l'usage devoit aisément prévaloir. Quand un homme emprunte, il trouve un obstacle dans la loi même qui est faite en sa faveur: cette loi a contr'elle, & celui qu'elle secourt, & celui qu'elle condamne. Le préteur *Sempronius Asellus* ayant permis aux débiteurs d'agir en conséquence des loix, fut tué par les créan-

ciers pour avoir voulu rappeler la mémoire d'une rigidité qu'on ne pouvoit plus soutenir.

Je quitte la ville pour jeter un peu les yeux sur les provinces.

J'ai dit ailleurs, que les provinces Romaines étoient défolées par un gouvernement despotique & dur. Ce n'est pas tout : elles l'étoient encore par des usures affreuses.

Cicéron dit que ceux de Salamine vouloient emprunter de l'argent à Rome, & qu'ils ne le pouvoient pas à cause de la loi Gabinienne. Il faut que je cherche ce que c'étoit que cette loi.

Lorsque les prêts à intérêt eurent été défendus à Rome, on imagina toutes fortes de moyens pour éluder la loi : & comme les alliés & ceux de la nation Latine n'étoient point assujettis aux loix civiles des Romains, on se servit d'un Latin, ou d'un allié, qui prêtoit son nom, & paroissoit être le créancier. La loi n'avoit donc fait que soumettre les créanciers à une formalité, & le peuple n'étoit pas soulagé.

Le peuple se plaignit de cette fraude ; & *Marcus Sempronius*, tribun du peuple, par l'autorité du sénat, fit faire un plébiscite qui portoit, qu'en fait de prêts, les loix qui défendoient les prêts à usure entre un citoyen Romain & un autre citoyen Romain, auroient également lieu entre un citoyen & un allié, ou un Latin.

Dans ces temps-là, on appelloit alliés les peuples de l'Italie proprement dite, qui s'étendoit jusqu'à l'Arno & le Rubicon, & qui n'étoit point gouvernée en provinces Romaines.

Tacite dit qu'on faisoit toujours de nouvelles fraudes aux loix faites pour arrêter les usures. Quand on ne peut plus prêter ni emprunter sous le nom d'un allié, il fut aisé de faire paroître un homme des provinces qui prêtoit son nom.

Il falloit une nouvelle loi contre cet abus : & *Gabinus* faisant la loi fameuse qui avoit pour objet d'arrêter la corruption dans les suffrages, dut naturellement penser que le meilleur moyen pour y parvenir, étoit de décourager les em-

prunts : ces deux choses étoient naturellement liées ; car les ufures augmentoient toujours au temps des élections , parce qu'on avoit besoin d'argent pour gagner des voix. On voit bien que la loi Gabinienne avoit entendu le sénatus-consulte Sempronien aux provinciaux , puisque les Salaminiens ne pouvoient emprunter de l'argent à Rome à cause de cette loi. *Brutus* , sous des noms empruntés , leur en prêta à quatre pour cent par mois , & obtint pour cela deux sénatus-consultes ; dans le premier desquels il étoit dit que ce prêt ne seroit pas regardé comme une fraude faite à la loi , & que le gouverneur de Sicilie jugeroit en conformité des conventions portées par le billet des Salaminiens.

Le prêt à intérêt étant interdit par la loi Gabinienne entre les gens des provinces & les citoyens Romains , & ceux-ci ayant pour lors tout l'argent de l'univers entre leurs mains , il fallut les tenter par de grosses ufures , qui firent disparaître aux yeux de l'avarice le danger de perdre la dette. Et comme il y avoit

à Rome des gens puissans, qui intimidoient les magistrats, & faisoient taire les loix, ils furent plus hardis à prêter & plus hardis à exiger de grosses usures. Cela fit que les provinces furent tour-à-tour ravagées par tous ceux qui avoient du crédit à Rome ; & comme chaque gouverneur faisoit son édit en entrant dans sa province, dans lequel il mettoit à l'usure le taux qu'il lui plaisoit, l'avarice prêtoit la main à la législation, & la législation à l'avarice.

Il faut que les affaires aillent ; & un état est perdu, si tout y est dans l'inaction. Il y avoit des occasions, où il falloit que les villes, les corps, les sociétés des villes, les particuliers empruntassent : & on n'avoit que trop besoin d'emprunter, ne fût-ce que pour subvenir aux ravages des armées, aux rapines des magistrats, aux concussions des gens d'affaires, & aux mauvais usages qui s'établissoient tous les jours ; car on ne fut jamais si riche, ni si pauvre. Le sénat, qui avoit la puissance exécutive, donnoit, par nécessité, souvent par faveur,

la permission d'emprunter des citoyens Romains, & faisoit là-dessus des sénatus-consultes. Mais ces sénatus-consultes mêmes étoient décrédités par la loi : ces sénatus-consultes pouvoient donner occasion au peuple de demander de nouvelles tables ; ce qui, augmentant le danger de la perte du capital, augmentoit encore l'usure. Je le dirai toujours ; c'est la modération qui gouverne les hommes, & non pas les excès.

Celui-là paie moins, dit *Ulpien*, qui paie plus tard. C'est ce principe qui conduisit les législateurs après la destruction de la république Romaine.



L I V R E XXIII.

*Des Loix , dans le rapport qu'elles
ont avec le nombre des habitans.*

C H A P I T R E P R E M I E R.

*Des hommes & des animaux , par rapport
à la multiplication de leur espece.*

O Vénus ! ô mere de l'Amour !

.....
 Dès le premier beau jour que ton astre ramene ,
 Les zéphirs font sentir leur amoureuse haleine ;
 La terre orne son sein de brillantes couleurs ,
 Et l'air est parfumé du doux esprit des fleurs.
 On entend les oiseaux frappés de ta puissance ,
 Par mille sons lascifs célébrer ta présence :
 Pour la belle génisse , on voit les fiers taureaux ,
 Ou bondir dans la plaine , ou traverser les eaux.
 Enfin , les habitans des bois & des montagnes ,
 Des fleuves & des mers , & des vertes campagnes ,
 Brûlant à ton aspect d'amour & de desir ,
 S'engagent à peupler par l'attrait du plaisir :
 Tant on aime à te suivre , & ce charmant empire
 Que donne la beauté sur tout ce qui respire.

LES femelles des animaux ont à peu près une fécondité constante. Mais dans

162 DE L'ESPRIT DES LOIX,
l'espece humaine, la maniere de penser,
le caractère, les passions, les fantaisies,
les caprices, l'idée de conserver sa beau-
té, l'embarras de la grossesse, celui d'une
famille trop nombreuse, troublent la pro-
pagation de mille manieres.

CHAPITRE II.

Des Mariages.

L'OBLIGATION naturelle qu'a le pere de nourrir ses enfans, a fait établir le mariage, qui déclare celui qui doit remplir cette obligation. Les peuples dont parle *Pomponius Mela* ne le fixoient que par la ressemblance.

Chez les peuples bien policés, le pere est celui que les loix, par la cérémonie du mariage ont déclaré devoir être tel, parce qu'elles trouvent en lui la personne qu'elles cherchent.

Cette obligation, chez les animaux, est telle que la mere peut ordinairement y suffire. Elle a beaucoup plus d'étendue

chez les hommes : leurs enfans ont de la raison ; mais elle ne leur vient que par degrés : il ne fuffit pas de les nourrir , il faut encore les conduire : déjà ils pourroient vivre , & ils ne peuvent pas fe gouverner.

Les conjonctions illicites contribuent peu à la propagation de l'efpece. Le pere , qui a l'obligation naturelle de nourrir & d'élever les enfans , n'y est point fixé ; & la mere , à qui l'obligation refte , trouve mille obftacles , par la honte , les remords , la gêne de fon fexe , la rigueur des loix : la plupart du temps elle manque de moyens.

Les femmes qui fe font foumifes à une prostitution publique , ne peuvent avoir la commodité d'élever leurs enfans. Les peines de cette éducation font même incompatibles avec leur condition : & elles font fi corrompues , qu'elles ne fauroient avoir la confiance de la loi.

Il fuit de tout ceci , que la continence publique est naturellement jointe à la propagation de l'efpece.

C H A P I T R E I I I.

De la condition des enfans.

C'EST la raison qui dicte que , quand il y a un mariage , les enfans suivent la condition du pere ; & que , quand il n'y en a point , ils ne peuvent concerner que la mere.

C H A P I T R E I V.

Des familles.

I L est presque reçu par-tout que la femme passe dans la famille du mari. Le contraire est , sans aucun inconvénient , établi à *Formose* , où le mari va former celle de la femme.

Cette loi , qui fixe la famille dans une suite de personne du même sexe , contribue beaucoup , indépendamment des premiers motifs , à la propagation de l'es-

pece humaine. La famille est une sorte de propriété : un homme qui a des enfans du sexe qui ne la perpétue pas, n'est jamais content qu'il n'en ait de celui qui la perpétue.

Les noms qui donnent aux hommes l'idée d'une chose qui semble ne devoir pas périr, sont très-propres à inspirer à chaque famille le desir d'étendre sa durée. Il y a des peuples chez lesquels les noms distinguent les familles : il y en a où ils ne distinguent que les personnes ; ce qui n'est pas si bien.

CHAPITRE V.

De divers ordres de femmes légitimes.

QUELQUEFOIS les loix & la religion ont établi plusieurs sortes de conjonctions civiles, & cela est ainsi chez les Mahométans, où il y a divers ordres de femmes, dont les enfans se reconnoissent par la naissance dans la maison, ou par des contrats civils, ou même par l'es-

clavage de la mere, & la reconnoissance subséquente du pere.

Il seroit contre la raison, que la loi flétrît dans les enfans ce qu'elle a approuvé dans le pere : tous ces enfans y doivent donc succéder, à moins que quelque raison particuliere ne s'y oppose, comme au *Japon*, où il n'y a que les enfans de la femme donnée par l'empereur qui succèdent. La politique y exige que les biens que l'empereur donne, ne soient pas trop partagés, parce qu'ils sont soumis à un service, comme étoient autrefois nos fiefs.

Il y a des pays où une femme légitime jouit dans la maison, à peu près, des honneurs qu'a dans nos climats une femme unique : là, les enfans des concubines sont censés appartenir à la premiere femme. Cela est ainsi établi à la Chine. Le respect filial, la cérémonie d'un deuil rigoureux ne sont point dus à la mere naturelle, mais à cette mere que donne la loi.

A l'aide d'une telle fiction, il n'y a plus d'enfans bâtards : & dans les pays

où cette fiction n'a pas lieu, on voit bien que la loi qui légitime les enfans des concubines, est une loi forcée, car ce seroit le gros de la nation qui seroit flétri par la loi. Il n'est pas question non plus, dans ces pays, d'enfans adultérins. Les séparations des femmes, la clôture, les cunuques, les verroux, rendent la chose si difficile, que la loi la juge impossible. D'ailleurs, le même glaive extermineroit la mere & l'enfant.

CHAPITRE VI.

Des bâtards dans les divers gouvernemens.

ON ne connoît donc guere les bâtards dans les pays où la polygamie est permise; on les connoît dans ceux où la loi d'une seule femme est établie. Il a fallu, dans ces pays, flétrir le concubinage; il a donc fallu flétrir les enfans qui en étoient nés.

Dans les républiques, où il est nécessaire que les mœurs soient pures, les

bâtards doivent être encore plus odieux que dans les monarchies.

On fit peut-être à Rome des dispositions trop dures contr'eux. Mais les institutions anciennes mettant tous les citoyens dans la nécessité de se marier, les mariages étant d'ailleurs adoucis par la permission de répudier ou de faire divorce, il n'y avoit qu'une très-grande corruption de mœurs qui pût porter au concubinage.

Il faut remarquer que la qualité de citoyen, étant considérable dans les démocraties où elle emportoit avec elle la souveraine puissance, il s'y faisoit souvent des loix sur l'état des bâtards, qui avoient moins de rapport à la chose même & à l'honnêteté du mariage, qu'à la constitution particulière de la république. Ainsi le peuple a quelquefois reçu pour citoyens les bâtards, afin d'augmenter sa puissance contre les grands. Ainsi, à Athènes, le peuple retrancha les bâtards du nombre des citoyens, pour avoir une plus grande portion du bled que lui avoit envoyé le roi d'Egypte. Enfin, *Aristote*
nous

nous apprend que, dans plusieurs villes, lorsqu'il n'y avoit point assez de citoyens, les bâtards succédoient; & que quand il y en avoit assez, ils ne succédoient pas.

CHAPITRE VII.

Du consentement des peres au mariage.

LE consentement des peres est fondé sur leur puissance, c'est-à-dire, sur leur droit de propriété; il est encore fondé sur leur amour, sur leur raison, & sur l'incertitude de celle de leurs enfans, que l'âge tient dans l'état d'ignorance, & les passions dans l'état d'ivresse.

Dans les petites républiques ou institutions singulieres dont nous avons parlé, il peut y avoir des loix qui donnent aux magistrats une inspection sur les mariages des enfans des citoyens, que la nature avoit déjà donnée aux peres. L'amour du bien public y peut être tel, qu'il égale ou surpasse tout autre amour.

Ainsi *Platon* vouloit que les magistrats réglassent les mariages : ainsi les magistrats Lacédémoniens les dirigeoient-ils.

Mais , dans les institutions ordinaires , c'est aux peres à marier leurs enfans ; leur prudence , à cet égard , fera toujours au-dessus de toute autre prudence. La nature donne aux peres un desir de procurer à leurs enfans des successeurs , qu'ils sentent à peine pour eux-mêmes : dans les divers degrés de progéniture , ils se voient avancer insensiblement vers l'avenir. Mais que seroit-ce , si la vexation & l'avarice alloient au point d'usurper l'autorité des peres ? Écoutons *Thomas Gage* , sur la conduite des Espagnols dans les Indes.

„ Pour augmenter le nombre des gens
 „ qui paient le tribut, il faut que tous
 „ les Indiens qui ont quinze ans se ma-
 „ rient ; & même on a réglé le temps
 „ du mariage des Indiens à quatorze ans
 „ pour les mâles , & à treize pour les
 „ filles. On se fonde sur un canon qui
 „ dit , que la malice peut suppléer à
 „ l'âge. „ Il vit faire un de ces dénom-

bremens : c'étoit , dit-il , une chose honteuse. Ainsi , dans l'action du monde qui doit être la plus libre , les Indiens sont encore esclaves.

CHAPITRE VIII.

Continuation du même sujet.


EN Angleterre , les filles abusent souvent de la loi , pour se marier à leur fantaisie , sans consulter leurs parens. Je ne fais pas si cet usage ne pourroit pas y être plus toléré qu'ailleurs , par la raison que les loix n'y ayant point établi un célibat monastique , les filles n'y ont d'état à prendre que celui du mariage , & ne peuvent s'y refuser. En France , au contraire , où le monachisme est établi , les filles ont toujours la ressource du célibat ; & la loi qui leur ordonne d'attendre le consentement des peres , y pourroit être plus convenable. Dans cette idée , l'usage d'Italie & d'Espagne seroit le moins raisonnable : le monachisme y

172 DE L'ESPRIT DES LOIX,
est établi, & l'on peut s'y marier sans
le consentement des peres.

C H A P I T R E IX.

Des filles.

LES filles, que l'on ne conduit que par le mariage, aux plaisirs & à la liberté; qui ont un esprit qui n'ose penser, un cœur qui n'ose sentir, des yeux qui n'osent voir, des oreilles qui n'osent entendre, qui ne se présentent que pour se montrer stupides, condamnées sans relâche à des bagatelles & à des préceptes, sont assez portées au mariage : ce sont les garçons qu'il faut encourager.



C H A P I T R E X.

Ce qui détermine au mariage.

PAR-TOUT où il se trouve une place où deux personnes peuvent vivre commodément, il se fait un mariage. La nature y porte assez, lorsqu'elle n'est point arrêtée par la difficulté de la subsistance.

Les peuples naissans se multiplient & croissent beaucoup. Ce seroit chez eux une grande incommodité de vivre dans le célibat : ce n'en est point une d'avoir beaucoup d'enfans. Le contraire arrive, lorsque la nation est formée.



C H A P I T R E X I.

De la dureté du gouvernement.

LES gens qui n'ont absolument rien, comme les mendiants, ont beaucoup d'enfans. C'est qu'ils sont dans le cas des peuples naissans : il n'en coûte rien au pere, pour donner son art à ses enfans, qui même sont, en naissant, des instrumens de cet art. Ces gens, dans un pays riche ou superstitieux, se multiplient, parce qu'ils n'ont pas les charges de la société, mais sont eux-mêmes les charges de la société. Mais les gens qui ne sont pauvres que parce qu'ils vivent dans un gouvernement dur, qui regardent leur champ moins comme le fondement de leur subsistance, que comme un prétexte à la vexation ; ces gens-là, dis-je, font peu d'enfans : ils n'ont pas même leur nourriture ; comment pourroient-ils songer à la partager ? ils ne peuvent se soigner dans leurs maladies ; comment pour-

roient-ils élever des créatures, qui sont dans une maladie continuelle, qui est l'enfance ?

C'est la facilité de parler, & l'impuissance d'examiner, qui ont fait dire que plus les sujets étoient pauvres, plus les familles étoient nombreuses; que plus on étoit chargé d'impôts, plus on se mettoit en état de les payer : deux sophismes qui ont toujours perdu, & qui perdront à jamais les monarques.

La dureté du gouvernement peut aller jusqu'à détruire les sentimens naturels, par les sentimens naturels mêmes. Les femmes de l'Amérique ne se faisoient-elles pas avorter, pour que leurs enfans n'eussent pas des maîtres aussi cruels ?



C H A P I T R E XII.

*Du nombre des filles & des garçons dans
différens pays.*

J'AI déjà dit qu'en Europe il naît un peu plus de garçons que de filles. On a remarqué qu'au Japon, il naissoit un peu plus de filles que de garçons : toutes choses égales, il y aura plus de femmes fécondes au Japon qu'en Europe, & par conséquent plus de peuple.

Des relations disent qu'à Bantam, il y a dix filles pour un garçon : une disproportion pareille, qui feroit que le nombre des familles y feroit au nombre de celles des autres climats comme un est à cinq & demi, feroit excessive. Les familles y pourroient être plus grandes ; à la vérité : mais il y a peu de gens assez aisés pour pouvoir entretenir une si grande famille.

C H A P I T R E XIII.

Des ports de mer.

DANS les ports de mer, où les hommes s'exposent à mille dangers, & vont mourir ou vivre dans des climats reculés, il y a moins d'hommes que de femmes; cependant on y voit plus d'enfans qu'ailleurs; cela vient de la facilité de la subsistance. Peut-être même que les parties huileuses du poisson sont plus propres à fournir cette matiere qui sert à la génération. Ce seroit une des causes de ce nombre infini de peuple qui est au Japon & à la Chine, où l'on ne vit presque que de poisson. Si cela étoit, de certaines regles monastiques, qui obligent de vivre de poisson, seroient contraires à l'esprit du législateur même.

C H A P I T R E X I V.

Des productions de la terre qui demandent plus ou moins d'hommes.

LES pays de pâturages sont peu peuplés, parce que peu de gens y trouvent de l'occupation; les terres à bled occupent plus d'hommes, & les vignobles infiniment davantage.

En Angleterre, on s'est souvent plaint que l'augmentation des pâturages diminueoit les habitans; & on observe en France, que la grande quantité de vignobles y est une des grandes causes de la multitude des hommes.

Les pays où des mines de charbon fournissent des matieres propres à brûler, ont cet avantage sur les autres, qu'il n'y faut point de forêts, & que toutes les terres peuvent être cultivées.

Dans les lieux où croît le riz, il faut de grands travaux pour ménager les eaux: beaucoup de gens y peuvent donc être

occupés. Il y a plus : il y faut moins de terre pour fournir à la subsistance d'une famille, que dans ceux qui produisent d'autres grains ; enfin la terre qui est employée ailleurs à la nourriture des animaux, y sert immédiatement à la subsistance des hommes ; le travail que font ailleurs les animaux, est fait là par les hommes ; & la culture des terres devient pour les hommes une immense manufacture.

CHAPITRE XV.

*Du nombre des habitans par rapport
aux arts.*

LORSQU'IL y a une loi agraire, & que les terres sont également partagées, le pays peut être très-peuplé, quoiqu'il y ait peu d'arts, parce que chaque citoyen trouve dans le travail de sa terre précisément de quoi se nourrir, & que tous les citoyens ensemble consomment tous les fruits du pays ; cela étoit ainsi dans quelques anciennes républiques.

Mais dans nos états d'aujourd'hui, les fonds de terre sont inégalement distribués ; ils produisent plus de fruits que ceux qui les cultivent n'en peuvent consommer ; & si l'on y néglige les arts, & qu'on ne s'attache qu'à l'agriculture, le pays ne peut être peuplé. Ceux qui cultivent ou font cultiver, ayant des fruits de reste, rien ne les engage à travailler l'année d'ensuite : les fruits ne feroient point consommés par les gens oisifs, car les gens oisifs n'auroient pas de quoi les acheter. Il faut donc que les arts s'établissent, pour que les fruits soient consommés par les laboureurs & les artisans. En un mot, ces états ont besoin que beaucoup de gens cultivent au-delà de ce qui leur est nécessaire : pour cela, il faut leur donner envie d'avoir le superflu, mais il n'y a que les artisans qui le donnent.

Ces machines, dont l'objet est d'abrégger l'art, ne sont pas toujours utiles. Si un ouvrage est à un prix médiocre, & qui convienne également à celui qui l'achète & à l'ouvrier qui l'a fait, les machines

chines qui en simplifieroient la manufacture, c'est-à-dire, qui diminueroient le nombre des'ouvriers, seroient pernicieuses; & si les moulins à eau n'étoient pas par-tout établis, je ne les 'croirois pas aussi utiles qu'on le dit, parce qu'ils ont fait reposer une infinité de bras, qu'ils ont privé bien des gens de l'usage des eaux, & ont fait perdre la fécondité à beaucoup de terres.

CHAPITRE XVI.

Des vues du législateur sur la propagation de l'espece.

LES réglemens sur le nombre des citoyens dépendent beaucoup des circonstances. Il y a des pays où la nature a tout fait; le législateur n'y a donc rien à faire. A quoi bon engager par des loix à la propagation, lorsque la fécondité du climat donne assez de peuple? Quelquefois le climat est plus favorable que le terrain, le peuple s'y multiplie, & les

famines le détruisent : c'est le cas où se trouve la Chine ; aussi un pere y vend-il ses filles & expose ses enfans. Les mêmes causes operent au Tonquin les mêmes effets ; & il ne faut pas , comme les voyageurs Arabes dont *Renaudot* nous a donné la relation , aller chercher l'opinion de la métempsychose pour cela.

Les mêmes raisons font que , dans l'isle Formose , la religion ne permet pas aux femmes de mettre des enfans au monde qu'elles n'aient trente-cinq ans : avant cet âge , la prêtresse leur foule le ventre , & les fait avorter.

C H A P I T R E X V I I .

De la Grece & du nombre de ses habitans.

CET effet qui tient à des causes physiques dans de certains pays d'Orient , la nature du gouvernement le produit dans la Grece. Les Grecs étoient une grande nation , composée de villes qui avoient chacune leur gouvernement & leurs loix.

Elles n'étoient pas plus conquérantes que celles de Suisse , de Hollande & d'Allemagne ne le font aujourd'hui : dans chaque république , le législateur avoit eu pour objet le bonheur des citoyens au-dedans , & une puissance au-dehors qui ne fût pas inférieure à celle des villes voisines. Avec un petit territoire & une grande félicité , il étoit facile que le nombre des citoyens augmentât , & leur devînt à charge : aussi firent-ils sans cesse des colonies ; ils se vendirent pour la guerre , comme les Suisses font aujourd'hui ; rien ne fut négligé de ce qui pouvoit empêcher la trop grande multiplication des enfans.

Il y avoit chez eux des républiques dont la constitution étoit singulière. Des peuples soumis étoient obligés de fournir la subsistance aux citoyens : les Lacédémoniens étoient nourris par les Ilo-tes ; les Crétois , par les Périéciens ; les Thessaliens , par les Pénestes. Il ne devoit y avoir qu'un certain nombre d'hommes libres , pour que les esclaves fussent en état de leur fournir la subsistance.

Nous difons aujourd'hui qu'il faut borner le nombre des troupes réglées; or Lacédémone étoit une armée entretenue par des payfans, il falloit donc borner cette armée; fans cela, les hommes libres, qui avoient tous les avantages de la fociété, fe feroient multipliés fans nombre, & les laboureurs auroient été accablés.

Les politiques Grecs s'attachèrent donc particulièrement à régler le nombre des citoyens. *Platon* le fixe à cinq mille quarante; & il veut que l'on arrête ou que l'on encourage la propagation, felon le befoin, par les honneurs, par la honte & par les avertissemens des vieillards; il veut même que l'on regle le nombre des mariages, de maniere que le peuple fe répare fans que la république foit furchargée.

Si la loi du pays, dit *Aristote*, défend d'expofer les enfans, il faudra borner le nombre de ceux que chacun doit engendrer. Si l'on a des enfans au-delà du nombre défini par la loi, il confeille de faire avorter la femme avant que le fœtus ait vie.

Le moyen infame qu'employoient les Crétois pour prévenir le trop grand nombre d'enfans , est rapporté par *Aristote* ; & j'ai senti la pudeur effrayée , quand j'ai voulu le rapporter.

Il y a des lieux , dit encore *Aristote* , où la loi fait citoyens les étrangers , ou les bâtards , ou ceux qui sont seulement nés d'une mere citoyenne : mais dès qu'ils ont assez de peuple , ils ne le font plus. Les sauvages du Canada font brûler leurs prisonniers : mais lorsqu'ils ont des cabanes vuides à leur donner , ils les reconnoissent de leur nation.

Le chevalier *Petty* a supposé , dans ses calculs , qu'un homme en Angleterre vaut ce qu'on le vendroit à Alger. Cela ne peut être bon que pour l'Angleterre : il y a des pays où un homme ne vaut rien ; il y en a où il vaut moins que rien.

C H A P I T R E XVIII.

De l'état des peuples avant les Romains.

L'ITALIE, la Sicile, l'Asie mineure, l'Espagne, la Gaule, la Germanie, étoient à-peu-près comme la Grece, pleines de petits peuples ; & regorgeoient d'habitans : l'on n'y avoit pas besoin de loix pour en augmenter le nombre.

C H A P I T R E XIX.

Dépopulation de l'univers.

TOUTES ces petites républiques furent englouties dans une grande , & l'on vit insensiblement l'univers se dépeupler : il n'y a qu'à voir ce qu'étoit l'Italie & la Grece , avant & après les victoires des Romains.

„ On me demandera, dit *Tite-Live* ;
„ où les Volsques ont pu trouver assez

„ de foldats pour faire la guerre , après
 „ avoir été fi fouvent vaincus. Il falloit
 „ qu'il y eût un peuple infini dans ces
 „ contrées , qui ne feroient aujourd'hui
 „ qu'un défert , fans quelques foldats &
 „ quelques esclaves Romains.

„ Les oracles ont ceflé , dit *Plutarque* ,
 „ parce que les lieux où ils parloient
 „ font détruits ; à peine trouveroit-on
 „ aujourd'hui dans la Grece trois mille
 „ hommes de guerre.

„ Je ne décrirai point , dit *Strabon* ,
 „ l'Epire & les lieux circonvoifins , parce
 „ que ces pays font entièrement déferts.
 „ Cette dépopulation , qui a commencé
 „ depuis long-temps , continue tous les
 „ jours ; de forte que les foldats Ro-
 „ mains ont leur camp dans les maifons
 „ abandonnées. „ Il trouve la caufe de
 ceci dans *Polybe* , qui dit que *Paul Emi-
 le* , après fa victoire , détruiſit foixante-
 dix villes de l'Epire , & en emmena cent
 cinquante mille esclaves.

C H A P I T R E XX.

Que les Romains furent dans la nécessité de faire des Loix pour la propagation de l'espece.

LES Romains en détruisant tous les peuples, se détruisoient eux-mêmes : sans cesse dans l'action, l'effort & la violence, ils s'usoient, comme une arme dont on se sert toujours.

Je ne parlerai point ici de l'attention qu'ils eurent à se donner des citoyens à mesure qu'ils en perdoient, des associations qu'ils firent, des droits de cité qu'ils donnerent, & de cette pépinière immense de citoyens qu'ils trouverent dans leurs esclaves. Je dirai ce qu'ils firent, non pas pour réparer la perte des citoyens, mais celle des hommes ; & comme ce fut le peuple du monde qui fut le mieux accorder ses loix avec ses projets, il n'est point indifférent d'examiner ce qu'il fit à cet égard.

C H A P I T R E XXI.

Des Loix des Romains sur la propagation de l'espece.

LES anciennes loix de Rome chercherent beaucoup à déterminer les citoyens au mariage. Le sénat & le peuple firent souvent des réglemens là-dessus, comme le dit *Auguste* dans sa harangue rapportée par *Dion*.

Denys d'Halicarnasse ne peut croire, qu'après la mort des trois cent-cinq *Fabians*, exterminés par les *Veiens*, il ne fût resté de cette race qu'un seul enfant; parce que la loi ancienne, qui ordonnoit à chaque citoyen de se marier & d'élever tous ses enfans, étoit encore dans sa vigueur.

Indépendamment des loix, les censeurs eurent l'œil sur les mariages; & selon les besoins de la république, ils y engagèrent & par la honte & par les peines.

Les mœurs qui commencèrent à se corrompre , contribuèrent beaucoup à dégoûter les citoyens du mariage , qui n'a que des peines pour ceux qui n'ont plus de sens pour les plaisirs de l'innocence. C'est l'esprit de cette harangue que *Mettellus Numidicus* fit au peuple dans sa censure. “ S'il étoit possible de n'avoir
 „ point de femme , nous nous délivre-
 „ rions de ce mal : mais comme la na-
 „ ture a établi que l'on ne peut guere
 „ vivre heureux avec elles , ni subsister
 „ sans elles , il faut avoir plus d'égards
 „ à notre conservation , qu'à des satisf-
 „ factions passageres. „

La corruption des mœurs détruit la censure , établie elle-même pour détruire la corruption des mœurs : mais lorsque cette corruption devient générale , la censure n'a plus de force.

Les discordes civiles , les triumvirats , les proscriptions , affoiblirent plus Rome qu'aucune guerre qu'elle eût encore faite : il restoit peu de citoyens , & la plupart n'étoient pas mariés. Pour remédier à ce dernier mal , *César* & *Auguste* ré-

tablirent la censure , & voulurent même être censeurs. Ils firent divers réglemens : *César* donna des récompenses à ceux qui avoient beaucoup d'enfans ; il défendit aux femmes qui avoient moins de quarante-cinq ans , & qui n'avoient ni maris ni enfans , de porter des pierreries , & de se servir de litieres : méthode excellente d'attaquer le célibat par la vanité. Les loix d'*Auguste* furent plus pressantes : il imposa des peines nouvelles à ceux qui n'étoient point mariés , & augmenta les récompenses de ceux qui l'étoient , & de ceux qui avoient des enfans. *Tacite* appelle ces loix *Juliennes* ; il y a apparence qu'on y avoit fondu les anciens réglemens faits par le sénat , le peuple & les censeurs.

La loi d'*Auguste* trouva mille obstacles ; & trente-quatre ans après qu'elle eut été faite , les chevaliers Romains lui en demandèrent la révocation. Il fit mettre d'un côté ceux qui étoient mariés , & de l'autre ceux qui ne l'étoient pas : ces derniers parurent en plus grand nombre ; ce qui étonna les citoyens & les

192 DE L'ESPRIT DES LOIX,
confondit. *Auguste* avec la gravité des
anciens censeurs , leur parla ainsi.

„ Pendant que les maladies & les guer-
„ res nous enlèvent tant de citoyens ,
„ que deviendra la ville , si on ne con-
„ tracte plus de mariages ? La cité ne
„ consiste point dans les maisons , les
„ portiques , les places publiques : ce
„ sont les hommes qui font la cité. Vous
„ ne verrez point , comme dans les fa-
„ bles , sortir des hommes de dessous la
„ terre , pour prendre soin de vos affai-
„ res. Ce n'est point pour vivre seuls ,
„ que vous restez dans le célibat : cha-
„ cun de vous a des compagnes de sa
„ table & de son lit , & vous ne cher-
„ chez que la paix dans vos dérégle-
„ mens. Citerez-vous ici l'exemple des
„ vierges Vestales ? Donc si vous ne gar-
„ diez pas les loix de la pudicité , il
„ faudroit vous punir comme elles. Vous
„ êtes également mauvais citoyens , soit
„ que tout le monde imite votre exem-
„ ple , soit que personne ne le suive.
„ Mon unique objet est la perpétuité de
„ la république. J'ai augmenté les peines
„ de

„ de ceux qui n'ont point obéi ; & à
 „ l'égard des récompenses , elles sont
 „ telles que je ne fache pas que la vertu
 „ en ait encore eu de plus grandes : il
 „ y en a de moindres , qui portent mille
 „ gens à exposer leur vie ; & celles-ci
 „ ne vous engageroient pas à prendre
 „ une femme , & à nourrir des enfans ? „

Il donna la loi qu'on nomma de son nom *Julia* , & *Pappia Poppæa* du nom des consuls d'une partie de cette année-là. La grandeur du mal paroïssoit dans leur élection même : *Dion* nous dit qu'ils n'étoient point mariés , & qu'ils n'avoient point d'enfans.

Cette loi d'*Auguste* fut proprement un code de loix & un corps systématique de tous les réglemens qu'on pouvoit faire sur ce sujet. On y refondit les loix *Juliennes* , & on leur donna plus de force : elles ont tant de vues , elles influent sur tant de choses , qu'elles forment la plus belle partie des loix civiles des Romains.

On en trouve les morceaux dispersés dans les précieux fragmens d'*Ulpien* , dans les loix du digeste tirées des auteurs

qui ont écrit sur les loix Pappiennes, dans les historiens & les autres auteurs qui les ont citées, dans le code Théodosien qui les a abrogées, dans les Peres qui les ont censurées, sans doute avec un zele louable pour les choses de l'autre vie, mais avec très-peu de connoissance des affaires de celle-ci.

Ces loix avoient plusieurs chefs, & l'on en connoît trente-cinq. Mais allant à mon sujet le plus directement qu'il me sera possible, je commencerai par le chef qu'*Aulugelle* nous dit être le septieme, & qui regarde les honneurs & les récompenses accordés par cette loi.

Les Romains, sortis pour la plupart des villes Latines, qui étoient des colonies Lacédémoniennes, & qui avoient même tiré de ces villes une partie de leurs loix, eurent, comme les Lacédémoniens, pour la vieillesse, ce respect qui donne tous les honneurs & toutes les préférences. Lorsque la république manqua de citoyens, on accorda au mariage & au nombre des enfans les prérogatives que l'on avoit données à l'âge :

on en attacha quelques-unes au mariage seul, indépendamment des enfans qui en pourroient naître : cela s'appelloit le droit des maris. On en donna d'autres à ceux qui avoient des enfans, de plus grandes à ceux qui avoient trois enfans. Il ne faut pas confondre ces trois choses. Il y avoit de ces privileges dont les gens mariés jouissoient toujours, comme, par exemple, une place particuliere au théâtre; il y en avoit dont ils ne jouissoient que lorsque des gens qui avoient des enfans, ou qui en avoient plus qu'eux, ne les leur ôtoient pas.

Ces privileges étoient étendus. Les gens mariés qui avoient le plus grand nombre d'enfans, étoient toujours préférés, soit dans la poursuite des honneurs, soit dans l'exercice de ces honneurs mêmes. Le consul qui avoit le plus d'enfans, prenoit, le premier, les faisceaux; il avoit le choix des provinces; le sénateur qui avoit le plus d'enfans, étoit écrit le premier dans le catalogue des sénateurs; il disoit au sénat son avis le premier. L'on pouvoit parvenir, avant l'âge, aux m2-

gistratures, parce que chaque enfant donnoit dispense d'un an. Si l'on avoit trois enfans à Rome, on étoit exempt de toutes charges personnelles. Les femmes ingénues qui avoient trois enfans, & les affranchies qui en avoient quatre, fortoient de cette perpétuelle tutelle, où les retenoient les anciennes loix de Rome.

Que s'il y avoit des récompenses, il y avoit aussi des peines. Ceux qui n'étoient point mariés, ne pouvoient rien recevoir par le testament des étrangers; & ceux qui, étant mariés, n'avoient point d'enfans, n'en recevoient que la moitié. Les Romains, dit *Plutarque*, se marioient pour être héritiers, & non pour avoir des héritiers.

Les avantages qu'un mari & une femme pouvoient se faire par testament, étoient limités par la loi. Ils pouvoient se donner le tout, s'ils avoient des enfans l'un de l'autre; s'ils n'en avoient point, ils pouvoient recevoir la dixième partie de la succession, à cause du mariage; & s'ils avoient des enfans d'un autre mariage, ils pouvoient se donner

autant de dixiemes qu'ils avoient d'enfans.

Si un mari s'absentoit d'auprès de sa femme, pour autre cause que pour les affaires de la république, il ne pouvoit en être l'héritier.

La loi donnoit à un mari ou à une femme qui survivoit, deux ans pour se remarier, & un an & demi dans le cas du divorce. Les pères qui ne vouloient pas marier leurs enfans, ou donner de dot à leurs filles, y étoient contraints par les magistrats.

On ne pouvoit faire de fiançailles lorsque le mariage devoit être différé de plus de deux ans; & comme on ne pouvoit épouser une fille qu'à douze ans, on ne pouvoit la fiancer qu'à dix. La loi ne vouloit pas que l'on pût jouir inutilement, & sous prétexte de fiançailles, des privilèges des gens mariés.

Il étoit défendu à un homme qui avoit soixante ans d'épouser une femme qui en avoit cinquante. Comme on avoit donné de grands privilèges aux gens mariés, la loi ne vouloit point qu'il y eût

des mariages inutiles. Par la même raison, le sénatus-consulte Calvisien déclaroit inégal le mariage d'une femme qui avoit plus de cinquante ans, avec un homme qui en avoit moins de soixante : de sorte qu'une femme qui avoit cinquante ans ne pouvoit se marier, sans encourir les peines de ces loix. *Tibere* ajouta à la rigueur de la loi Pappienne, & défendit à un homme de soixante ans d'épouser une femme qui en avoit moins de cinquante ; de sorte qu'un homme de soixante ans ne pouvoit se marier, dans aucun cas, sans encourir la peine : mais *Claude* abrogea ce qui avoit été fait sous *Tibere* à cet égard.

Toutes ces dispositions étoient plus conformes au climat d'Italie qu'à celui du nord, où un homme de soixante ans a encore de la force, & où les femmes de cinquante ans ne sont pas généralement stériles.

Pour que l'on ne fût pas inutilement borné dans le choix qu'on pouvoit faire, *Auguste* permit à tous les ingénus qui n'étoient pas sénateurs, d'épouser des

affranchies. La loi Pappienne interdisoit aux sénateurs le mariage avec les femmes qui avoient été affranchies, ou qui s'étoient produites sur le théâtre; &, du temps d'*Ulpien*, il étoit défendu aux ingénus d'épouser des femmes qui avoient mené une mauvaise vie, qui étoient montées sur le théâtre, ou qui avoient été condamnées par un jugement public. Il falloit que ce fût quelque sénatus-consulte qui eût établi cela. Du temps de la république, on n'avoit guere fait de ces fortes de loix, parce que les censeurs corrigeoient à cet égard les désordres qui naissoient, ou les empêchoient de naître.

Constantin ayant fait une loi, par laquelle il comprenoit dans la défense de la loi Pappienne, non-seulement les sénateurs, mais encore ceux qui avoient un rang considérable dans l'état, sans parler de ceux qui étoient d'une condition inférieure; cela forma le droit de ce temps-là: il n'y eut plus que les ingénus, compris dans la loi de *Constantin*, à qui de tels mariages fussent dé-

200 DE L'ESPRIT DES LOIX, •
fendus. *Justinien* abrogea encore la loi de *Constantin*, & permit à toutes sortes de personnes de contracter ces mariages : c'est par-là que nous avons acquis une liberté si triste.

Il est clair que les peines portées contre ceux qui se marioient contre la défense de la loi, étoient les mêmes que celles portées contre ceux qui ne se marioient point du tout. Ces mariages ne leur donnoient aucun avantage civil, la dot étoit caduque après la mort de la femme.

Auguste ayant adjudgé au trésor public les successions & les legs de ceux que ces loix en déclaroient incapables, ces loix parurent plutôt fiscales que politiques & civiles. Le dégoût que l'en avoit déjà pour une chose qui paroissoit accablante, fut augmenté par celui de se voir continuellement en proie à l'avidité du fisc. Cela fit que, sous *Tibere*, on fut obligé de modifier ces loix, que *Néron* diminua les récompenses des délateurs au fisc, que *Trajan* arrêta leurs brigandages, que *Sévère* modifia ces loix,

& que les jurifconsultes les regarderent comme odieuses, & dans leurs décisions en abandonnerent la rigueur.

D'ailleurs les empereurs énerverent ces loix par les privileges qu'ils donnerent des droits de maris, d'enfans, & de trois enfans. Ils firent plus, ils dispenserent les particuliers des peines de ces loix. Mais des regles établies pour l'utilité publique, sembloient ne devoir point admettre de dispense.

Il avoit été raisonnable d'accorder le droit d'enfans aux Vestales, que la religion retenoit dans une virginité nécessaire : on donna de même le privilege des maris aux soldats, parce qu'ils ne pouvoient pas se marier. C'étoit la coutume d'exempter les empereurs de la gêne de certaines loix civiles. Ainsi *Auguste* fut exempté de la gêne de la loi qui limitoit la faculté d'affranchir, & de celle qui bornoit la faculté de léguer. Tout cela n'étoit que des cas particuliers : mais dans la suite les dispenses furent données sans ménagement, & la regle ne fut plus qu'une exception.

Des sectes de philosophie avoient déjà introduit dans l'empire un esprit d'éloignement pour les affaires, qui n'auroit pu gagner à ce point dans le temps de la république, où tout le monde étoit occupé des arts de la guerre & de la paix. De-là une idée de perfection attachée à tout ce qui mene à une vie spéculative : de-là l'éloignement pour les soins & les embarras d'une famille. La religion chrétienne venant après la philosophie, fixa, pour ainsi dire, des idées que celle-ci n'avoit fait que préparer.

Le christianisme donna son caractère à la jurisprudence ; car l'empire a toujours du rapport avec le sacerdoce. On peut voir le code Théodosien, qui n'est qu'une compilation des ordonnances des empereurs chrétiens.

Un panégyriste de *Constantin* dit à cet empereur : “ Vos loix n'ont été faites
 „ que pour corriger les vices, & régler
 „ les mœurs ; vous avez ôté l'artifice
 „ des anciennes loix, qui sembloient
 „ n'avoir d'autres vues que de tendre
 „ des pièges à la simplicité. „

Il est certain que les changemens de *Constantin* furent faits , ou sur des idées qui se rapportoient à l'établissement du christianisme , ou sur des idées prises de la perfection. De ce premier objet , vinrent ces loix qui donnerent une telle autorité aux évêques , qu'elles ont été le fondement de la juridiction ecclésiastique : de-là ces loix qui affoiblirent l'autorité paternelle , en ôtant au pere la propriété des biens de ses enfans. Pour étendre une religion nouvelle , il faut ôter l'extrême dépendance des enfans , qui tiennent toujours moins à ce qui est établi.

Les loix faites dans l'objet de la perfection chrétienne , furent sur-tout celles par lesquelles il ôta les peines des loix Pappiennes , & en exempta , tant ceux qui n'étoient point mariés , que ceux qui , étant mariés , n'avoient pas d'enfans.

„ Ces loix avoient été établies , dit
 „ un historien ecclésiastique , comme si
 „ la multiplication de l'espece humaine
 „ pouvoit être un effet de nos soins ;
 „ au-lieu de voir que ce nombre croît

„ & décroît, selon l'ordre de la provi-
 „ dence. „

Les principes de la religion ont extrê-
 mement influé sur la propagation de l'es-
 pece humaine : tantôt ils l'ont encoura-
 gée, comme chez les Juifs, les Maho-
 métans, les Guèbres, les Chinois : tantôt
 ils l'ont choquée, comme ils firent chez
 les Romains devenus chrétiens.

On ne cessa de prêcher par-tout la
 continence, c'est-à-dire, cette vertu qui
 est plus parfaite, parce que, par sa na-
 ture, elle doit être pratiquée par très-
 peu de gens.

Constantin n'avoit point ôté les loix dé-
 cimaires, qui donnoient une plus grande
 extension aux dons que le mari & la
 femme pouvoient se faire à proportion
 du nombre de leurs enfans : *Théodose*
le Jeune abrogea encore ces loix.

Justinien déclara valables tous les ma-
 riages que les loix Pappiennes avoient dé-
 fendus. Ces loix vouloient qu'on se re-
 mariât : *Justinien* accorda des avantages
 à ceux qui ne se remarieroient pas.

Par les loix anciennes, la faculté na-
 turelle

turelle que chacun a de se marier, & d'avoir des enfans, ne pouvoit être ôtée : ainsi, quand on recevoit un legs à condition de ne point se marier, lorsqu'un patron faisoit jurer son affranchi, qu'il ne se marieroit point, & qu'il n'auroit point d'enfans, la loi Pappienne annulloit & cette condition & ce serment. Les clauses, *en gardant viduité*, établies parmi nous, contredisent donc le droit ancien, & descendent des constitutions des empereurs, faites sur les idées de la perfection.

Il n'y a point de loi qui contienne une abrogation expresse des privileges & des honneurs que les Romains païens avoient accordés aux mariages & au nombre des enfans : mais là où le célibat avoit la prééminence, il ne pouvoit plus y avoir d'honneur pour le mariage ; &, puisque l'on put obliger les traitans à renoncer à tant de profits par l'abolition des peines, on sent qu'il fut encore plus aisé d'ôter les récompenses.

La même raison de spiritualité qui avoit fait permettre le célibat, imposa

bientôt la nécessité du célibat même. A Dieu ne plaise que je parle ici contre le célibat qu'a adopté la religion : mais qui pourroit se taire contre celui qu'a formé le libertinage ; celui où les deux sexes , se corrompant par les sentimens naturels mêmes , fuient une union qui doit les rendre meilleurs , pour vivre dans celle qui les rend toujours pires.

C'est une regle tirée de la nature , que plus on diminue le nombre des mariages qui pourroient se faire , plus on corrompt ceux qui sont faits ; moins il y a des gens mariés , moins y a de fidélité dans les mariages : comme lorsqu'il y a plus de voleurs , il y a plus de vols.

C H A P I T R E XXII.

De l'exposition des enfans.

LES premiers Romains eurent une assez bonne police sur l'exposition des enfans. *Romulus* , dit *Denys d'Halicarnasse* , imposa à tous les citoyens la nécessité d'é-

lever tous les enfans mâles & les aînées des filles. Si les enfans étoient difformes & monstueux, il permettoit de les exposer, après les avoir montrés à cinq des plus proches voisins.

Romulus ne permit de tuer aucun enfant qui eût moins de trois ans; par-là il concilioit la loi qui donnoit aux peres le droit de vie & de mort sur leurs enfans, & celle qui défendoit de les exposer.

On trouve encore dans *Denys d'Halicarnasse*, que la loi qui ordonnoit aux citoyens de se marier & d'élever tous leurs enfans, étoit en vigueur l'an 277 de Rome: on voit que l'usage avoit restreint la loi de *Romulus*, qui permettoit d'exposer les filles cadettes.

Nous n'avons de connoissance de ce que la loi des douze tables, donnée l'an de Rome 301, statua sur l'exposition des enfans, que par un passage de *Cicéron*, qui parlant du tribunat du peuple, dit que d'abord après sa naissance, tel que l'enfant monstueux de la loi des douze tables il fut étouffé: les enfans qui n'é-

208 DE L'ESPRIT DES LOIX,
toient pas monstueux étoient donc con-
servés, & la loi des douze tables ne
changea rien aux institutions précédentes.

„ Les Germains, dit *Tacite*, n'expo-
„ sent point leurs enfans; & chez eux,
„ les bonnes mœurs ont plus de force
„ que n'ont ailleurs les bonnes loix. „
Il y avoit donc chez les Romains des
loix contre cet usage, & on ne les sui-
voit plus. On ne trouve aucune loi Ro-
maine, qui permette d'exposer les en-
fans : ce fut sans doute un abus intro-
duit dans les derniers temps, lorsque le
luxu ôta l'aifance, lorsque les richesses
partagées furent appellées pauvreté, lors-
que le pere crut avoir perdu ce qu'il
donna à sa famille, & qu'il distingua cette
famille de sa propriété.



C H A P I T R E XXIII.

De l'état de l'univers , après la destruction des Romains.

LES réglemens que firent les Romains pour augmenter le nombre de leurs citoyens , eurent leur effet pendant que leur république , dans la force de son institution , n'eut à réparer que les pertes qu'elle faisoit par son courage , par son audace , par sa fermeté , par son amour pour la gloire , & par sa vertu même. Mais bientôt les loix plus sages ne purent rétablir ce qu'une république mourante , ce qu'une anarchie générale , ce qu'un gouvernement militaire , ce qu'un empire dur , ce qu'un despotisme superbe , ce qu'une monarchie foible , ce qu'une cour stupide , idiote & superstitieuse , avoient successivement abattu : on eût dit qu'ils n'avoient conquis le monde que pour l'affoiblir , & le livrer sans défense aux barbares. Les nations

Goths, Géthiques, Sarrasines & Tartares, les accablèrent tour-à-tour; bientôt les peuples barbares n'eurent à détruire que des peuples barbares. Ainsi dans le temps des fables, après les inondations & les déluges, il sortit de la terre des hommes armés qui s'exterminèrent.

C H A P I T R E XXIV.

Changemens arrivés en Europe, par rapport au nombre des habitans.

DANS l'état où étoit l'Europe, on n'auroit pas cru qu'elle pût se rétablir; sur-tout lorsque, sous *Charlemagne*, elle ne forma plus qu'un vaste empire. Mais par la nature du gouvernement d'alors, elle se partagea en une infinité de petites souverainetés. Et comme un seigneur résidoit dans son village ou dans sa ville; qu'il n'étoit grand, riche, puissant; que dis-je? qu'il n'étoit en sûreté que par le nombre de ses habitans, chacun s'attacha avec une attention singulière à faire fleu-

rir son petit pays : ce qui réussit tellement, que, malgré les irrégularités du gouvernement, le défaut des connoissances qu'on a acquises depuis sur le commerce, le grand nombre de guerres & de querelles qui s'éleverent sans cesse, il y eut dans la plupart des contrées d'Europe plus de peuple qu'il n'y en a aujourd'hui.

Je n'ai pas le temps de traiter à fond cette matière : mais je citerai les prodigieuses armées des croisés, composées de gens de toute espèce. *M. Pufendorf* dit, que sous *Charles IX*, il y avoit vingt-millions d'hommes en France.

Ce sont les perpétuelles réunions de plusieurs petits états, qui ont produit cette diminution. Autrefois chaque village de France étoit une capitale, il n'y en a aujourd'hui qu'une grande : chaque partie de l'état étoit un centre de puissance ; aujourd'hui tout se rapporte à un centre ; & ce centre est, pour ainsi dire, l'état même.

C H A P I T R E X X V.

Continuation du même sujet.

IL est vrai que l'Europe a, depuis deux siècles, beaucoup augmenté sa navigation : cela lui a procuré des habitans, & lui en a fait perdre. La Hollande envoie tous les ans aux Indes un grand nombre de matelots, dont il ne revient que les deux tiers ; le reste périt ou s'établit aux Indes : même chose doit à peu près arriver à toutes les autres nations qui font commerce.

Il ne faut point juger de l'Europe comme d'un état particulier qui y feroit seul une grande navigation. Cet état augmenteroit de peuple, parce que toutes les nations voisines viendroient prendre part à cette navigation ; il y arriveroit des matelots de tous côtés : l'Europe séparée du reste du monde par la religion, par de vastes mers & par des déserts, ne se répare pas ainsi.

CHAPITRE XXVI.

Conséquences.

DE tout ceci il faut conclure , que l'Europe est encore aujourd'hui dans le cas d'avoir besoin de loix qui favorisent la propagation de l'espece humaine : aussi comme les politiques Grecs nous parlent toujours de ce grand nombre de citoyens qui travaillent la république , les politiques d'aujourd'hui ne nous parlent que des moyens propres à l'augmenter.

CHAPITRE XXVII.

De la loi faite en France , pour encourager la propagation de l'espece.

LOUIS XIV ordonna de certaines pensions pour ceux qui auroient dix enfans , & de plus fortes pour ceux qui en auroient douze. Mais il n'étoit pas question

214 DE L'ESPRIT DES LOIX,
de récompenser des prodiges. Pour donner un certain esprit général qui portât à la propagation de l'espece, il falloit établir, comme les Romains, des récompenses générales ou des peines générales.

C H A P I T R E XXVIII.

Comment on peut remédier à la dépopulation.

LORSQU'UN état se trouve dépeuplé par des accidens particuliers, des guerres, des pestes, des famines, il y a des ressources. Les hommes qui restent peuvent conserver l'esprit de travail & d'industrie; ils peuvent chercher à réparer les malheurs, & devenir plus industrieux par leur calamité même. Le mal presque incurable est lorsque la dépopulation vient de longue main, par un vice intérieur & un mauvais gouvernement. Les hommes y ont péri par une maladie insensible & habituelle : nés dans la lan-

gueur & dans la misere , dans la violence ou les préjugés du gouvernement , ils se font vus détruire , souvent sans sentir les causes de leur destruction. Les pays désolés par le despotisme , ou par les avantages excessifs du clergé sur les laïques , en sont deux grands exemples.

Pour rétablir un état ainsi dépeuplé , on attendroit en vain des secours des enfans qui pourroient naître. Il n'est plus temps ; les hommes dans leurs déserts sont sans courage & sans industrie. Avec des terres pour nourrir un peuple , on a à peine de quoi nourrir une famille. Le bas peuple , dans ces pays , n'a pas même de part à leur misere , c'est-à-dire , aux friches dont ils sont remplis. Le clergé , le prince , les villes , les grands , quelques citoyens principaux , sont devenus insensiblement propriétaires de toute la contrée : elle est inculte ; mais les familles détruites leur en ont laissé les pâturages , & l'homme de travail n'a rien.

Dans cette situation , il faudroit faire dans toute l'étendue de l'empire ce que les Romains faisoient dans une partie de

leur : pratiquer , dans la difette des habitans , ce qu'ils obfervoient dans l'abondance ; diftribuer des terres à toutes les familles qui n'ont rien ; leur procurer les moyens de les défricher & de les cultiver. Cette diftribution devoit fe faire à mefure qu'il y auroit un homme pour la recevoir ; de forte qu'il n'y eût point de moment perdu pour le travail.

C H A P I T R E X X I X .

Des Hôpitaux.

UN homme n'est pas pauvre parce qu'il n'a rien , mais parce qu'il ne travaille pas. Celui qui n'a aucun bien & qui travaille , eft auffi à fon aife que celui qui a cent écus de revenu fans travailler. Celui qui n'a rien , & qui a un métier , n'eft pas plus pauvre que celui qui a dix arpens de terre en propre , & qui doit les travailler pour fubfifter. L'ouvrier qui a donné à fes enfans fon art pour héritage , leur a laiffé un bien
qui

qui s'est multiplié à proportion de leur nombre. Il n'en est pas de même de celui qui a dix arpens de fonds pour vivre, & qui les partage à ses enfans.

Dans les pays de commerce, où beaucoup de gens n'ont que leur art, l'état est souvent obligé de pourvoir aux besoins des vieillards, des malades & des orphelins. Un état bien policé tire cette subsistance du fonds des arts mêmes; il donne aux uns les travaux dont ils sont capables; il enseigne les autres à travailler, ce qui fait déjà un travail.

Quelques aumônes que l'on fait à un homme nud dans les rues, ne remplissent point les obligations de l'état, qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable, & un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé.

Aureng-Zebe à qui on demandoit pourquoi il ne bâtissoit point d'hôpitaux, dit: „ Je rendrai mon empire si riche, qu'il „ n'aura pas besoin d'hôpitaux. „ Il auroit fallu dire: je commencerai par rendre mon empire riche, & je bâtirai des hôpitaux.

Les richesses d'un état supposent beaucoup d'industrie. Il n'est pas possible que, dans un si grand nombre de branches de commerce, il n'y en ait toujours quelque'une qui souffre, & dont par conséquent les ouvriers ne soient dans une nécessité momentanée.

C'est pour lors que l'état a besoin d'apporter un prompt secours, soit pour empêcher le peuple de souffrir, soit pour éviter qu'il ne se révolte : c'est dans ce cas qu'il faut des hôpitaux, ou quelque règlement équivalent, qui puisse prévenir cette misère.

Mais quand la nation est pauvre, la pauvreté particulière dérive de la misère générale, & elle est, pour ainsi dire, la misère générale. Tous les hôpitaux du monde ne sauroient guérir cette pauvreté particulière : au contraire, l'esprit de paresse qu'ils inspirent, augmente la pauvreté générale, & par conséquent la particulière.

Henri VIII, voulant réformer l'église d'Angleterre, détruisit les moines, nation paresseuse elle-même, & qui entre-

tenoit la paresse des autres, parce que pratiquant l'hospitalité, une infinité de gens oisifs, gentilshommes & bourgeois, passoient leur vie à courir de couvent en couvent. Il ôta encore les hôpitaux où le bas peuple trouvoit sa subsistance, comme les gentilshommes trouvoient la leur dans les monastères. Depuis ce changement, l'esprit de commerce & d'industrie s'établit en Angleterre.

A Rome, les hôpitaux font que tout le monde est à son aise, excepté ceux qui travaillent, excepté ceux qui ont de l'industrie, excepté ceux qui cultivent les arts, excepté ceux qui ont des terres, excepté ceux qui font le commerce.

J'ai dit que les nations riches avoient besoin d'hôpitaux, parce que la fortune y étoit sujette à mille accidens : mais on sent que des secours passagers vaudroient bien mieux que des établissemens perpétuels. Le mal est momentané : il faut donc des secours de même nature, & qu'ils soient applicables à l'accident particulier.



L I V R E XXIV.

Des Loix , dans le rapport qu'elles ont avec la religion établie dans chaque pays , considérée dans ses pratiques & en elle-même.

C H A P I T R E P R E M I E R.

Des religions en général.

C O M M E on peut juger parmi les ténèbres celles qui sont les moins épaisses , & parmi les abymes ceux qui sont les moins profonds ; ainsi l'on peut chercher entre les religions fausses , celles qui sont les plus conformes au bien de la société ; celles qui , quoiqu'elles n'ayent pas l'effet de mener les hommes aux félicités de l'autre vie , peuvent le plus contribuer à leur bonheur dans celle-ci,

Je n'examinerai donc les diverses religions du monde , que par rapport au bien que l'on en tire dans l'état civil ; soit que je parle de celle qui a sa racine dans le ciel , ou bien de celles qui ont la leur sur la terre.

Comme dans cet ouvrage je ne suis point théologien , mais écrivain politique , il pourroit y avoir des choses qui ne seroient entièrement vraies que dans une façon de penser humaine , n'ayant point été considérées dans le rapport avec des vérités plus sublimes.

A l'égard de la vraie religion , il ne faudra que très-peu d'équité pour voir que je n'ai jamais prétendu faire céder ses intérêts aux intérêts politiques , mais les unir : or , pour les unir , il faut les connoître.

La religion Chrétienne , qui ordonne aux hommes de s'aimer , veut sans doute que chaque peuple ait les meilleures loix politiques & les meilleures loix civiles , parce qu'elles sont après elle le plus grand bien que les hommes puissent donner & recevoir.

C H A P I T R E II.

Paradoxe de Bayle.

M. BAYLE a prétendu prouver qu'il valoit mieux être athée qu'idolâtre, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il est moins dangereux de n'avoir point du tout de religion, que d'en avoir une mauvaise. „ J'aurois mieux, dit-il, que l'on dît „ de moi que je n'existe pas, que si „ l'on disoit que je suis un méchant „ homme. „ Ce n'est qu'un sophisme, fondé sur ce qu'il n'est d'aucune utilité au genre humain que l'on croie qu'un certain homme existe, au-lieu qu'il est très-utile que l'on croie que Dieu est. De l'idée qu'il n'est pas, suit l'idée de notre indépendance; ou, si nous ne pouvons pas avoir cette idée, celle de notre révolte. Dire que la religion n'est pas un motif réprimant, parce qu'elle ne réprime pas toujours, c'est dire que les lois civiles ne sont pas un motif repri-

nant non plus. C'est mal raisonner contre la religion , de rassembler dans un grand ouvrage une longue énumération des maux qu'elle a produits, si l'on ne fait de même celle des biens qu'elle a faits. Si je voulois raconter tous les maux qu'ont produit dans le monde les loix civiles, la monarchie, le gouvernement républicain, je dirois des choses effroyables. Quand il seroit inutile que les sujets eussent une religion, il ne le seroit pas que les princes en eussent, & qu'ils blanchissent d'écume le seul frein que ceux qui ne craignent point les loix humaines puissent avoir.

Un prince qui aime la religion & qui la craint, est un lion qui cede à la main qui le flatte, ou à la voix qui l'appaise : celui qui craint la religion & qui la hait, est comme les bêtes sauvages qui mordent la chaîne qui les empêche de se jeter sur ceux qui passent : celui qui n'a point du tout de religion, est cet animal terrible, qui ne sent sa liberté que lorsqu'il déchire & qu'il dévore.

La question n'est pas de savoir s'il

vaudroit mieux qu'un certain homme ou qu'un certain peuple n'eût point de religion, que d'abuser de celle qu'il a ; mais de favoir quel est le moindre mal, que l'on abuse quelquefois de la religion, ou qu'il n'y en ait point du tout parmi les hommes.

Pour diminuer l'horreur de l'athéisme, on charge trop l'idolâtrie. Il n'est pas vrai que, quand les anciens élevoient des autels à quelque vice, cela signifioit qu'ils aimassent ce vice : cela signifioit au contraire qu'ils le haïssent. Quand les Lacédémoniens érigèrent une chapelle à la Peur, cela ne signifioit pas que cette nation belliqueuse lui demandât de s'emparer dans les combats des cœurs des Lacédémoniens. Il y avoit des divinités à qui on demandoit de ne pas inspirer le crime, & d'autres à qui on demandoit de le détourner.

C H A P I T R E III.

Que le gouvernement modéré convient mieux à la religion Chrétienne, & le gouvernement despotique à la Mahométane.

LA religion Chrétienne est éloignée du pur despotisme : c'est que la douceur étant si recommandée dans l'Évangile, elle s'oppose à la colère despotique avec laquelle le prince se feroit justice, & exerceroit ses cruautés.

Cette religion défendant la pluralité des femmes, les princes y sont moins renfermés, moins séparés de leurs sujets, & par conséquent plus hommes; ils sont plus disposés à se faire des loix, & plus capables de sentir qu'ils ne peuvent pas tout.

Pendant que les princes Mahométans donnent sans cesse la mort ou la reçoivent, la religion chez les Chrétiens rend les princes moins timides, & par consé-

quent moins cruels. Le prince compte sur ses sujets , & les sujets sur le prince. Chose admirable ! la religion Chrétienne , qui ne semble avoir d'autre objet que la félicité de l'autre vie , fait encore notre bonheur dans celle-ci.

C'est la religion Chrétienne , qui , malgré la grandeur de l'empire & le vice du climat , a empêché le despotisme de s'établir en Ethiopie , & a porté au milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe & ses loix.

Le prince héritier d'Ethiopie jouit d'une principauté , & donne aux autres sujets l'exemple de l'amour & de l'obéissance. Tout près de là , on voit le Mahométisme faire enfermer les enfans du roi de Sennar : à sa mort , le conseil les envoie égorger , en faveur de celui qui monte sur le trône.

Que d'un côté l'on se mette devant les yeux les massacres continuels des rois & des chefs Grecs & Romains , & de l'autre la destruction des peuples & des villes par ces mêmes chefs ; *Thimur* & *Gengiskan* , qui ont dévasté l'Asie ; & nous

verrons que nous devons au Christianisme, & dans le gouvernement un certain droit politique, & dans la guerre un certain droit des gens, que la nature humaine ne fauroit assez reconnoître.

C'est ce droit des gens qui fait que, parmi nous, la victoire laisse aux peuples vaincus ces grandes choses, la vie, la liberté, les loix, les biens, & toujours la religion, lorsqu'on ne s'aveugle pas soi-même.

On peut dire que les peuples de l'Europe ne sont pas aujourd'hui plus défunis que ne l'étoient, dans l'empire Romain devenu despotique & militaire, les peuples & les armées, ou que ne l'étoient les armées entr'elles : d'un côté, les armées se faisoient la guerre : & de l'autre, on leur donnoit le pillage des villes, & le partage ou la confiscation des terres.

C H A P I T R E I V.

Conséquence du caractère de la religion Chrétienne, & de celui de la religion Mahométane.

SUR le caractère de la religion Chrétienne & celui de la Mahométane, on doit, sans autre examen, embrasser l'une & rejeter l'autre : car il nous est bien plus évident qu'une religion doit adoucir les mœurs des hommes, qu'il ne l'est qu'une religion soit vraie.

C'est un malheur pour la nature humaine, lorsque la religion est donnée par un conquérant. La religion Mahométane, qui ne parle que de glaive, agit encore sur les hommes avec cet esprit destructeur qui l'a fondée.

L'histoire de *Sabbacon*, un des rois pasteurs, est admirable. Le Dieu de Thebes lui apparut en songe, & lui ordonna de faire mourir tous les prêtres d'Égypte. Il jugea que les dieux n'avoient plus

plus pour agréable qu'il régnât , puisqu'ils ordonnoient des choses si contraires à leur volonté ordinaire ; & il se retira en Ethiopie.

CHAPITRE V.

Que la religion Catholique convient mieux à une monarchie , & que la Protestante s'accommode mieux d'une république.

LORSQU'UNE religion naît & se forme dans un état , elle suit ordinairement le plan du gouvernement où elle est établie : car les hommes qui la reçoivent , & ceux qui la font recevoir , n'ont guere d'autres idées de police que celle de l'état dans lequel ils font nés.

Quand la religion Chrétienne souffrit , il y a deux siècles , ce malheureux partage qui la divisa en Catholique & en Protestante , les peuples du nord embrasèrent la Protestante , & ceux du midi gardèrent la Catholique.

C'est que les peuples du nord ont &

auront toujours un esprit d'indépendance & de liberté que n'ont pas les peuples du midi ; & qu'une religion qui n'a point de chef visible , convient mieux à l'indépendance du climat , que celle qui en a un.

Dans les pays mêmes où la religion Protestante s'établit , les révolutions se firent sur le plan de l'état politique. *Luther* ayant pour lui de grands princes , n'auroit guere pu leur faire goûter une autorité ecclésiastique qui n'auroit point eu de prééminence extérieure ; & *Calvin* ayant pour lui des peuples qui vivoient dans des républiques , ou des bourgeois obscurcis dans des monarchies , pouvoit fort bien ne pas établir des prééminences & des dignités.

Chacune de ces deux religions pouvoit se croire la plus parfaite ; la Calviniste se jugeant plus conforme à ce que Jésus-Christ avoit dit , & la Luthérienne à ce que les Apôtres avoient fait,

C H A P I T R E VI.

Autre paradoxe de Bayle.

M. BAYLE, après avoir insulté toutes les religions, flétrit la religion Chrétienne : il ose avancer que de véritables Chrétiens ne formeroient pas un état qui pût subsister. Pourquoi non ? Ce seroient des citoyens infiniment éclairés sur leurs devoirs , & qui auroient un très-grand zele pour les remplir ; ils sentiroient très-bien les droits de la défense naturelle ; plus ils croiroient àveoir à la religion , plus ils penseroient devoir à la patrie. Les principes du Christianisme bien gravés dans le cœur , seroient infiniment plus forts que ce faux honneur des monarchies , ces vertus humaines des républiques , & cette crainte fervile des états despotiques.

Il est étonnant qu'on puisse imputer à ce grand homme d'avoir méconnu l'esprit de sa propre religion ; qu'il n'ait pas

232 DE L'ESPRIT DES LOIX,
fa distinguer les ordres pour l'établiffement du Chriftianifme d'avec le Chriftianifme même , ni les préceptes de l'évangile d'avec fes confeils. Lorsque le légiflateur , au-lieu de donner des loix , a donné des confeils , c'est qu'il a vu que fes confeils , s'ils étoient ordonnés comme des loix , feroient contraires à l'efprit de fes loix.

C H A P I T R E VII.

Des loix de perfection dans la religion.

LES loix humaines faites pour parler à l'efprit , doivent donner des préceptes & point de confeils : la religion , faite pour parler au cœur , doit donner beaucoup de confeils , & peu de préceptes.

Quand , par exemple , elle donne des regles , non pas pour le bien , mais pour le meilleur ; non pas pour ce qui est bon , mais pour ce qui est parfait ; il est convenable que ce foient des confeils & non pas des loix : car la perfection ne

regarde pas l'universalité des hommes ni des choses. De plus, si ce sont des loix, il en faudra une infinité d'autres pour faire observer les premières. Le célibat fut un conseil du Christianisme : lorsqu'on en fit une loi pour un certain ordre de gens, il en fallut chaque jour de nouvelles pour réduire les hommes à l'observation de celle-ci. Le législateur se fatigua, il fatigua la société, pour faire exécuter aux hommes par précepte, ce que ceux qui aiment la perfection auroient exécuté comme conseil.

CHAPITRE VIII.

De l'accord des loix de la morale avec celles de la religion.

DANS un pays où l'on a le malheur d'avoir une religion que Dieu n'a pas donnée, il est toujours nécessaire qu'elle s'accorde avec la morale; parce que la religion, même fausse, est le meilleur garant que les hommes puissent avoir de la probité des hommes.

Les points principaux de la religion de ceux de Pégu font de ne point tuer, de ne point voler, d'éviter l'impudicité, de ne faire aucun déplaisir à son prochain, de lui faire au contraire tout le bien qu'on peut. Avec cela ils croient qu'on se sauvera dans quelque religion que ce soit; ce qui fait que ces peuples, quoique fiers & pauvres, ont de la douceur & de la compassion pour les malheureux.

C H A P I T R E IX.

Des Efféens.

LES Efféens faisoient vœu d'observer la justice envers les hommes, de ne faire de mal à personne, même pour obéir, de haïr les injustes, de garder la foi à tout le monde, de commander avec modestie, de prendre toujours le parti de la vérité, de fuir tout gain illicite.

C H A P I T R E X.

De la secte Stoïque.

LES diverses sectes de philosophie chez les anciens pouvoient être considérées comme des especes de religion. Il n'y en a jamais eu dont les principes fussent plus dignes de l'homme , & plus propres à former des gens de bien , que celle des Stoïciens ; & si je pouvois un moment cesser de penser que je suis Chrétien , je ne pourrois m'empêcher de mettre la destruction de la secte de *Zénon* au nombre des malheurs du genre humain.

Elle n'outroit que les choses dans lesquelles il y a de la grandeur , le mépris des plaisirs & de la douleur.

Elle seule faisoit faire les citoyens ; elle seule faisoit les grands hommes ; elle seule faisoit les grands empereurs.

Faites , pour un moment , abstraction des vérités révélées ; cherchez dans toute la nature , & vous n'y trouverez pas de

plus grand objet que les *Antonin*, *Julien* même, *Julien*; (un suffrage ainsi arraché ne me rendra point complice de son apostasie) non, il n'y a point eu après lui de prince plus digne de gouverner les hommes.

Pendant que les Stoïciens regardoient comme une chose vaine les richesses, les grandeurs humaines, la douleur, les chagrins, les plaisirs; ils n'étoient occupés qu'à travailler au bonheur des hommes, à exercer les devoirs de la société: il sembloit qu'ils regardassent cet esprit sacré qu'ils croient être eux-mêmes, comme une espèce de providence favorable qui veilloit sur le genre humain.

Nés pour la société, ils croyoient tous que leur dessein étoit de travailler pour elle: d'autant moins à charge, que leurs récompenses étoient toutes dans eux-mêmes; qu'heureux par leur philosophie seule, il sembloit que le seul bonheur des autres pût augmenter le leur.

C H A P I T R E X I.

De la contemplation.

LES hommes étant faits pour se conserver, pour se nourrir, pour se vêtir, & faire toutes les actions de la société, la religion ne doit pas leur donner une vie trop contemplative.

Les Mahométans deviennent spéculatifs par habitude; ils prient cinq fois le jour, & chaque fois il faut qu'ils fassent un acte par lequel ils jettent derrière leur dos tout ce qui appartient à ce monde: cela les forme à la spéculation. Ajoutez à cela cette indifférence pour toutes choses, que donne le dogme d'un destin rigide.

Si, d'ailleurs, d'autres causes concourent à leur inspirer le détachement, comme si la dureté du gouvernement, si les loix concernant la propriété des terres, donnent un esprit précaire; tout est perdu.

La religion des Guebres rendit autre-

238 DE L'ESPRIT DES LOIX,
fois le royaume de Perse florissant ; elle
corrigea les mauvais effets du despotif-
me : la religion Mahométane détruit au-
jourd'hui ce même empire.

C H A P I T R E X I I .

Des pénitences.

IL est bon que les pénitences soient jointes avec l'idée de travail, non avec l'idée d'oïveté ; avec l'idée du bien, non avec l'idée de l'extraordinaire ; avec l'idée de frugalité, non avec l'idée d'avarice.

C H A P I T R E X I I I .

Des crimes inexpiables.

IL paroît, par un passage des livres des pontifes, rapporté par *Cicéron*, qu'il y avoit chez les Romains des crimes inexpiables ; & c'est là-dessus que *Zozyme*

fonde le récit si propre à envenimer les motifs de la conversion de *Constantin* ; & *Julien* , cette raillerie amère qu'il fait de cette même conversion dans ses Césars.

La religion païenne qui ne défendoit que quelques crimes grossiers , qui arrêtoit la main & abandonnoit le cœur , pouvoit avoir des crimes inexpiables : Mais une religion qui enveloppe toutes les passions ; qui n'est pas plus jalouse des actions que des desirs & des pensées : qui ne nous tient point attachés par quelques chaînes , mais par un nombre innombrable de fils ; qui laisse derrière elle la justice humaine , & commence une autre justice ; qui est faite pour mener sans cesse du repentir à l'amour , & de l'amour au repentir ; qui met entre le juge & le criminel un grand médiateur , entre le juste & le médiateur un grand juge ; une telle religion ne doit point avoir de crimes inexpiables. Mais quoiqu'elle donne des craintes & des espérances à tous , elle fait assez sentir que , s'il n'y a point de crime qui , par sa nature ,

240 DE L'ESPRIT DES LOIX,
soit inexpiable, toute une vie peut l'être; qu'il seroit très-dangereux de tourmenter sans cesse la miséricorde par de nouveaux crimes & de nouvelles expiations; qu'inquiets sur les anciennes dettes, jamais quittes envers le seigneur, nous devons craindre d'en contracter de nouvelles, de combler la mesure, d'aller jusqu'au terme où la bonté paternelle finit.

C H A P I T R E X I V .

*Comment la force de la religion s'applique
à celle des loix civiles.*

C O M M E la religion & les loix civiles doivent tendre principalement à rendre les hommes bons citoyens, on voit que, lorsqu'une des deux s'écartera de ce but, l'autre y doit tendre davantage: moins la religion sera réprimante, plus les loix civiles doivent réprimer.

Ainsi, au Japon, la religion dominante n'ayant presque point de dogmes, & ne
proposant

propofant point de paradis ni d'enfer ; les loix, pour y fuppléer, ont été faites avec une févérité, & exécutées avec une ponctualité extraordinaires.

Lorfque la religion établit le dogme de la néceffité des actions humaines, les peines des loix doivent être plus févères & la police plus vigilante, pour que les hommes, qui fans cela s'abandonneroient eux-mêmes, foient déterminés par ces motifs : mais fi la religion établit le dogme de la liberté, c'est autre chofe.

De la pareffe de l'ame naît le dogme de la prédeftination Mahométane ; & du dogme de cette prédeftination naît la pareffe de l'ame. On a dit : Cela eft dans les décrets de Dieu ; il faut donc refter en repos. Dans un cas pareil, on doit exciter, par les loix, les hommes endormis dans la religion.

Lorfque la religion condamne des chofes que les loix civiles doivent permettre, il eft dangereux que les loix civiles ne permettent, de leur côté, ce que la religion doit condamner ; une de ces

choses marquant toujours un défaut d'harmonie & de justesse dans les idées, qui se répand sur l'autre.

Ainsi les Tartares de Gengiskan, chez lesquels c'étoit un péché, & même un crime capital, de mettre le couteau dans le feu, de s'appuyer contre un fouet, de battre un cheval avec sa bride, de rompre un os avec un autre, ne croyoient pas qu'il y eût de péché à violer la foi, à ravir le bien d'autrui, à faire injure à un homme, à le tuer. En un mot, les loix qui font regarder comme nécessaire ce qui est indifférent, ont cet inconvénient, qu'elles font considérer comme indifférent ce qui est nécessaire.

Ceux de Formose croient une espece d'enfer; mais c'est pour punir ceux qui ont manqué d'aller nus en certaines faisons, qui ont mis des vêtemens de toile & non pas de soie, qui ont été chercher des huîtres, qui ont agi sans consulter le chant des oiseaux: aussi ne regardent-ils point comme péché l'ivrognerie & le dérèglement avec les femmes; ils croient même que les débau-

ches de leurs enfans font agréables à leurs dieux,

Lorsque la religion justifie pour une chose d'accident, elle perd inutilement le plus grand ressort qui soit parmi les hommes. On croit chez les Indiens, que les eaux du Gange ont une vertu sanctifiante; ceux qui meurent sur ses bords, sont réputés exempts des peines de l'autre vie, & devoir habiter une région pleine de délices: on envoie, des lieux les plus reculés, des urnes pleines des cendres des morts, pour les jeter dans le Gange. Qu'importe qu'on vive vertueusement, ou non? on se fera jeter dans le Gange.

L'idée d'un lieu de récompense emporte nécessairement l'idée d'un séjour de peines; & quand on espere l'un sans craindre l'autre, les loix civiles n'ont plus de force. Des hommes qui croient des récompenses sûres dans l'autre vie, échapperont au législateur: ils auront trop de mépris pour la mort. Quel moyen de contenir par les loix un homme qui croit être sûr que la plus grande peine

244 DE L'ESPRIT DES LOIX,
que les magistrats lui pourront infliger,
ne finira dans un moment, que pour
commencer son bonheur ?

C H A P I T R E X V.

*Comment les loix civiles corrigent quel-
quefois les fausses religions.*

LE respect pour les choses anciennes, la simplicité ou la superstition, ont quelquefois établi des mysteres ou des cérémonies qui pouvoient choquer la pudeur ; & de cela les exemples n'ont pas été rares dans le monde. *Aristote* dit que, dans ce cas, la loi permet que les peres de famille aillent au temple célébrer ces mysteres pour leurs femmes & pour leurs enfans. Loi civile admirable, qui conserve les mœurs contre la religion !

Auguste défendit aux jeunes gens de l'un & de l'autre sexe d'assister à aucune cérémonie nocturne, s'ils n'étoient accompagnés d'un parent plus âgé ; & lors-

qu'il rétablit les fêtes lupercales, il ne voulut pas que les jeunes gens courussent nus.

CHAPITRE XVI.

Comment les loix de la religion corrigent les inconvéniens de la constitution politique.

D'UN autre côté, la religion peut soutenir l'état politique, lorsque les loix se trouvent dans l'impuissance.

Ainsi, lorsque l'état est souvent agité par des guerres civiles, la religion fera beaucoup, si elle établit que quelque partie de cet état reste toujours en paix. Chez les Grecs, les Eléens, comme prêtres d'Apollon, jouissoient d'une paix éternelle. Au Japon, on laisse toujours en paix la ville de Méaco, qui est une ville sainte : la religion maintient ce règlement ; & cet empire, qui semble être seul sur la terre, qui n'a & qui ne veut avoir aucune ressource de la part des

étrangers, a toujours dans son sein un commerce que la guerre ne ruine pas.

Dans les états où les guerres ne se font pas par une délibération commune, & où les loix ne se font laissé aucun moyen de les terminer ou de les prévenir, la religion établit des temps de paix ou de treves, pour que le peuple puisse faire les choses sans lesquelles l'état ne pourroit subsister, comme les semailles & les travaux pareils.

Chaque année, pendant quatre mois, toute *hostilité* cessoit entre les tribus Arabes : le moindre trouble eût été une impiété. Quand chaque seigneur faisoit en France la guerre ou la paix, la religion donna des treves, qui devoient avoir lieu dans de certaines saisons.



C H A P I T R E X V I I.

Continuation du même sujet.

LORSQU'IL y a beaucoup de sujets de haine dans un état, il faut que la religion donne beaucoup de moyens de réconciliation. Les Arabes, peuple brigand, se faisoient souvent des injures & des injustices. Mahomet fit cette loi :
„ Si quelqu'un pardonne le sang de son
„ frere, il pourra poursuivre le malfai-
„ teur pour des dommages & intérêts :
„ mais celui qui fera tort au méchant
„ après avoir reçu satisfaction de lui,
„ souffrira au jour du jugement des tour-
„ mens douloureux. „

Chez les Germains, on héritoit des haines & des inimitiés de ses proches : mais elles n'étoient pas éternelles. On expioit l'homicide, en donnant une certaine quantité de bétail, & toute la famille recevoit la satisfaction ; chose très-utile, dit *Tacite*, parce que les inimitiés

248 DE L'ESPRIT DES LOIX,
font très-dangereuses chez un peuple libre. Je crois bien que les ministres de la religion, qui avoient tant de crédit parmi eux, entroient dans ces réconciliations.

Chez les Malaïs, où la réconciliation n'est pas établie, celui qui a tué quelqu'un, sûr d'être assassiné par les parens ou les amis du mort, s'abandonne à sa fureur, blesse & tue tout ce qu'il rencontre.

CHAPITRE XVIII.

Comment les loix de la religion ont l'effet des loix civiles.

LES premiers Grecs étoient des petits peuples souvent dispersés, pirates sur la mer, injustes sur la terre, sans police & sans loix. Les belles actions d'*Hercule* & de *Thésée* font voir l'état où se trouvoit ce peuple naissant. Que pouvoit faire la religion, que ce qu'elle fit pour donner de l'horreur du meurtre? Elle

établit qu'un homme tué par violence étoit d'abord en colere contre le meurtrier, qu'il lui inspiroit du trouble & de la terreur, & vouloit qu'il lui cédât les lieux qu'il avoit fréquentés; on ne pouvoit toucher le criminel, ni converser avec lui, sans être souillé ou inteftable; la présence du meurtrier devoit être épargnée à la ville, & il falloit l'expier.

C H A P I T R E X I X .

Que c'est moins la vérité ou la fausseté d'un dogme, qui le rend utile ou pernicieux aux hommes dans l'état civil, que l'usage ou l'abus que l'on en fait.

LES dogmes les plus vrais & les plus sains peuvent avoir de très-mauvaises conséquences, lorsqu'on ne les lie pas avec les principes de la société; & au contraire, les dogmes les plus faux en peuvent avoir d'admirables, lorsqu'on fait qu'ils se rapportent aux mêmes principes.

La religion de *Confucius* nie l'immortalité de l'ame ; & la secte de *Zénon* ne la croyoit pas. Qui le diroit ? ces deux sectes ont tiré de leurs mauvais principes des conséquences , non pas justes , mais admirables pour la société. La religion des *Tao* & des *Foë* croit l'immortalité de l'ame : mais de ce dogme si saint , ils ont tiré des conséquences affreuses.

Presque par tout le monde & dans tous les temps , l'opinion de l'immortalité de l'ame mal prise a engagé les femmes , les esclaves , les sujets , les amis , à se tuer , pour aller servir dans l'autre monde l'objet de leur respect ou de leur amour. Cela étoit ainsi dans les Indes occidentales ; cela étoit ainsi chez les Danois ; & cela est encore aujourd'hui au Japon , à Macassar & dans plusieurs autres endroits de la terre.

Ces coutumes émanent moins directement du dogme de l'immortalité de l'ame , que de celui de la résurrection des corps ; d'où l'on a tiré cette conséquence , qu'après la mort un même individu

auroit les mêmes besoins , les mêmes sentimens , les mêmes passions. Dans ce point de vue , le dogme de l'immortalité de l'ame affecte prodigieusement les hommes ; parce que l'idée d'un simple changement de demeure est plus à la portée de notre esprit , & flatte plus notre cœur , que l'idée d'une modification nouvelle.

Ce n'est pas assez pour une religion d'établir un dogme ; il faut encore qu'elle le dirige. C'est ce qu'a fait admirablement bien la religion Chrétienne à l'égard des dogmes dont nous parlons : elle nous fait espérer un état que nous croyons , non pas un état que nous sentions ou que nous connoissions : tout , jusqu'à la résurrection des corps , nous mène à des idées spirituelles.



C H A P I T R E X X .

Continuation du même sujet.

LES livres sacrés des anciens Perses, disoient : “ Si vous voulez être saint, „ instruisez vos enfans , parce que tou- „ tes les bonnes actions qu’ils feront „ vous seront imputées. „ Ils conseil- loient de se marier de bonne heure ; parce que les enfans seroient comme un pont au jour du jugement, & que ceux qui n’auroient point d’enfans ne pour- roient pas passer. Ces dogmes étoient faux , mais ils étoient très-utiles.

C H A P I T R E X X I .

De la Métempsychose.

LE dogme de l’immortalité de l’ame se divise en trois branches , celui de l’im- mortalité pure , celui du simple change-
ment

ment de demeure, celui de la métemp-
 sycofe; c'est-à-dire, le systême des Chré-
 tiens, le systême des Scythes, le systême
 des Indiens. Je viens de parler des deux
 premiers; & je dirai du troisieme que,
 comme il a été bien & mal dirigé, il a
 aux Indes de bons & de mauvais effets :
 comme il donne aux hommes une cer-
 taine horreur pour verser le sang, il y a
 aux Indes très-peu de meurtres; & quoi-
 qu'on n'y punisse guere de mort, tout le
 monde y est tranquille.

D'un autre côté, les femmes s'y brû-
 lent à la mort de leurs maris : il n'y a
 que les innocens qui y souffrent une
 mort violente.



C H A P I T R E XXII.

Combien il est dangereux que la religion inspire de l'horreur pour des choses indifférentes.

UN certain honneur que des préjugés de religion établissent aux Indes, fait que les diverses castes ont horreur les unes des autres. Cet honneur est uniquement fondé sur la religion ; ces distinctions de famille ne forment pas des distinctions civiles : il y a tel Indien qui se croiroit déshonoré, s'il mangeoit avec son roi.

Ces fortes de distinctions sont liées à une certaine aversion pour les autres hommes, bien différente des sentimens que doivent faire naître les différences des rangs, qui parmi nous contiennent l'amour pour les inférieurs.

Les loix de la religion éviteront d'inspirer d'autre mépris que celui du vice, & sur-tout d'éloigner les hommes de l'amour & de la pitié pour les hommes.

La religion Mahométane & la religion Indienne ont dans leur sein un nombre infini de peuples : les Indiens haïssent les Mahométans , parce qu'ils mangent de la vache ; les Mahométans détestent les Indiens , parce qu'ils mangent du cochon.

CHAPITRE XXIII.

Des Fêtes.

QUAND une religion ordonne la cessation du travail , elle doit avoir égard aux besoins des hommes , plus qu'à la grandeur de l'Être qu'elle honore.

C'étoit à Athenes un grand inconvénient que le trop grand nombre de fêtes. Chez ce peuple dominateur , devant qui toutes les villes de la Grece venoient porter leurs différens , on ne pouvoit suffire aux affaires.

Lorsque *Constantin* établit que l'on chômeroit le dimanche , il fit cette ordonnance pour les villes , & non pour les peuples de la campagne : il sentoit

que dans les villes étoient les travaux utiles, & dans les campagnes les travaux nécessaires.

Par la même raison, dans les pays qui se maintiennent par le commerce, le nombre des fêtes doit être relatif à ce commerce même. Les pays protestans & les pays catholiques sont situés de manière que l'on a plus besoin de travail dans les premiers que dans les seconds : la suppression des fêtes convenoit donc plus aux pays protestans qu'aux pays catholiques.

Dampierre remarque que les divertissemens des peuples varient beaucoup selon les climats. Comme les climats chauds produisent quantité de fruits délicats, les Barbares, qui trouvent d'abord le nécessaire, emploient plus de temps à se divertir : les Indiens des pays froids n'ont pas tant de loisir, il faut qu'ils pêchent & chassent continuellement ; il y a donc chez eux moins de danses, de musique & de festins ; & une religion qui s'établirait chez ces peuples, devrait avoir égard à cela dans l'institution des fêtes.

C H A P I T R E XXIV.

Des loix de religion locales.

IL y a beaucoup de loix locales dans les diverses religions. Et quand *Montésuma* s'obstinoit tant à dire que la religion des Espagnols étoit bonne pour leur pays, & celle du Mexique pour le sien, il ne disoit pas une absurdité ; parce qu'en effet les législateurs n'ont pu s'empêcher d'avoir égard à ce que la nature avoit établi avant eux.

L'opinion de la métempychose est faite pour le climat des Indes. L'excessive chaleur brûle toutes les campagnes ; on n'y peut nourrir que très-peu de bétail ; on est toujours en danger d'en manquer pour le labourage ; les bœufs ne s'y multiplient que médiocrement, ils sont sujets à beaucoup de maladies : une loi de religion qui les conserve, est donc très-convenable à la police du pays.

Pendant que les prairies sont brûlées,

le riz & les légumes y croissent heureusement, par les eaux qu'on y peut employer : une loi de religion qui ne permet que cette nourriture, est donc très-utile aux hommes dans ces climats.

La chair des bestiaux n'y a pas de goût ; & le lait & le beurre qu'ils en tirent, fait une partie de leur subsistance : la loi qui défend de manger & de tuer des vaches, n'est donc pas déraisonnable aux Indes.

Athènes avoit dans son sein une multitude innombrable de peuple ; son territoire étoit stérile : ce fut une maxime religieuse, que ceux qui offroient aux dieux de certains petits présens, les honoroient plus que ceux qui immoloient des bœufs.



C H A P I T R E XXV.

*Inconvénient du transport d'une religion
d'un pays à un autre.*

IL suit de-là, qu'il y a très-souvent beaucoup d'inconvéniens à transporter une religion d'un pays dans un autre.

„ Le cochon, dit M. de Boulainvilliers, doit être très-rare en Arabie, „ où il n'y a presque point de bois, & „ presque rien de propre à la nourriture „ de ces animaux; d'ailleurs, la salure „ des eaux & des alimens, rend le peuple „ très-susceptible des maladies de la „ peau. „ La loi locale qui le défend, ne sauroit être bonne pour d'autres pays, où le cochon est une nourriture presque universelle, & en quelque façon nécessaire.

Je ferai ici une réflexion. *Sanctorius* a observé que la chair de cochon que l'on mange, se transpire peu; & que même cette nourriture empêche beau-

coup la transpiration des autres alimens ; il a trouvé que la diminution alloit à un tiers ; on fait d'ailleurs que le défaut de transpiration forme ou aigrit les maladies de la peau : la nourriture du cochon doit donc être défendue dans les climats où l'on est sujet à ces maladies, comme celui de la Palestine, de l'Arabie, de l'Égypte & de la Lybie.

C H A P I T R E X X V I.

Continuation du même sujet.

M. CHARDIN dit qu'il n'y a point de fleuve navigable en Perse, si ce n'est le fleuve Kur, qui est aux extrémités de l'empire. L'ancienne loi des Guebres qui défendoit de naviger sur les fleuves, n'avoit donc aucun inconvénient dans leur pays : mais elle auroit ruiné le commerce dans un autre.

Les continuelles lotions sont très en usage dans les climats chauds. Cela fait que la loi Mahométane & la religion ju-

dienne les ordonnent. C'est un acte très-méritoire aux Indes de prier Dieu dans l'eau courante : mais comment exécuter ces choses dans d'autres climats.

Lorsque la religion fondée sur le climat a trop choqué le climat d'un autre pays, elle n'a pu s'y établir ; & quand on l'y a introduite, elle en a été chassée. Il semble, humainement parlant, que ce soit le climat qui a prescrit des bornes à la religion Chrétienne & à la religion Mahométane.

Il suit de là, qu'il est presque toujours convenable qu'une religion ait des dogmes particuliers, & un culte général. Dans les loix qui concernent les pratiques de culte, il faut peu de détails ; par exemple, des mortifications, & non pas une certaine mortification. Le Christianisme est plein de bon sens : l'abstinence est de droit divin ; mais une abstinence particulière est de droit de police, & on peut la changer.


LIVRE XXV.

Des Loix , dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la religion de chaque pays , & sa police extérieure.

CHAPITRE PREMIER.

Du sentiment pour la religion.

L'HOMME pieux & l'athée parlent toujours de religion ; l'un parle de ce qu'il aime , & l'autre de ce qu'il craint.



C H A P I T R E II.

Du motif d'attachement pour les diverses religions.

LES diverses religions du monde ne donnent pas à ceux qui les professent des motifs égaux d'attachement pour elles : cela dépend beaucoup de la manière dont elles se concilient avec la façon de penser & de sentir des hommes.

Nous sommes extrêmement portés à l'idolâtrie, & cependant nous ne sommes pas fort attachés aux religions idolâtres ; nous ne sommes guère portés aux idées spirituelles, & cependant nous sommes très-attachés aux religions qui nous font adorer un être spirituel. C'est un sentiment heureux, qui vient en partie de la satisfaction que nous trouvons en nous-mêmes, d'avoir été assez intelligens pour avoir choisi une religion qui tire la divinité de l'humiliation où les autres l'avoient mise. Nous regardons l'idolâtrie

264 DE L'ESPRIT DES LOIX,
comme la religion des peuples grossiers ;
& la religion qui a pour objet un
être spirituel , comme celle des peuples
éclairés.

Quand , avec l'idée d'un être spirituel
suprême , qui forme le dogme , nous
pouvons joindre encore des idées sensi-
bles qui entrent dans le culte , cela nous
donne un grand attachement pour la re-
ligion ; parce que les motifs dont nous
venons de parler , se trouvent joints à
notre penchant naturel pour les choses
sensibles. Aussi les Catholiques , qui ont
plus de cette sorte de culte que les Pro-
testans , sont-ils plus invinciblement at-
tachés à leur religion que les Protestans
ne le sont à la leur , & plus zélés pour
sa propagation.

Lorsque le peuple d'Ephese eut appris
que les Peres du concile avoient décidé
qu'on pouvoit appeller la Vierge *mere de
Dieu* , il fut transporté de joie ; il baisoit
les mains des évêques , il embrassoit leurs
genoux ; tout retentissoit d'acclamations.
Quand une religion intellectuelle nous
donne encore l'idée d'un choix fait par
la

la Divinité , & d'une distinction de ceux qui la professent d'avec ceux qui ne la professent pas , cela nous attache beaucoup à cette religion. Les Mahométans ne feroient pas si bons Musulmans , si d'un côté il n'y avoit pas de peuples idolâtres , qui leur font penser qu'ils sont les vengeurs de l'unité de Dieu ; & de l'autre des Chrétiens , pour leur faire croire qu'ils sont l'objet de ses préférences.

Une religion chargée de beaucoup de pratiques , attache plus à elle qu'une autre qui l'est moins : on tient beaucoup aux choses dont on est continuellement occupé ; témoin l'obstination tenace des Mahométans & des Juifs , & la facilité qu'ont de changer de religion les peuples barbares & sauvages qui , uniquement occupés de la chasse ou de la guerre , ne se chargent guere de pratiques religieuses.

Les hommes sont extrêmement portés à espérer & à craindre ; & une religion qui n'auroit ni enfer ni paradis , ne feroit guere leur plaisir. Cela se prouve

par la facilité qu'ont eue les religions étrangères à s'établir au Japon, & le zele & l'amour avec lesquels on les y a reçues.

Pour qu'une religion attache, il faut qu'elle ait une morale pure. Les hommes, frippons en détail, font en gros de très-honnêtes gens; ils aiment la morale; & si je ne traitois pas un sujet si grave, je dirois que cela se voit admirablement bien sur les théâtres: on est sûr de plaire au peuple par les sentimens que la morale avoue, & on est sûr de le choquer par ceux qu'elle réproûve.

Lorsque le culte extérieur a une grande magnificence, cela nous flatte & nous donne beaucoup d'attachement pour la religion. Les richesses des temples & celles du clergé nous affectent beaucoup. Ainsi la misere même des peuples est un motif, qui les attache à cette religion qui a servi de prétexte à ceux qui ont causé leur misere.

C H A P I T R E III.

Des Temples.

PRESQUE tous les peuples policés habitent dans des maisons. De-là est venue naturellement l'idée de bâtir à Dieu une maison, où ils puissent l'adorer & l'aller chercher dans leurs craintes ou leurs espérances.

En effet, rien n'est plus consolant pour les hommes, qu'un lieu où ils trouvent la Divinité plus présente, & où tous ensemble ils font parler leur foiblesse & leur misère.

Mais cette idée si naturelle ne vient qu'aux peuples qui cultivent les terres; & on ne verra pas bâtir de temple chez ceux qui n'ont pas de maisons eux-mêmes.

C'est ce qui fit que *Gengis-kan* marqua un si grand mépris pour les mosquées. Ce prince interrogea les Mahométans, il approuva tous leurs dogmes,

excepté celui qui porte la nécessité d'aller à la Mecque ; il ne pouvoit comprendre qu'on ne pût pas adorer Dieu par-tout : les Tartares n'habitent point de maisons, ne connoissoient point de temples.

Les peuples qui n'ont point de temples, ont peu d'attachement pour leur religion : voilà pourquoi les Tartares ont été de tout temps si tolérans ; pourquoi les peuples barbares qui conquièrent l'empire Romain ne balancerent pas un moment à embrasser le Christianisme ; pourquoi les sauvages de l'Amérique sont si peu attachés à leur propre religion ; & pourquoi, depuis que nos missionnaires leur ont fait bâtir au Paraguay des églises, ils sont si fort zélés pour la nôtre.

Comme la Divinité est le refuge des malheureux, & qu'il n'y a pas de gens plus malheureux que les criminels, on a été naturellement porté à penser que les temples étoient un asile pour eux ; & cette idée parut encore plus naturelle chez les Grecs, où les meurtriers, chassés de leur ville & de la présence des hommes, sembloient n'avoir plus de mai-

sons que les temples , ni d'autres protecteurs que les dieux.

Ceci ne regarda d'abord que les homicides involontaires : mais lorsqu'on y comprit les grands criminels , on tomba dans une contradiction grossière : s'ils avoient offensé les hommes , ils avoient , à plus forte raison , offensé les dieux.

Ces asiles se multiplièrent dans la Grèce : les temples , dit *Tacite* , étoient remplis de débiteurs insolvables & d'esclaves méchans ; les magistrats avoient de la peine à exercer la police ; le peuple protégeoit les crimes des hommes , comme les cérémonies des dieux ; le sénat fut obligé d'en retrancher un grand nombre.

Les loix de *Moïse* furent très-sages. Les homicides involontaires étoient innocens , mais ils devoient être ôtés de devant les yeux des parens du mort : il établit donc un asile pour eux. Les grands criminels ne méritent point d'asile , ils n'en eurent pas : les Juifs n'avoient qu'un tabernacle portatif , & qui changeoit continuellement de lieu ; cela excluait l'idée

d'asile. Il est vrai qu'ils devoient avoir un temple : mais les criminels qui y feroient venus de toutes parts , auroient pu troubler le service divin. Si les homicides avoient été chassés hors du pays , comme ils le furent chez les Grecs , il eût été à craindre qu'ils n'adorassent des dieux étrangers. Toutes ces considérations firent établir des villes d'asile , où l'on devoit rester jusqu'à la mort du souverain pontife.

C H A P I T R E IV.

Des Ministres de la Religion.

LES premiers hommes , dit *Porphyre* , ne sacrifioient que de l'herbe. Pour un culte si simple , chacun pouvoit être pontife dans sa famille.

Le desir naturel de plaire à la Divinité , multiplia les cérémonies : ce qui fit que les hommes , occupés à l'agriculture , devinrent incapables de les exécuter toutes , & d'en remplir les détails.

On consacra aux dieux des lieux particuliers ; il fallut qu'il y eût des ministres pour en prendre soin, comme chaque citoyen prend soin de sa maison & de ses affaires domestiques. Aussi les peuples qui n'ont point de prêtres, sont-ils ordinairement barbares. Tels étoient autrefois les Pédaliens, tels sont encore les Wolgusky.

Des gens consacrés à la Divinité, devoient être honorés, sur-tout chez les peuples qui s'étoient formé une certaine idée d'une pureté corporelle, nécessaire pour approcher des lieux les plus agréables aux dieux, & dépendantes de certaines pratiques.

Le culte des dieux demandant une attention continuelle, la plupart des peuples furent portés à faire du clergé un corps séparé. Ainsi, chez les Egyptiens, les Juifs & les Perses, on consacra à la divinité de certaines familles, qui se perpétuoient, & faisoient le service. Il y eût même des religions où l'on ne pensa pas seulement à éloigner les ecclésiastiques des affaires, mais encore à leur

ôter l'embarras d'une famille, & c'est la pratique de la principale branche de la loi Chrétienne.

Je ne parlerai point ici des conséquences de la loi du célibat : on sent qu'elle pourroit devenir nuisible, à proportion que le corps du clergé seroit trop étendu, & que par conséquent celui des laïques ne le seroit pas assez.

Par la nature de l'entendement humain, nous aimons, en fait de religion, tout ce qui suppose un effort; comme, en matière de morale, nous aimons spéculativement tout ce qui porte le caractère de la sévérité. Le célibat a été plus agréable aux peuples à qui il sembloit convenir le moins, & pour lesquels il pouvoit avoir de plus fâcheuses suites. Dans les pays du midi de l'Europe, où, par la nature du climat, la loi du célibat est plus difficile à observer, elle a été retenue; dans ceux du nord, où les passions sont moins vives, elle a été proscrite. Il y a plus : dans les pays où il y a peu d'habitans, elle a été admise; dans ceux où il y en a beaucoup, on

l'a rejetée. On sent que toutes ces réflexions ne portent que sur la trop grande extension du célibat, & non sur le célibat même.

C H A P I T R E V.

*Des bornes que les loix doivent mettre
aux richesses du clergé.*

LES familles particulières peuvent périr : ainsi les biens n'y ont point une destination perpétuelle. Le clergé est une famille qui ne peut pas périr : les biens y sont donc attachés pour toujours, & n'en peuvent pas sortir.

Les familles particulières peuvent s'augmenter : il faut donc que leurs biens puissent croître aussi. Le clergé est une famille qui ne doit point s'augmenter : les biens doivent donc y être bornés.

Nous avons retenu les dispositions du Lévitique sur les biens du clergé, excepté celles qui regardent les bornes de ces biens : effectivement on ignorera tou-

jours parmi nous quel est le terme après lequel il n'est plus permis à une communauté religieuse d'acquérir.

Ces acquisitions sans fin paroissent aux peuples si déraisonnables, que celui qui voudroit parler pour elles, seroit regardé comme imbécille.

Les loix civiles trouvent quelquefois des obstacles à changer des abus établis, parce qu'ils sont liés à des choses qu'elles doivent respecter : dans ce cas, une disposition indirecte marque plus le bon esprit du législateur, qu'une autre qui frapperoit sur la chose même. Au lieu de défendre les acquisitions du clergé, il faut chercher à l'en dégoûter lui-même, laisser le droit, & ôter le fait.

Dans quelque pays de l'Europe, la considération des droits des seigneurs a fait établir, en leur faveur, un droit d'indemnité sur les immeubles acquis par les gens de main-morte. L'intérêt du prince lui a fait exiger un droit d'amortissement dans le même cas. En Castille, où il n'y a point de droit pareil, le clergé a tout envahi; en Arragon, où il

y a quelque droit d'amortissement, il a acquis moins : en France, où ce droit & celui d'indemnité sont établis, il a moins acquis encore ; & l'on peut dire que la prospérité de cet état est due en partie à l'exercice de ces deux droits. Augmentez-les ces droits, & arrêtez la main-morte, s'il est possible.

Rendez sacré & inviolable l'ancien & nécessaire domaine du clergé ; qu'il soit fixe & éternel comme lui : mais laissez sortir de ses mains les nouveaux domaines.

Permettez de violer la règle, lorsque la règle est devenue un abus ; souffrez l'abus, lorsqu'il rentre dans la règle.

On se souvient toujours à Rome d'un mémoire qui y fut envoyé à l'occasion de quelques démêlés avec le clergé. On y avoit mis cette maxime : “ Le clergé „ doit contribuer aux charges de l'état, „ quoi qu'en dise l'ancien testament. „ On en conclut que l'auteur du mémoire entendoit mieux le langage de la maltôte que celui de la religion.

 C H A P I T R E VI.
Des Monasteres.

LE moindre bon sens fait voir que ces corps qui se perpétuent sans fin , ne doivent pas vendre leurs fonds à vie , ni faire des emprunts à vie , à moins qu'on ne veuille qu'ils se rendent héritiers de tous ceux qui n'ont point de parens , & de tous ceux qui n'en veulent point avoir : ces gens jouent contre le peuple , mais ils tiennent la banque contre lui.

C H A P I T R E VII.

Du luxe de la superstition.

„ CEUX-LA sont impies envers les
 „ dieux, dit *Platon*, qui nient leur exis-
 „ tence ; ou qui l'accordent , mais sou-
 „ tiennent qu'ils ne se mêlent point des
 „ choses d'ici-bas ; ou enfin qui pensent
 „ qu'on

„ qu'on les appaise aisément par des sa-
 „ crifices : trois opinions également per-
 „ nicieuses. „ *Platon* dit là tout ce que
 la lumière naturelle a jamais dit de plus
 sensé en matière de religion.

La magnificence du culte extérieur a
 beaucoup de rapport à la constitution de
 l'état. Dans les bonnes républiques, on
 n'a pas seulement réprimé le luxe de la
 vanité, mais encore celui de la supersti-
 tion : on a fait dans la religion des loix
 d'épargne. De ce nombre, sont plusieurs
 loix de *Solon*, plusieurs loix de *Platon*
 sur les funérailles, que *Cicéron* a adop-
 tées ; enfin quelques loix de *Numa* sur
 les sacrifices.

„ Des oiseaux, dit *Cicéron*, & des
 „ peintures faites en un jour, sont des
 „ dons très-divins. Nous offrons des cho-
 „ ses communes, disoit un Spartiate, afin
 „ que nous ayons tous les jours le moyen
 „ d'honorer les dieux. „

Le soin que les hommes doivent avoir
 de rendre un culte à la Divinité, est
 bien différent de la magnificence de ce
 culte. Ne lui offrons point nos trésors,

si nous ne voulons lui faire voir l'estime que nous faisons des choses qu'elle veut que nous méprisions.

„ Que doivent penser les dieux des
 „ dons des impies, dit admirablement
 „ *Platon*, puisqu'un homme de bien
 „ rougiroit de recevoir des présens d'un
 „ malhonnête homme? „

Il ne faut pas que la religion, sous prétexte de dons, exige des peuples ce que les nécessités de l'état leur ont laissé, & , comme dit *Platon*, des hommes chastes & pieux doivent offrir des dons qui leur ressemblent.

Il ne faudroit pas non plus que la religion encourageât les dépenses des funérailles. Qu'y a-t-il de plus naturel, que d'ôter la différence des fortunes, dans une chose & dans les momens qui égalisent toutes les fortunes?



C H A P I T R E V I I I.

Du Pontificat.

LORSQUE la religion a beaucoup de ministres, il est naturel qu'ils ayent un chef, & que le pontificat y soit établi. Dans la monarchie, où l'on ne sauroit trop séparer les ordres de l'état, & où l'on ne doit point assembler sur une même tête toutes les puissances, il est bon que le pontificat soit séparé de l'empire. La même nécessité ne se rencontre pas dans le gouvernement despotique, dont la nature est de réunir sur une même tête tous les pouvoirs. Mais, dans ce cas, il pourroit arriver que le prince regarderoit la religion comme ses loix mêmes, & comme des effets de sa volonté. Pour prévenir cet inconvénient, il faut qu'il y ait des monumens de la religion, par exemple, des livres sacrés qui la fixent & qui l'établissent. Le roi de Perse est le chef de la religion; mais l'alcoran

280 DE L'ESPRIT DES LOIX,
regle la religion : l'empereur de la Chine
est le souverain pontife ; mais il y a des
livres qui sont entre les mains de tout
le monde , auxquels il doit lui-même se
conformer. En vain un empereur voulut-il
les abolir , ils triompherent de la tyrannie.

C H A P I T R E IX.

De la tolérance en fait de religion.

Nous sommes ici politiques , & non
pas théologiens : & pour les théologiens
mêmes , il y a bien de la différence en-
tre tolérer une religion & l'approuver.

Lorsque les loix d'un état ont cru de-
voir souffrir plusieurs religions , il faut
qu'elles les obligent aussi à se tolérer en-
tr'elles. C'est un principe , que toute re-
ligion qui est réprimée , devient elle-
même réprimante : car sitôt que , par
quelque hasard , elle peut sortir de l'op-
pression , elle attaque la religion qui l'a
réprimée , non pas comme une religion ,
mais comme une tyrannie.

Il est donc utile que les loix exigent de ces diverses religions , non-seulement qu'elles ne troublent pas l'état , mais aussi qu'elles ne se troublent pas entr'elles. Un citoyen ne satisfait point aux loix , en se contentant de ne pas agiter le corps de l'état ; il faut encore qu'il ne trouble pas quelque citoyen que ce soit.

CHAPITRE X.

Continuation du même sujet.

COMME il n'y a guere que les religions intolérantes qui ayent un grand zele pour s'établir ailleurs , parce qu'une religion qui peut tolérer les autres ne songe guere à sa propagation ; ce sera une très-bonne loi civile , lorsque l'état est satisfait de la religion déjà établie , de ne point souffrir l'établissement d'une autre.

Voici donc le principe fondamental des loix politiques en fait de religion. Quand on est maître de recevoir dans

un état une nouvelle religion ou de ne la pas recevoir, il ne faut pas l'y établir; quand elle y est établie, il faut la tolérer.

CHAPITRE XI.

Du changement de religion.

UN prince qui entreprend dans son état de détruire ou de changer la religion dominante, s'expose beaucoup. Si son gouvernement est despotique, il court plus de risque de voir une révolution, que par quelque tyrannie que ce soit, qui n'est jamais dans ces fortes d'état une chose nouvelle. La révolution vient de ce qu'un état ne change pas de religion, de mœurs & de manières dans un instant, & aussi vite que le prince publie l'ordonnance qui établit une religion nouvelle.

De plus, la religion ancienne est liée avec la constitution de l'état, & la nouvelle n'y tient point: celle-là s'accorde avec le climat, & souvent la nouvelle

s'y refuse. Il y a plus : les citoyens se dégoûtent de leurs loix ; ils prennent du mépris pour le gouvernement déjà établi ; on substitue des soupçons contre les deux religions , à une ferme croyance pour une ; en un mot, on donne à l'état, au moins pour quelque temps , & de mauvais citoyens & de mauvais fideles.

C H A P I T R E XII.

Des Loix pénales.

IL faut éviter les loix pénales en fait de religion. Elles impriment de la crainte il est vrai : mais comme la religion a ses loix pénales aussi qui inspirent de la crainte, l'une est effacée par l'autre. Entre ces deux craintes différentes , les ames deviennent atroces.

La religion a de si grandes menaces , elle a de si grandes promesses , que lorsqu'elles sont présentes à notre esprit, quelque chose que le magistrat puisse faire pour nous contraindre à la quitter,

il semble qu'on ne nous laisse rien quand on nous l'ôte, & qu'on ne nous ôte rien lorsqu'on nous la laisse.

Ce n'est donc pas en remplissant l'ame de ce grand objet, en l'approchant du moment où il lui doit être d'une plus grande importance, que l'on parvient à l'en détacher : il est plus sûr d'attaquer une religion par la faveur, par les commodités de la vie, par l'espérance de la fortune ; non pas par ce qui avertit, mais par ce qui fait qu'on l'oublie ; non pas par ce qui indigne, mais par ce qui jette dans la tiédeur, lorsque d'autres passions agissent sur nos ames, & que celles que la religion inspire sont dans le silence. Règle générale : en fait de changement de religion, les invitations sont plus fortes que les peines.

Le caractère de l'esprit humain a paru dans l'ordre même des peines qu'on a employées. Que l'on se rappelle les persécutions du Japon ; on se révolta plus contre les supplices cruels que contre les peines longues, qui lassent plus qu'elles n'effarouchent, qui sont plus difficiles à

surmonter, parce qu'elles paroissent moins difficiles.

En un mot, l'histoire nous apprend assez que les loix pénales n'ont jamais eu d'effet que comme destruction.

CHAPITRE XIII.

*Très-humble remontrance aux Inquisiteurs
d'Espagne & de Portugal.*

UNE Juive de dix-huit ans, brûlée à Lisbonne au dernier auto-da-fé, donna occasion à ce petit ouvrage ; & je crois que c'est le plus inutile qui ait jamais été écrit. Quand il s'agit de prouver des choses si claires, on est sûr de ne pas convaincre.

L'auteur déclare que, quoiqu'il soit Juif, il respecte la religion Chrétienne, & qu'il l'aime assez, pour ôter aux princes qui ne seront pas Chrétiens un prétexte plausible pour la persécuter.

„ Vous vous plaignez, dit-il aux In-
„ quisiteurs, de ce que l'empereur du

„ Japon fait brûler à petit feu tous les
 „ Chrétiens qui sont dans ses états ; mais
 „ il vous répondra : Nous vous traitons ,
 „ vous qui ne croyez pas comme nous ,
 „ comme vous traitez vous-mêmes ceux
 „ qui ne croient pas comme vous : vous
 „ ne pouvez vous plaindre que de votre
 „ foiblesse , qui vous empêche de nous
 „ exterminer , & qui fait que nous vous
 „ exterminons.

„ Mais il faut avouer que vous êtes
 „ bien plus cruels que cet empereur-
 „ Vous nous faites mourir , nous qui ne
 „ croyons que ce que vous croyez ,
 „ parce que nous ne croyons pas tout
 „ ce que vous croyez. Nous suivons une
 „ religion que vous savez vous-mêmes
 „ avoir été autrefois chérie de Dieu :
 „ nous pensons que Dieu l'aime encore ,
 „ & vous pensez qu'il ne l'aime plus ;
 „ & parce que vous jugez ainsi , vous
 „ faites passer par le fer & par le feu
 „ ceux qui sont dans cet erreur si par-
 „ donnable , de croire que Dieu aime
 „ encore ce qu'il a aimé.

„ Si vous êtes cruels à notre égard ,

„ vous l'êtes bien plus à l'égard de nos
 „ enfans ; vous les faites brûler , parce
 „ qu'ils suivent les inspirations que leur
 „ ont données ceux que la loi naturelle
 „ & les loix de tous les peuples leur ap-
 „ prennent à respecter comme des dieux.

„ Vous vous privez de l'avantage que
 „ vous a donné sur les Mahométans la
 „ manière dont leur religion s'est éta-
 „ blie. Quand ils se vantent du nombre
 „ de leurs fidèles , vous leur dites que
 „ la force les leur a acquis , & qu'ils
 „ ont étendu leur religion par le fer :
 „ pourquoi donc établissez-vous la vôtre
 „ par le feu ?

„ Quand vous voulez nous faire venir
 „ à vous , nous vous objectons une
 „ source dont vous vous faites gloire
 „ de descendre. Vous nous répondez
 „ que votre religion est nouvelle , mais
 „ qu'elle est divine ; & vous le prouvez
 „ parce qu'elle s'est accrue par la persé-
 „ cution des païens & par le sang de
 „ vos martyrs : mais aujourd'hui vous
 „ prenez le rôle des *Dioclétiens* , &
 „ vous nous faites prendre le vôtre.

„ Nous vous conjurons , non pas par
 „ le Dieu puissant que nous fervons vous
 „ & nous , mais par le Christ que vous nous
 „ dites avoir pris la condition humaine
 „ pour vous proposer des exemples que
 „ vous puissiez fuivre ; nous vous con-
 „ jurons d'agir avec nous comme il agi-
 „ roit lui-même , s'il étoit encore sur la
 „ terre. Vous voulez que nous soyons
 „ Chrétiens , & vous ne voulez pas l'être.

„ Mais si vous ne voulez pas être
 „ Chrétiens , soyez au moins des hom-
 „ mes : traitez-nous comme vous feriez ,
 „ si n'ayant que ces foibles lueurs de
 „ justice que la nature nous donne ,
 „ vous n'aviez point une religion pour
 „ vous conduire , & une révélation pour
 „ vous éclairer.

„ Si le ciel vous a assez aimés pour
 „ vous faire voir la vérité , il vous a
 „ fait une grande grace : mais est-ce
 „ aux enfans qui ont l'héritage de leur
 „ pere , de haïr ceux qui ne l'ont pas eu ?

„ Que si vous avez cette vérité , ne
 „ nous la cachez pas par la maniere dont
 „ vous nous la proposez. Le caractère

„ de

„ De la vérité , c'est son triomphe sur
 „ les cœurs & les esprits , & non pas
 „ cette impuissance que vous avouez ,
 „ lorsque vous voulez la faire recevoir
 „ par des supplices.

„ Si vous êtes raisonnables , vous ne
 „ devez pas nous faire mourir , parce
 „ que nous ne voulons pas vous trom-
 „ per. Si votre Christ est le fils de Dieu ,
 „ nous espérons qu'il nous récompensera
 „ de n'avoir pas voulu profaner ses mys-
 „ teres : & nous croyons que le Dieu
 „ que nous servons vous & nous , ne
 „ nous punira pas de ce que nous avons
 „ souffert la mort pour une religion qu'il
 „ nous a autrefois donnée , parce que
 „ nous croyons qu'il nous l'a encore
 „ donnée.

„ Vous vivez dans un siècle où la lu-
 „ mière naturelle est plus vive qu'elle
 „ n'a jamais été , où la philosophie a
 „ éclairé les esprits , où la morale de
 „ votre évangile a été plus connue , où
 „ les droits respectifs des hommes les
 „ uns sur les autres , l'empire qu'une
 „ conscience a sur une autre conscience ,

„ font mieux établis. Si donc vous ne
 „ revenez pas de vos anciens préjugés,
 „ qui, si vous n'y prenez garde, font
 „ vos passions, il faut avouer que vous
 „ êtes incorrigibles, incapables de toute
 „ lumière & de toute instruction; & une
 „ nation est bien malheureuse, qui donne
 „ de l'autorité à des hommes tels que
 „ vous.

„ Voulez-vous que nous vous disions
 „ naïvement notre pensée? Vous nous
 „ regardez plutôt comme vos ennemis,
 „ que comme les ennemis de votre re-
 „ ligion : car si vous aimiez votre reli-
 „ gion, vous ne la laisseriez pas cor-
 „ rompre par une ignorance grossière.

„ Il faut que nous vous avertissions
 „ d'une chose; c'est que, si quelqu'un
 „ dans la postérité ose jamais dire que
 „ dans le siècle où nous vivons, les
 „ peuples d'Europe étoient policés, on
 „ vous citera pour prouver qu'ils étoient
 „ barbares; & l'idée que l'on aura de
 „ vous, fera telle, qu'elle flétrira votre
 „ siècle, & portera la haine sur tous
 „ vos contemporains. „

C H A P I T R E XIV.

Pourquoi la religion Chrétienne est si odieuse au Japon.

J'AI parlé du caractère atroce des ames Japonnoises. Les magistrats regarderent la fermeté qu'inspire le Christianisme lorsqu'il s'agit de renoncer à la foi, comme très-dangereuse : on crut voir augmenter l'audace. La loi du Japon punit sévèrement la moindre désobéissance : on ordonna de renoncer à la religion Chrétienne : n'y pas renoncer, c'étoit désobéir ; on châtia ce crime, & la continuation de la désobéissance parut mériter un autre châtiment.

Les punitions chez les Japonnois sont regardées comme la vengeance d'une insulte faite au prince. Les chants d'algresse de nos martyrs parurent être un attentat contre lui : le titre de martyr intimida les magistrats ; dans leur esprit, il signifioit rebelle ; ils firent tout pour empê-

292 DE L'ESPRIT DES LOIX,
cher qu'on ne l'obtint. Ce fut alors que
les ames s'effaroucherent , & que l'on vit
un combat horrible entre les tribunaux
qui condamnerent & les accusés qui souffrirent , entre les loix civiles & celles de
la religion.

C H A P I T R E X V.

De la propagation de la religion.

Tous les peuples d'Orient, excepté les Mahométans, croient toutes les religions en elles-mêmes indifférentes. Ce n'est que comme changement dans le gouvernement, qu'ils craignent l'établissement d'une autre religion. Chez les Japonois, où il y a plusieurs sectes, & où l'état a eu si long-temps un chef ecclésiastique, on ne dispute jamais sur la religion. Il en est de même chez les Siamois. Les Calmouks font plus; ils se font une affaire de conscience de souffrir toutes sortes de religions : A Calicuth c'est une maxime d'état, que toute religion est bonne.

Mais il n'en résulte pas qu'une religion apportée d'un pays très-éloigné, & totalement différente de climat, de loix, de mœurs & de manieres, ait tout le succès que sa sainteté devoit lui promettre. Cela est sur-tout vrai dans les grands empires despotiques : on tolere d'abord les étrangers, parce qu'on ne fait point d'attention à ce qui ne paroît pas blesser la puissance du prince : on y est dans une ignorance extrême de tout. Un Européen peut se rendre agréable par de certaines connoissances qu'il procure : cela est bon pour les commencemens. Mais sitôt que l'on a quelque succès, que quelque dispute s'éleve, que les gens qui peuvent avoir quelque intérêt sont avertis ; comme cet état, par sa nature, demande sur-tout la tranquillité, & que le moindre trouble peut le renverser, on proscrie d'abord la religion nouvelle & ceux qui l'annoncent ; les disputes entre ceux qui prêchent, venant à éclater, on commence à se dégoûter d'une religion, dont ceux qui la proposent ne conviennent pas.

LIVRE XXVI.

Des Loix , dans le rapport qu'elles doivent avoir avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent.

CHAPITRE PREMIER.

Idée de ce Livre.

LES hommes sont gouvernés par diverses fortes de loix ; par le droit naturel ; par le droit divin , qui est celui de la religion ; par le droit ecclésiastique , autrement appelé canonique , qui est celui de la police de la religion ; par le droit des gens , qu'on peut considérer comme le droit civil de l'univers , dans le sens que chaque peuple en est un citoyen ; par le droit politique général , qui a pour objet cette sagesse humaine qui a fondé toutes les sociétés ; par le

droit politique particulier, qui concerne chaque société, par le droit de conquête, fondé sur ce qu'un peuple a voulu, a pu, ou a dû faire violence à un autre; par le droit civil de chaque société, par lequel un citoyen peut défendre ses biens & sa vie contre tout autre citoyen; enfin par le droit domestique, qui vient de ce qu'une société est divisée en diverses familles, qui ont besoin d'un gouvernement particulier.

Il y a donc différens ordres de loix; & la sublimité de la raison humaine consiste à savoir bien auquel de ces ordres se rapportent principalement les choses sur lesquelles on doit statuer, & à ne point mettre de confusion dans les principes qui doivent gouverner les hommes.



C H A P I T R E II.

Des loix divines & des loix humaines.

ON ne doit point statuer par les loix divines ce qui doit l'être par les loix humaines, ni régler par les loix humaines ce qui doit l'être par les loix divines.

Ces deux sortes de loix different par leur origine, par leur objet, & par leur nature.

Tout le monde convient bien que les loix humaines sont d'une autre nature que les loix de la religion, & c'est un grand principe : mais ce principe lui-même est soumis à d'autres, qu'il faut chercher.

1°. La nature des loix humaines est d'être soumise à tous les accidens qui arrivent, & de varier à mesure que les volontés des hommes changent ; au contraire, la nature des loix de la religion est de ne varier jamais. Les loix humaines statuent sur le bien ; la religion sur le meilleur. Le bien peut avoir un autre

objet, parce qu'il y a plusieurs biens ; mais le meilleur n'est qu'un, il ne peut donc pas changer. On peut bien changer les loix, parce qu'elles ne sont censées qu'être bonnes : mais les institutions de la religion sont toujours supposées être les meilleures.

2°. Il y a des états où les loix ne font rien, ou ne font qu'une volonté capricieuse & transitoire du souverain. Si, dans ces états, les loix de la religion étoient de la nature des loix humaines, les loix de la religion ne seroient rien non plus : il est pourtant nécessaire à la société qu'il y ait quelque chose de fixe ; & c'est cette religion qui est quelque chose de fixe.

3°. La force principale de la religion vient de ce qu'on la croit ; la force des loix humaines vient de ce qu'on les craint. L'antiquité convient à la religion, parce que souvent nous croyons plus les choses à mesure qu'elles sont plus reculées : car nous n'avons pas dans la tête des idées accessoires tirées de ces temps-là, qui puissent les contredire. Les loix

298 DE L'ESPRIT DES LOIX,
humaines, au contraire, tirent avantage
de leur nouveauté, qui annonce une at-
tention particulière & actuelle du législa-
teur, pour les faire observer.

C H A P I T R E III.

*Des Loix civiles qui sont contraires à la
loi naturelle.*

SI un esclave, dit *Platon*, se défend
& tue un homme libre, il doit être traité
comme un parricide. Voilà une loi civile
qui punit la défense naturelle.

La loi qui, sous *Henri VIII*, con-
damnoit un homme sans que les témoins
lui eussent été confrontés, étoit contraire
à la défense naturelle : en effet, pour
qu'on puisse condamner, il faut bien que
les témoins sachent que l'homme contre
qui ils déposent, est celui que l'on ac-
cuse, & que celui-ci puisse dire, ce n'est
pas moi dont vous parlez.

La loi passée sous le même regne, qui
condamnoit toute fille qui, ayant eu un

mauvais commerce avec quelqu'un, ne le déclareroit point au roi, avant de l'épouser, violoit la défense de la pudeur naturelle : il est aussi déraisonnable d'exiger d'une fille qu'elle fasse cette déclaration, que de demander d'un homme qu'il ne cherche pas à défendre sa vie.

La loi d'*Henri II*, qui condamne à mort une fille dont l'enfant a péri, en cas qu'elle n'ait point déclaré au magistrat sa grossesse, n'est pas moins contraire à la défense naturelle. Il suffisoit de l'obliger d'en instruire une de ses plus proches parentes, qui veillât à la conservation de l'enfant.

Quel autre aveu pourroit-elle faire dans ce supplice de la pudeur naturelle ? L'éducation a augmenté en elle l'idée de la conservation de cette pudeur ; & à peine dans ces momens est-il resté en elle une idée de la perte de la vie.

On a beaucoup parlé d'une loi d'Angleterre, qui permettoit à une fille de sept ans de se choisir un mari. Cette loi étoit révoltante de deux manières : elle n'avoit aucun égard au temps de la ma-

pureté que la nature a donné à l'esprit, ni au temps de la maturité qu'elle a donné au corps.

Un pere pouvoit, chez les Romains, obliger sa fille à répudier son mari, quoiqu'il eût lui-même consenti au mariage. Mais il est contre la nature que le divorce soit mis entre les mains d'un tiers.

Si le divorce est conforme à la nature, il ne l'est que lorsque les deux parties, ou au moins une d'elles, y consentent; & lorsque ni l'une ni l'autre n'y consentent, c'est un monstre que le divorce. Enfin la faculté du divorce ne peut être donnée qu'à ceux qui ont les incommodités du mariage, & qui sentent le moment où ils ont intérêt de les faire cesser.



C H A P I T R E I V.

Continuation du même sujet.

GONDEBAUD, roi de Bourgogne, vouloit que si la femme ou le fils de celui qui avoit volé, ne révéloit pas le crime, ils fussent réduits en esclavage. Cette loi étoit contre la nature. Comment une femme pouvoit-elle être accusatrice de son mari? Comment un fils pouvoit-il être accusateur de son pere? Pour venger une action criminelle, il en ordonnoit une plus criminelle encore.

La loi de *Recessuinde* permettoit aux enfans de la femme adultere, ou à ceux de son mari, de l'accuser, & de mettre à la question les esclaves de la maison. Loi inique, qui, pour conserver les mœurs, renversoit la nature, d'où tirent leur origine les mœurs.

Nous voyons avec plaisir sur nos théâtres un jeune héros montrer autant d'horreur pour découvrir le crime de sa belle-

mere, qu'il en avoit eu pour le crime même; il ose à peine, dans sa surprise, accusé, jugé, condamné, proscrit & convert d'infamie, faire quelques réflexions sur le sang abominable dont *Phédre* est sortie: il abandonne ce qu'il a de plus cher, & l'objet le plus tendre, tout ce qui parle à son cœur, tout ce qui peut l'indigner, pour aller se livrer à la vengeance des dieux qu'il n'a point méritée. Ce sont les accens de la nature qui causent ce plaisir; c'est la plus douce de toutes les voix.

C H A P I T R E V.

Cas où l'on peut juger par les principes du droit civil, en modifiant les principes du droit naturel.

UNE loi d'Athenes obligeoit les enfans de nourrir leurs peres tombés dans l'indigence; elle exceptoit ceux qui étoient nés d'une courtisane, ceux dont le pere avoit exposé la pudicité par un trafic in-

sanne, ceux à qui il n'avoit point donné de métier pour gagner leur vie.

La loi confidéroit que, dans le premier cas, le pere se trouvant incertain, il avoit rendu précaire son obligation naturelle : que, dans le second, il avoit flétri la vie qu'il avoit donnée; & que le plus grand mal qu'il pût faire à ses enfans, il l'avoit fait, en les privant de leur caractère : que dans le troisieme, il leur avoit rendu insupportable une vie qu'ils trouvoient tant de difficulté à soutenir. La loi n'envisageoit plus le pere & le fils que comme deux citoyens, ne statuoit plus que sur des vues politiques & civiles; elle confidéroit que, dans une bonne république, il faut sur-tout des mœurs. Je crois bien que la loi de Solon étoit bonne dans les deux premiers cas, soit celui où la nature laisse ignorer au fils quel est son pere, soit celui où elle semble même lui ordonner de le méconnoître : mais on ne fauroit l'approuver dans le troisieme, où le pere n'avoit violé qu'un règlement civil.

C H A P I T R E VI.

Que l'ordre des successions dépend des principes du droit politique ou civil, & non pas des principes du droit naturel.

LA loi *Voconienne* ne permettoit point d'instituer une femme héritière, pas même sa fille unique. Il n'y eut jamais, dit *St. Augustin*, une loi plus injuste. Une formule de *Marcus* traite d'impie la coutume qui prive les filles de la succession de leurs peres. *Justinien* appelle barbare le droit de succéder des mâles, au préjudice des filles. Ces idées sont venues de ce que l'on a regardé le droit que les enfans ont de succéder à leurs peres, comme une conséquence de la loi naturelle; ce qui n'est pas.

La loi naturelle ordonne aux peres de nourrir leurs enfans, mais elle n'oblige pas de les faire héritiers. Le partage des biens, les loix sur ce partage, les suc-

cessions après la mort de celui qui a eu ce partage ; tout cela ne peut avoir été réglé que par la société, & par conséquent par des loix politiques ou civiles.

Il est vrai que l'ordre politique ou civil demande souvent que les enfans succèdent aux peres, mais il ne l'exige pas toujours.

Les loix de nos fiefs ont pu avoir des raisons que pour l'aîné des mâles, ou les plus proches parens par mâles, eussent tout, & que les filles n'eussent rien : & les loix des Lombards ont pu en avoir pour que les sœurs, les enfans naturels, les autres parens, & à leur défaut le fife, concourussent avec les filles.

Il fut réglé dans quelques dynasties de la Chine, que les freres de l'empereur lui succédoient, & que ses enfans ne lui succédoient pas. Si l'on vouloit que le prince eût une certaine expérience, si l'on craignoit les minorités, s'il falloit prévenir que des eunuques ne plaçassent successivement des enfans sur le trône, on put très-bien établir un pareil ordre de succession : & quand quelques écri-

vains ont traité ces freres d'usurpateurs, ils ont jugé sur des idées prises des loix de ces pays-ci.

Selon la coutume de Numidie, *Del-face*, frere de *Géia*, succéda au royaume, non pas *Massinisse* son fils. Et encore aujourd'hui, chez les Arabes de Barbarie, où chaque village a un chef, on choisit, selon cette ancienne coutume, l'oncle, ou quelqu'autre parent, pour succéder.

Il y a des monarchies purement électives; &, dès qu'il est clair que l'ordre des successions doit dériver des loix politiques ou civiles, c'est à elles à décider dans quel cas la raison veut que cette succession soit déferée aux enfans, & dans quel cas il faut la donner à d'autres.

Dans les pays où la polygamie est établie, le prince a beaucoup d'enfans; le nombre en est plus grand dans des pays que dans d'autres. Il y a des états où l'entretien des enfans du roi seroit impossible au peuple; on a pu y établir que les enfans du roi ne lui succédroient pas, mais ceux de sa sœur.

Un nombre prodigieux d'enfans exposeroit l'état à d'affreuses guerres civiles. L'ordre de succession qui donne la couronne aux enfans de la sœur, dont le nombre n'est pas plus grand que ne seroit celui des enfans d'un prince qui n'auroit qu'une seule femme, prévient ces inconvéniens.

Il y a des nations chez lesquelles des raisons d'état ou quelque maxime de religion ont demandé qu'une certaine famille fût toujours régnante : telle est aux Indes la jalousie de sa caste, & la crainte de n'en point descendre : on y a pensé que, pour avoir toujours des princes du sang royal, il falloit prendre les enfans de la sœur aînée du roi.

Maxime générale : nourrir ses enfans, est une obligation du droit naturel ; leur donner sa succession, est une obligation du droit civil ou politique. De-là dérivent les différentes dispositions sur les bâtards dans les différens pays du monde ; elles suivent les loix civiles ou politiques de chaque pays.

C H A P I T R E VII.

Qu'il ne faut point décider par les préceptes de la religion, lorsqu'il s'agit de ceux de la loi naturelle.

LES Abyssins ont un carême de cinquante jours très-rude, & qui les affoiblit tellement, que de long-temps ils ne peuvent agir : les Turcs ne manquent pas de les attaquer après leur carême. La religion devrait, en faveur de la défense naturelle, mettre des bornes à ces pratiques.

Le sabbat fut ordonné aux Juifs : mais ce fut une stupidité à cette nation de ne point se défendre, lorsque ses ennemis choisirent ce jour pour l'attaquer.

Cambyse, assiégeant Peluze, mit au premier rang un grand nombre d'animaux que les Egyptiens tenoient pour sacrés : les soldats de la garnison n'osèrent tirer. Qui ne voit que la défense naturelle est d'un ordre supérieur à tous les préceptes ?

C H A P I T R E V I I I.

Qu'il ne faut pas régler, par les principes du droit qu'on appelle canonique, les choses réglées par les principes du droit civil.

PAR le droit civil des Romains, celui qui enleve d'un lieu sacré une chose privée, n'est puni que du crime de vol : par le droit canonique, il est puni du crime de sacrilege. Le droit canonique fait attention au lieu, le droit civil à la chose. Mais n'avoir attention qu'au lieu, c'est ne réfléchir, ni sur la nature & la définition du vol, ni sur la nature & la définition du sacrilege.

Comme le mari peut demander la séparation à cause de l'infidélité de sa femme, la femme la demandoit autrefois à cause de l'infidélité du mari. Cet usage, contraire à la disposition des loix Romaines, s'étoit introduit dans les cours d'église, où l'on ne voyoit que les maxi-

mes du droit canonique ; & effectivement , à ne regarder le mariage que dans des idées purement spirituelles & dans le rapport aux choses de l'autre vie , la violation est la même. Mais les loix politiques & civiles de presque tous les peuples , ont avec raison distingué ces deux choses. Elles ont demandé des femmes un degré de retenue & de continence , qu'elles n'exigent point des hommes ; parce que la violation de la pudeur suppose dans les femmes un renoncement à toutes les vertus ; parce que la femme , en violant les loix du mariage , sort de l'état de sa dépendance naturelle ; parce que la nature a marqué l'infidélité des femmes par des signes certains ; outre que les enfans adultérins de la femme sont nécessairement au mari & à la charge du mari , au-lieu que les enfans adultérins du mari ne sont pas à la femme , ni à la charge de la femme.

C H A P I T R E IX.

Que les choses qui doivent être réglées par les principes du droit civil, peuvent rarement l'être par les principes des loix de la religion.

LES loix religieuses ont plus de subtilité, les loix civiles ont plus d'étendue.

Les loix de perfection tirées de la religion ont plus pour objet la bonté de l'homme qui les observe, que celle de la société dans laquelle elles sont observées : les loix civiles, au contraire, ont plus pour objet la bonté morale des hommes en général, que celle des individus.

Ainsi, quelque respectables que soient les idées qui naissent immédiatement de la religion, elles ne doivent pas toujours servir de principe aux loix civiles ; parce que celles-ci en ont une autre, qui est le bien général de la société.

Les Romains firent des réglemens pour conserver dans la république les mœurs des femmes ; c'étoient des institutions politiques. Lorsque la monarchie s'établit, ils firent là-dessus des loix civiles, & ils les firent sur les principes du gouvernement civil. Lorsque la religion Chrétienne eut pris naissance, les loix nouvelles que l'on fit eurent moins de rapport à la bonté générale des mœurs, qu'à la sainteté du mariage ; on considéra moins l'union des deux sexes dans l'état civil, que dans un état spirituel.

D'abord par la loi Romaine, un mari qui ramenoit sa femme dans sa maison après la condamnation d'adultère, fut puni comme complice de ses débauches. *Justinien*, dans un autre esprit, ordonna qu'il pourroit pendant deux ans l'aller reprendre dans le monastère.

Lorsqu'une femme qui avoit son mari à la guerre, n'entendoit plus parler de lui, elle pouvoit dans les premiers temps aisément se remarier, parce qu'elle avoit entre ses mains le pouvoir de faire divorce. La loi de *Constantin* voulut qu'elle attendit

attendoit quatre ans, après quoi elle pouvoit envoyer le libelle de divorce au chef; & si son mari revenoit, il ne pouvoit plus l'accuser d'adultere. Mais *Justinien* établit que, quelque temps qui se fût écoulé depuis le départ du mari, elle ne pouvoit se remarier, à moins que, par la déposition & le serment du chef, elle ne prouvât la mort de son mari: *Justinien* avoit en vue l'indissolubilité du mariage; mais on peut dire qu'il l'avoit trop en vue. Il demandoit une preuve positive, lorsqu'une preuve négative suffisoit; il exigeoit une chose très-difficile, de rendre compte de la destinée d'un homme éloigné & exposé à tant d'accidens; il présuinoit un crime, c'est-à-dire, la désertion du mari, lorsqu'il étoit si naturel de présumer sa mort. Il choquoit le bien public, en laissant une femme sans mariage; il choquoit l'intérêt particulier, en l'exposant à mille dangers.

La loi de *Justinien* qui mit, parmi les causes de divorce, le consentement du mari & de la femme d'entrer dans le

monastere , s'éloignoit entièrement des principes des loix civiles. Il est naturel que des causes de divorce tirent leur origine de certains empêchemens qu'on ne devoit pas prévoir avant le mariage : mais ce désir de garder la chasteté pouvoit être prévu , puisqu'il est en nous. Cette loi favorise l'inconstance , dans un état qui de sa nature est perpétuel ; elle choque le principe fondamental du divorce , qui ne souffre la dissolution d'un mariage que dans l'espérance d'un autre ; enfin , à suivre même les idées religieuses , elle ne fait que donner des victimes à Dieu sans sacrifice.

C H A P I T R E X.

Dans quel cas il faut suivre la loi civile qui permet , & non pas la loi de la religion qui défend.

LORSQU'UNE religion qui défend la polygamie , s'introduit dans un pays où elle est permise , on ne croit pas , à ne

parler que politiquement, que la loi du pays doive souffrir qu'un homme qui a plusieurs femmes embrasse cette religion; à moins que le magistrat ou le mari ne les dédommagent, en leur rendant de quelque maniere leur état civil. Sans cela, leur condition seroit déplorable; elles n'auroient fait qu'obéir aux loix, & elles se trouveroient privées des plus grands avantages de la société.

CHAPITRE XI.

Qu'il ne faut point régler les tribunaux humains par les maximes des tribunaux qui regardent l'autre vie.

LE tribunal de l'inquisition, formé par les moines Chrétiens, sur l'idée du tribunal de la pénitence, est contraire à toute bonne police. Il a trouvé par-tout un soulèvement général; & il auroit cédé aux contradictions, si ceux qui vouloient l'établir n'avoient tiré avantage de ces contradictions mêmes.

Ce tribunal est insupportable dans tous les gouvernemens. Dans la monarchie, il ne peut faire que des délateurs & des traîtres ; dans les républiques, il ne peut former que des mal-honnêtes gens ; dans l'état despotique, il est destructeur comme lui.

C H A P I T R E XII.

Continuation du même sujet.

C'EST un des abus de ce tribunal, que de deux personnes qui y font accusées du même crime, celle qui nie est condamnée à la mort, & celle qui avoue évite le supplice. Ceci est tiré des idées monastiques, où celui qui nie paroît être dans l'impénitence & damné, & celui qui avoue semble être dans le repentir & sauvé. Mais une pareille distinction ne peut concerner les tribunaux humains : la justice humaine, qui ne voit que les actions, n'a qu'un pacte avec les hommes, qui est celui de l'in-

nocence ; la justice divine , qui voit les pensées , en a deux , celui de l'innocence & celui du repentir.

C H A P I T R E XIII.

Dans quel cas il faut suivre , à l'égard des mariages , les loix de la religion , & dans quel cas il faut suivre les loix civiles.

IL est arrivé , dans tous les pays & dans tous les temps , que la religion s'est mêlée des mariages. Dès que de certaines choses ont été regardées comme impures ou illicites , & que cependant elles étoient nécessaires , il a bien fallu y appeler la religion , pour les légitimer dans un cas & les réprouver dans les autres.

D'un autre côté , les mariages étant , de toutes les actions humaines , celle qui intéresse le plus la société , il a bien fallu qu'ils fussent réglés par les loix civiles.

Tout ce qui regarde le caractère du mariage, sa forme, la manière de le contracter, la fécondité qu'il procure, qui a fait comprendre à tous les peuples qu'il étoit l'objet d'une bénédiction particulière, qui n'y étant pas toujours attachée, dépendoit de certaines grâces supérieures, tout cela est du ressort de la religion.

Les conséquences de cette union par rapport aux biens, les avantages réciproques, tout ce qui a du rapport à la famille nouvelle, à celle dont elle est sortie, à celle qui doit naître; tout cela regarde les loix civiles.

Comme un des grands objets de mariage est d'ôter toutes les incertitudes des conjonctions illégitimes, la religion y imprime son caractère, & les loix civiles y joignent le leur, afin qu'il ait toute l'authenticité possible. Ainsi, outre les conditions que demande la religion pour que le mariage soit valide, les loix civiles en peuvent encore exiger d'autres.

Ce qui fait que les loix civiles ont

ce pouvoir, c'est que ce sont des caractères ajoutés, & non pas des caractères contradictoires. La loi de la religion veut de certaines cérémonies, & les loix civiles veulent le contentement des peres; elles demandent en cela quelque chose de plus, mais elles ne demandent rien qui soit contraire.

Il suit de-là que c'est à la loi de la religion à décider si le lien sera indissoluble, ou non: car si les loix de la religion avoient établi le lien indissoluble, & que les loix civiles eussent réglé qu'il se peut rompre, ce seroient deux choses contradictoires.

Quelquefois les caractères imprimés au mariage par les loix civiles, ne sont pas d'une absolue nécessité; tels sont ceux qui sont établis par les loix qui, au-lieu de casser le mariage, se sont contentées de punir ceux qui le contractoient.

Chez les Romains, les loix *Pappiennes* déclarerent injustes les mariages qu'elles prohiboient, & les soumirent seulement à des peines; & le sénatus-consulte rendu sur le discours de l'empereur *Marc-An-*

320 DE L'ESPRIT DES LOIX,
romain, les déclara nuls; il n'y eut plus
de mariage, de femme, de dot, de mari.
La loi civile se détermine selon les cir-
constances : quelquefois elle est plus at-
tentive à réparer le mal, quelquefois à le
prévenir.

C H A P I T R E X I V.

*Dans quels cas, dans les mariages entre
parens, il faut se régler par les loix
de la nature; dans quels cas on doit
se régler par les loix civiles.*

EN fait de prohibition de mariage en-
tre parens, c'est une chose très-délicate
de bien poser le point auquel les loix
de la nature s'arrêtent, & où les loix
civiles commencent. Pour cela, il faut
établir des principes.

Le mariage du fils avec la mere con-
fond l'état des choses : le fils doit un
respect sans bornes à sa mere, la femme
doit un respect sans bornes à son mari ;
le mariage d'une mere avec son fils ren-

verferoit dans l'un & dans l'autre leur état naturel.

Il y a plus : la nature a avancé dans les femmes le temps où elles peuvent avoir des enfans ; elle l'a reculé dans les hommes ; & par la même raison, la femme cesse plutôt d'avoir cette faculté, & l'homme plus tard. Si le mariage entre la mere & le fils étoit permis, il arriveroit presque toujours que, lorsque le mari seroit capable d'entrer dans les vues de la nature, la femme n'y seroit plus.

Le mariage entre le pere & la fille répugne à la nature, comme le précédent ; mais il répugne moins, parce qu'il n'a point ces deux obstacles. Aussi les Tartares, qui peuvent épouser leurs filles, n'épousent-ils jamais leurs meres, comme nous le voyons dans les relations.

Il a toujours été naturel aux peres de veiller sur la pudeur de leurs enfans. Chargés du soin de les établir, ils ont dû leur conserver & le corps le plus parfait, & l'ame la moins corrompue,

tout ce qui peut mieux inspirer des desirs, & tout ce qui est le plus propre à donner de la tendresse. Des peres, toujours occupés à conserver les mœurs de leurs enfans, ont dû avoir un éloignement naturel pour tout ce qui pourroit les corrompre. Le mariage n'est point une corruption, dira-t-on : mais avant le mariage, il faut parler, il faut se faire aimer, il faut séduire ; c'est cette séduction qui a dû faire horreur.

Il a donc fallu une barriere insurmontable entre ceux qui devoient donner l'éducation, & ceux qui devoient la recevoir ; & éviter toute sorte de corruption, même pour cause légitime. Pourquoi les peres privent-ils si soigneusement ceux qui doivent épouser leurs filles, de leur compagnie & de leur familiarité ?

L'horreur pour l'inceste du frere avec la sœur a dû partir de la même source. Il suffit que les peres & les meres aient voulu conserver les mœurs de leurs enfans & leurs maisons pures, pour avoir inspiré à leurs enfans de l'horreur pour

tout ce qui pouvoit les porter à l'union des deux sexes.

La prohibition du mariage entre cousins germains a la même origine. Dans les premiers temps, c'est-à-dire dans les temps saints, dans les âges où le luxe n'étoit point connu, tous les enfans restoient dans la maison, & s'y établissoient : c'est qu'il ne falloit qu'une maison très-petite pour une grande famille. Les enfans des deux freres, ou les cousins germains, étoient regardés & se regardoient entr'eux comme freres. L'éloignement qui étoit entre les freres & les sœurs pour le mariage étoit donc aussi entre les cousins germains.

Ces causes sont si fortes & si naturelles, qu'elles ont agi presque par toute la terre, indépendamment d'aucune communication. Ce ne sont point les Romains qui ont appris aux habitans de Formose, que le mariage avec leurs parens au quatrième degré étoit incestueux; ce ne sont point les Romains qui l'ont dit aux Arabes; ils ne l'ont point enseigné aux Maldives.

Que si quelques peuples n'ont point rejetté les mariages entre les peres & les enfans , les sœurs & les freres , on a vu , dans le livre premier , que les êtres intelligens ne suivent pas toujours leurs loix. Qui le diroit ! des idées religieuses ont souvent fait tomber les hommes dans ces égaremens. Si les Assyriens , si les Perfes ont épousé leurs meres , les premiers l'ont fait par un respect religieux pour *Sémiramis* ; & les seconds , parce que la religion de *Zoroastre* donnoit la préférence à ces mariages. Si les Egyptiens ont épousé leurs sœurs , ce fut encore un délire de la religion Egyptienne , qui consacra ces mariages en l'honneur d'*Isis*. Comme l'esprit de la religion est de nous porter à faire avec effort des choses grandes & difficiles , il ne faut pas juger qu'une chose soit naturelle , parce qu'une religion fautive l'a consacrée.

Le principe que les mariages entre les peres & les enfans , les freres & les sœurs , sont défendus pour la conservation de la pudeur naturelle dans la mai-
son

son, servira à nous faire découvrir quels sont les mariages défendus par la loi naturelle, & ceux qui ne peuvent l'être que par la loi civile.

Comme les enfans habitent, ou sont censés habiter dans la maison de leur pere, & par conséquent le beau-fils avec la belle-mere, le beau-pere avec la belle-fille ou avec la fille de sa femme; le mariage entr'eux est défendu par la loi de la nature. Dans ce cas, l'image a le même effet que la réalité, parce qu'elle a la même cause : la loi civile ne peut ni ne doit permettre ces mariages.

Il y a des peuples chez lesquels, comme j'ai dit, les cousins germains sont regardés comme freres, parce qu'ils habitent ordinairement dans la même maison; il y en a où on ne connoît guere cet usage. Chez ces peuples, le mariage entre cousins germains doit être regardé comme contraire à la nature; chez les autres, non.

Mais les loix de la nature ne peuvent être des loix locales. Ainsi, quand ces mariages sont défendus ou permis, ils

font, selon les circonstances, permis ou défendus par une loi civile.

Il n'est point d'un usage nécessaire que le beau-frere & la belle-sœur habitent dans la même maison. Le mariage n'est donc point défendu entr'eux pour conserver la pudicité dans la maison ; & la loi qui le permet ou le défend, n'est point la loi de la nature, mais une loi civile, qui se regle sur les circonstances, & dépend des usages de chaque pays : ce font des cas, où les loix dépendent des mœurs & des manieres.

Les loix civiles défendent les mariages, lorsque, par les usages reçus dans un certain pays, ils se trouvent être dans les mêmes circonstances que ceux qui sont défendus par les loix de la nature ; & elles les permettent lorsque les mariages ne se trouvent point dans ce cas. La défense des loix de la nature est invariable, parce qu'elle dépend d'une chose invariable ; le pere, la mere & les enfans habitant nécessairement dans la maison. Mais les défenses des loix civiles sont accidentelles, parce qu'elles dé-

pendent d'une circonstance accidentelle ; les cousins germains & autres habitant accidentellement dans la maison.

Cela explique comment les loix de *Moïse* , celles des Egyptiens & de plusieurs autres peuples , permettent le mariage entre le beau-frere & la belle-sœur , pendant que ces mêmes mariages sont défendus chez d'autres nations.

Aux Indes , on a une raison bien naturelle d'admettre ces fortes de mariages. L'oncle y est regardé comme pere , & il est obligé d'entretenir & d'établir ses neveux , comme si c'étoient ses propres enfans : ceci vient du caractère de ce peuple , qui est bon & plein d'humanité. Cette loi ou cet usage en a produit un autre : si un mari a perdu sa femme , il ne manque pas d'en épouser la sœur : & cela est très-naturel ; car la nouvelle épouse devient la mere des enfans de sa sœur , & il n'y a point d'injuste marâtre.

C H A P I T R E X V.

Qu'il ne faut point régler par les principes du droit politique , les choses qui dépendent des principes du droit civil.

C O M M E les hommes ont renoncé à leur indépendance naturelle , pour vivre sous des loix politiques , ils ont renoncé à la communauté naturelle des biens , pour vivre sous des loix civiles.

Ces premières loix leur acquièrent la liberté ; les secondes , la propriété. Il ne faut pas décider par les loix de la liberté , qui , comme nous avons dit , n'est que l'empire de la cité , ce qui ne doit être décidé que par les loix qui concernent la propriété. C'est un paralogisme de dire que le bien particulier doit céder au bien public : cela n'a lieu que dans les cas où il s'agit de l'empire de la cité , c'est-à-dire , de la liberté du citoyen : cela n'a pas lieu dans ceux où il est question de la propriété des biens , parce

que le bien public est toujours que chacun conserve invariablement la propriété que lui donnent les loix civiles.

Cicéron soutenoit que les loix agraires étoient funestes, parce que la cité n'étoit établie que pour que chacun conservât ses biens.

Posons donc pour maxime, que lorsqu'il s'agit du bien public, le bien public n'est jamais que l'on prive un particulier de son bien, ou même qu'on lui en retranche la moindre partie par une loi ou un règlement politique. Dans ce cas, il faut suivre à la rigueur la loi civile, qui est le *palladium* de la propriété.

Ainsi, lorsque le public a besoin du fonds d'un particulier, il ne faut jamais agir par la rigueur de la loi politique : mais c'est là que doit triompher la loi civile, qui, avec des yeux de mere, regarde chaque particulier comme toute la cité même.

Si le magistrat politique veut faire quelque édifice public, quelque nouveau chemin, il faut qu'il indemnise; le public est à cet égard, comme un particulier

qui traite avec un particulier. C'est bien assez qu'il puisse contraindre un citoyen de lui vendre son héritage, & qu'il lui ôte ce grand privilège qu'il tient de la loi civile, de ne pouvoir être forcé d'aliéner son bien.

Après que les peuples qui détruisirent les Romains eurent abusé de leurs conquêtes même, l'esprit de liberté les rappella à celui d'équité; les droits les plus barbares, ils les exercèrent avec modération: & si l'on en doutoit, il n'y auroit qu'à lire l'admirable ouvrage de *Beaumanoir*, qui écrivoit sur la jurisprudence dans le douzième siècle.

On raccommodoit de son temps les grands chemins, comme on fait aujourd'hui. Il dit que, quand un grand chemin ne pouvoit être rétabli, on en faisoit un autre le plus près de l'ancien qu'il étoit possible; mais qu'on dédommageoit les propriétaires aux frais de ceux qui tiroient quelque avantage du chemin. On se déterminoit pour lors par la loi civile; on s'est déterminé de nos jours par la loi politique.

C H A P I T R E X V I.

Qu'il ne faut point décider par les regles du droit civil, quand il s'agit de décider par celles du droit politique.

O N verra le fond de toutes les questions, si l'on ne confond point les regles qui dérivent de la propriété de la cité, avec celles qui naissent de la liberté de la cité.

Le domaine d'un état est-il aliénable, ou ne l'est-il pas? Cette question doit être décidée par la loi politique, & non pas par la loi civile. Elle ne doit pas être décidée par la loi civile, parce qu'il est aussi nécessaire qu'il y ait un domaine pour faire subsister l'état, qu'il est nécessaire qu'il y ait dans l'état des loix civiles qui régulent la disposition des biens.

Si donc on aliène le domaine, l'état sera forcé de faire un nouveau fonds pour un autre domaine. Mais cet expédient renverse encore le gouvernement

politique, parce que, par la nature de la chose, à chaque domaine qu'on établira, le sujet paiera toujours plus, & le souverain retirera toujours moins : en un mot, le domaine est nécessaire, & l'aliénation ne l'est pas.

L'ordre de succession est fondé dans les monarchies sur le bien de l'état, qui demande que cet ordre soit fixé, pour éviter les malheurs que j'ai dit devoir arriver dans le despotisme, où tout est incertain, parce que tout y est arbitraire.

Ce n'est pas pour la famille régnante que l'ordre de succession est établi, mais parce qu'il est de l'intérêt de l'état qu'il y ait une famille régnante. La loi qui règle la succession des particuliers, est une loi civile, qui a pour objet l'intérêt des particuliers; celle qui règle la succession à la monarchie, est une loi politique, qui a pour objet le bien & la conservation de l'état.

Il suit de là que, lorsque la loi politique a établi dans un état un ordre de succession, & que cet ordre vient à finir, il est absurde de réclamer la succession

en vertu de la loi civile de quelque peuple que ce soit. Une société particulière ne fait point de loix pour une autre société. Les loix civiles des Romains ne sont pas plus applicables que toutes autres loix civiles ; ils ne les ont point employées eux-mêmes, lorsqu'ils ont jugé les rois : & les maximes par lesquelles ils ont jugé les rois, sont si abominables, qu'il ne faut point les faire revivre.

Il suit encore de là que, lorsque la loi politique a fait renoncer quelque famille à la succession, il est absurde de vouloir employer les restitutions tirées de la loi civile. Les restitutions sont dans la loi, & peuvent être bonnes contre ceux qui vivent dans la loi : mais elles ne sont pas bonnes pour ceux qui ont été établis pour la loi, & qui vivent pour la loi.

Il est ridicule de prétendre décider des droits des royaumes, des nations & de l'univers, par les mêmes maximes sur lesquelles on décide entre particuliers d'un droit pour une gouttière, pour me servir de l'expression de *Cicéron*.

C H A P I T R E XVII.

Continuation du même sujet.

L'OSTRACISME doit être examiné par les regles de la loi politique, & non par les regles de la loi civile : & , bien loin que cet usage puisse flétrir le gouvernement populaire , il est au contraire très-propre à en prouver la douceur : & nous aurions senti cela , si l'exil parmi nous étant toujours une peine , nous avions pu séparer l'idée de l'ostracisme d'avec celle de la punition.

Aristote nous dit, qu'il est convenu de tout le monde que cette pratique a quelque chose d'humain & de populaire. Si dans les temps & dans les lieux où l'on exerçoit ce jugement, on ne le trouvoit point odieux ; est-ce à nous , qui voyons les choses de si loin , de penser autrement que les accusateurs , les juges & l'accusé même ?

Et si l'on fait attention que ce juge-

ment du peuple combloit de gloire celui contre qui il étoit rendu ; que lorsqu'on en eut abusé à Athenes contre un homme sans mérite , on cessa dans ce moment de l'employer ; on verra bien qu'on en a pris une fausse idée , & que c'étoit une loi admirable que celle qui prévenoit les mauvais effets que pouvoit produire la gloire d'un citoyen , en le comblant d'une nouvelle gloire.

C H A P I T R E XVIII.

Qu'il faut examiner si les loix qui paroissent se contredire , sont du même ordre.

A ROME il fut permis au mari de prêter sa femme à un autre. *Plutarque* nous le dit formellement : on fait que *Caton* prêta sa femme à *Hortensius* , & *Caton* n'étoit point homme à violer les loix de son pays.

D'un autre côté , un mari qui souffroit les débauches de sa femme , qui ne la mettoit pas en jugement ou qui la re-

prenoit après la condamnation , étoit puni. Ces loix paroissent se contredire , & ne se contredifent point. La loi qui permettoit à un Romain de prêter sa femme , est visiblement une institution Lacédémonienne , établie pour donner à la république des enfans d'une bonne espèce , si j'ose me servir de ce terme : l'autre avoit pour objet de conserver les mœurs. La première étoit une loi politique , la seconde une loi civile.

CHAPITRE XIX.

Qu'il ne faut pas décider par les loix civiles les choses qui doivent l'être par les loix domestiques.

LA loi des Wisigoths vouloit que les esclaves fussent obligés de lier l'homme & la femme qu'ils surprénoient en adultère , & de les présenter au mari & au juge : loi terrible , qui mettoit entre les mains de ces personnes viles le soin de

la

la vengeance publique , domestique & particuliere !

Cette loi ne feroit bonne que dans les sérails d'Orient , où l'esclave , qui est chargé de la clôtüre , a prévarié fitôt qu'on prévarique. Il arrête les criminels , moins pour les faire juger , que pour se faire juger lui-même , & obtenir que l'on cherche dans les circonstances de l'action , si l'on peut perdre le soupçon de sa négligence.

Mais dans les pays où les femmes ne sont point gardées , il est insensé que la loi civile les soumette , elles qui gouvernent la maison , à l'inquisition de leurs esclaves.

Cette inquisition pourroit être , tout au plus , dans de certains cas , une loi particuliere domestique , & jamais une loi civile.



C H A P I T R E XX.

Qu'il ne faut pas décider par les principes des loix civiles, les choses qui appartiennent au droit des gens.

LA liberté consiste principalement à ne pouvoir être forcé à faire une chose que la loi n'ordonne pas ; & on n'est dans cet état que parce qu'on est gouverné par des loix civiles : nous sommes donc libres, parce que nous vivons sous des loix civiles.

Il suit de là que les princes qui ne vivent point entr'eux sous des loix civiles, ne sont point libres, ils sont gouvernés par la force ; ils peuvent continuellement forcer ou être forcés. De-là il suit que les traités qu'ils ont faits par force, sont aussi obligatoires que ceux qu'ils auroient faits de bon gré. Quand nous, qui vivons sous des loix civiles, sommes contraints à faire quelque contrat que la loi n'exige pas, nous pou-

vons , à la faveur de la loi , revenir contre la violence ; mais un prince , qui est toujours dans cet état dans lequel il force ou il est forcé , ne peut pas se plaindre d'un traité qu'on lui a fait faire par violence. C'est comme s'il se plaignoit de son état naturel : c'est comme s'il vouloit être prince à l'égard des autres princes , & que les autres princes fussent citoyens à son égard ; c'est-à-dire , choquer la nature des choses.

CHAPITRE XXI.

Qu'il ne faut pas décider par les loix politiques, les choses qui appartiennent au droit des gens.

LES loix politiques demandent que tout homme soit soumis aux tribunaux criminels & civils du pays où il est , & à l'animadversion du souverain.

Le droit des gens a voulu que les princes s'envoyassent des ambassadeurs , & la raison tirée de la nature de la

chose, n'a pas permis que ces ambassadeurs dépendissent du souverain chez qui ils sont envoyés, ni de ses tribunaux. Ils font la parole du prince qui les envoie, & cette parole doit être libre : aucun obstacle ne doit les empêcher d'agir : ils peuvent souvent déplaire, parce qu'ils parlent pour un homme indépendant : on pourroit leur imputer des crimes, s'ils pouvoient être punis pour des crimes ; on pourroit leur supposer des dettes, s'ils pouvoient être arrêtés pour des dettes : un prince qui a une fierté naturelle, parleroit par la bouche d'un homme qui auroit tout à craindre. Il faut donc suivre, à l'égard des ambassadeurs, les raisons tirées du droit des gens, & non pas celles qui dérivent du droit politique. Que s'ils abusent de leur être représentatif, on le fait cesser, en les renvoyant chez eux : on peut même les accuser devant leur maître, qui devient par-là leur juge ou leur complice.

C H A P I T R E XXII.

Malheureux sort de l'Inca ATHUALPA.

LES principes que nous venons d'établir, furent cruellement violés par les Espagnols. L'Inca *Athualpa* ne pouvoit être jugé que par le droit des gens ; ils le jugerent par des loix politiques & civiles ; ils l'accuferent d'avoir fait mourir quelques-uns de ses sujets, d'avoir eu plusieurs femmes, &c. Et le comble de la stupidité fut, qu'ils ne le condamnerent pas par les loix politiques & civiles de son pays, mais par les loix politiques & civiles du leur.



C H A P I T R E XXIII.

Que lorsque, par quelque circonstance, la loi politique détruit l'état, il faut décider par la loi politique qui le conserve, qui devient quelquefois un droit des gens.

QUAND la loi politique, qui a établi dans l'état un certain ordre de succession, devient destructrice du corps politique pour lequel elle a été faite, il ne faut pas douter qu'une autre loi politique ne puisse changer cet ordre; &, bien loin que cette même loi soit opposée à la première, elle y sera dans le fond entièrement conforme, puisqu'elles dépendront toutes deux de ce principe :
LE SALUT DU PEUPLE EST LA SUPREME LOI.

J'ai dit qu'un grand état devenu accessoire d'un autre s'affoiblissoit, & même affoiblissoit le principal. On fait que l'état a intérêt d'avoir son chef chez lui, que

les revenus soient bien administrés, que la monnoie ne sorte point pour enrichir un autre pays. Il est important que celui qui doit gouverner ne soit point imbu de maximes étrangères; elles conviennent moins que celles qui sont déjà établies : d'ailleurs les hommes tiennent prodigieusement à leurs loix & à leurs coutumes; elles font la félicité de chaque nation; il est rare qu'on les change sans de grandes secousses & une grande effusion de sang, comme les histoires de tous les pays le font voir.

Il suit de-là que si un grand état a pour héritier le possesseur d'un grand état, le premier peut fort bien l'exclure, parce qu'il est utile à tous les deux états que l'ordre de la succession soit changé. Ainsi la loi de Russie, faite au commencement du regne d'*Elisabeth*, exclut-elle très-prudemment tout héritier qui posséderoit une autre monarchie : ainsi la loi de Portugal rejette-t-elle tout étranger qui seroit appelé à la couronne par le droit du sang.

Que si une nation peut exclure, elle a

à plus forte raison le droit de faire renoncer. Si elle craint qu'un certain mariage n'ait des suites qui puissent lui faire perdre son indépendance ou la jeter dans un partage , elle pourra fort bien faire renoncer les contractans , & ceux qui naîtront d'eux , à tous les droits qu'ils auroient sur elle ; & celui qui renonce , & ceux contre qui on renonce , pourront d'autant moins se plaindre , que l'état auroit pu faire une loi pour les exclure.

C H A P I T R E XXIV.

Que les réglemens de police sont d'un autre ordre que les autres loix civiles.

IL y a des criminels que le magistrat punit , il y en a d'autres qu'il corrige ; les premiers sont soumis à la puissance de la loi ; les autres à son autorité ; ceux-là sont retranchés de la société ; on oblige ceux-ci de vivre selon les règles de la société.

Dans l'exercice de la police, c'est plutôt le magistrat qui punit, que la loi : dans les jugemens des crimes, c'est plutôt la loi qui punit, que le magistrat. Les matieres de police sont des choses de chaque instant, & où il ne s'agit ordinairement que de peu : il ne faut donc guere de formalités. Les actions de la police sont promptes, & elle s'exerce sur des choses qui reviennent tous les jours : les grandes punitions n'y sont donc pas propres. Elle s'occupe perpétuellement de détails : les grands exemples ne sont donc point faits pour elle. Elle a plutôt des réglemens que des loix. Les gens qui relevent d'elle sont sans cesse sous les yeux du magistrat ; c'est donc la faute du magistrat, s'ils tombent dans des excès. Ainsi il ne faut pas confondre les grandes violations des loix avec la violation de la simple police : ces choses sont d'un ordre différent.

De-là il suit qu'on ne s'est point conformé à la nature des choses dans cette république d'Italie où le port des armes à feu est puni comme un crime capital,

& où il n'est pas plus fatal d'en faire un mauvais usage que de les porter.

Il fuit encore que l'action tant louée de cet empereur , qui fit empaler un boulanger qu'il avoit surpris en fraude , est une action de sultan , qui ne fait être juste qu'en outrant la justice même.

C H A P I T R E XXV.

Qu'il ne faut pas suivre les dispositions générales du droit civil, lorsqu'il s'agit de choses qui doivent être soumises à des regles particulieres tirées de leur propre nature.

EST-CE une bonne loi , que toutes les obligations civiles passées dans le cours d'un voyage entre les matelots dans un navire , soient nulles ? *François Pyrard* nous dit que de son temps elle n'étoit point observée par les Portugais , mais qu'elle l'étoit par les François. Des gens qui ne sont ensemble que pour peu de temps , qui n'ont aucuns besoins ,

puisque le prince y pourvoit, qui ne peuvent avoir qu'un objet qui est celui de leur voyage, qui ne sont plus dans la société, mais citoyens du navire, ne doivent point contracter de ces obligations qui n'ont été introduites que pour soutenir les charges de la société civile.

C'est dans ce même esprit que la loi des Rhodiens, faite pour un temps, où l'on suivoit toujours les côtes, vouloit que ceux qui, pendant la tempête, restoient dans le vaisseau, eussent le navire & la charge; & que ceux qui l'avoient quitté, n'eussent rien.





L I V R E XXVII.

C H A P I T R E U N I Q U E.

*De l'origine & des révolutions des loix
des Romains sur les successions.*

CETTE matiere tient à des établissemens d'une antiquité très-reculée ; & pour la pénétrer à fond, qu'il me soit permis de chercher dans les premières loix des Romains ce que je ne sache pas que l'on y ait vu, jusqu'ici.

On fait que Romulus partagea les terres de son petit état à ses citoyens ; il me semble que c'est de-là que dérivent les loix de Rome sur les successions.

La loi de la division des terres demanda que les biens d'une famille ne passassent pas dans une autre : de-là il suivit qu'il n'y eut que deux ordres d'héritiers établis par la loi ; les enfans &
tous

tous les descendans qui vivoient sous la puissance du pere , qu'on appelloit héritiers-fiens , & à leur défaut ; les plus proches parens par mâles , qu'on appella agnats.

Il suivit encore que les parens par femmes , qu'on appella cognats , ne devoient point succéder , ils auroient transporté les biens dans une autre famille ; & cela fut ainsi établi.

Il suivit encore de-là que les enfans ne devoient point succéder à leur mere , ni la mere à ses enfans ; cela auroit porté les biens d'une famille dans une autre. Aussi les voit-on exclus dans la loi des douze tables ; elle n'appelloit à la succession que les agnats , & le fils & la mere ne l'étoient pas entr'eux.

Mais il étoit indifférent que l'héritier-fien , ou à son défaut , le plus proche agnat , fût mâle lui-même ou femelle ; parce que les parens du côté maternel ne succédant point , quoiqu'une femme héritiere se mariât , les biens rentroient toujours dans la famille dont ils étoient sortis. C'est pour cela que l'on ne distin-

quoit point dans la loi des douze tables, si la personne qui succédoit étoit mâle ou femelle.

Cela fit que, quoique les petits-enfans par le fils succédaissent au grand-pere, les petits-enfans par la fille ne lui succéderent point : car, pour que les biens ne passassent pas dans une autre famille, les agnats leur étoient préférés. Ainsi la fille succéda à son pere, & non pas ses enfans.

Ainsi, chez les premiers Romains, les femmes succédoient, lorsque cela s'accordoit avec la loi de la division des terres; & elles ne succédoient point, lorsque cela pouvoit la choquer.

Telles furent les loix des successions chez les premiers Romains; & comme elles étoient une dépendance naturelle de la constitution, & qu'elles dériwoient du partage des terres, on voit bien qu'elles n'eurent pas une origine étrangere, & ne furent point du nombre de celles que rapportèrent les députés que l'on envoya dans les villes Grecques.

Denys d'Halicarnasse nous dit que

Servius Tullius, trouvant les loix de *Romulus* & de *Numa*, sur le partage des terres abolies, il les rétablit, & en fit de nouvelles pour donner aux anciennes un nouveau poids. Ainsi on ne peut douter que les loix dont nous venons de parler, faites en conséquence de ce partage, ne soient l'ouvrage de ces trois législateurs de Rome.

L'ordre de succession ayant été établi en conséquence d'une loi politique, un citoyen ne devoit pas le troubler par une volonté particulière ; c'est-à-dire que, dans les premiers temps de Rome, il ne devoit pas être permis de faire un testament. Cependant il eût été dur qu'on eût été privé dans ses derniers momens, du commerce des bienfaits.

On trouva un moyen de concilier à cet égard les loix avec la volonté des particuliers. Il fut permis de disposer de ses biens dans une assemblée du peuple ; & chaque testament fut en quelque façon un acte de la puissance législative.

La loi des douze tables permit à celui qui faisoit son testament, de choisir pour

son héritier le citoyen qu'il vouloit. La raison qui fit que les loix Romaines restreignirent si fort le nombre de ceux qui pouvoient succéder *ab intestat*, fut la loi du partage des terres; & la raison pourquoi elles étendirent si fort la faculté de tester, fut que le pere pouvant vendre ses enfans, il pouvoit à plus forte raison les priver de ses biens. C'étoient donc des effets différens, puisqu'ils couloient des principes divers, & c'est l'esprit des loix Romaines à cet égard.

Les anciennes loix d'Athenes ne permirent point au citoyen de faire de testament. *Solon* le permit, excepté à ceux qui avoient des enfans: & les législateurs de Rome, pénétrés de l'idée de la puissance paternelle, permirent de tester au préjudice même des enfans. Il faut avouer que les anciennes loix d'Athenes furent plus conséquentes que les loix de Rome. La permission indéfinie de tester, accordée chez les Romains, ruina peu à peu la disposition politique sur le partage des terres; elle introduisit, plus que toute

autre chose , la funeste différence entre les richesses & la pauvreté ; plusieurs partages furent assemblés sur une même tête ; des citoyens eurent trop , une infinité d'autres n'eurent rien. Aussi le peuple , continuellement privé de son partage , demanda-t-il sans cesse une nouvelle distribution des terres. Il la demanda dans le temps où la frugalité , la parcimonie & la pauvreté faisoient le caractère distinctif des Romains , comme dans les temps où leur luxe fut porté à l'excès.

Les testamens étant proprement une loi faite dans l'assemblée du peuple , ceux qui étoient à l'armée se trouvoient privés de la faculté de tester. Le peuple donna aux soldats le pouvoir de faire devant quelques-uns de leurs compagnons , les dispositions qu'ils auroient faites devant lui.

Les grandes assemblées du peuple ne se faisoient que deux fois l'an ; d'ailleurs le peuple s'étoit augmenté & les affaires aussi ; on jugea qu'il convenoit de permettre à tous les citoyens de faire

leur testament devant quelques citoyens Romains puberes , qui représentassent le corps du peuple ; on prit cinq citoyens , devant lesquels l'héritier achetoit du testateur sa famille , c'est-à-dire , son hérité ; un autre citoyen portoit une balance pour en peser le prix ; car les Romains n'avoient point encore de monnoie.

Il y a apparence que ces cinq citoyens représentoient les cinq classes du peuple ; & qu'on ne comptoit pas la sixieme , composée de gens qui n'avoient rien.

Il ne faut pas dire , avec *Justinien* , que ces ventes étoient imaginaires : elles le devinrent ; mais au commencement elles ne l'étoient pas. La plupart des loix qui réglèrent dans la suite les testamens , tirent leur origine de la réalité de ces ventes ; on en trouve bien la preuve dans les Fragmens d'Ulpien. Le sourd , le muet , le prodigue , ne pouvoient faire de testament ; le sourd , parce qu'il ne pouvoit pas entendre les paroles de l'acheteur de la famille ; le

muet, parce qu'il ne pouvoit pas prononcer les termes de la nomination : le prodigue, parce que toute gestion d'affaires lui étant interdite, il ne pouvoit pas vendre sa famille. Je passe les autres exemples.

Les testamens se faisant dans l'assemblée du peuple, ils étoient plutôt des actes du droit politique que du droit civil, du droit public plutôt que du droit privé : de-là il suivit que le pere ne pouvoit permettre à son fils qui étoit en sa puissance, de faire un testament.

Chez la plupart des peuples, les testamens ne sont pas soumis à de plus grandes formalités que les contrats ordinaires; parce que les uns & les autres ne sont que des expressions de la volonté de celui qui contracte, qui appartiennent également au droit privé. Mais chez les Romains, où les testamens dérhoient du droit public, ils eurent de plus grandes formalités que les autres actes; & cela subsiste encore aujourd'hui dans les pays de France qui se régissent par le droit Romain.

Les testamens étant, comme je l'ai dit, une loi du peuple, ils devoient être faits avec la force du commandement, & par des paroles que l'on appella *directes & impératives*. De-là il se forma une regle, que l'on ne pourroit donner ni transmettre son hérité que par des paroles de commandement : d'où il suivit que l'on pouvoit bien, dans de certains cas, faire une substitution, & ordonner que l'hérité passât à un autre héritier; mais qu'on ne pouvoit jamais faire de *fidéicommiss*, c'est-à-dire, charger quelqu'un en forme de priere, de remettre à un autre l'hérité, ou une partie de l'hérité.

Lorsque le pere n'instituait ni exhéredait son fils, le testament étoit rompu; mais il étoit valable, quoiqu'il n'exhéredât ni instituât sa fille. J'en vois la raison. Quand il n'instituait ni exhéredait son fils, il faisoit tort à son petit-fils, qui auroit succédé *ab intestat* à son pere; mais en n'instituant ni exhéredant sa fille, il ne faisoit aucun tort aux enfans de sa fille, qui n'auroient point succédé *ab*

intestat à leur mere, parce qu'ils n'étoient héritiers-fiens ni agnats.

Les loix des premiers Romains sur les successions, n'ayant pensé qu'à suivre l'esprit du partage des terres, elles ne restreignirent pas assez les richesses des femmes, & elles laisserent par-là une porte ouverte au luxe, qui est toujours inséparable de ces richesses. Entre la seconde & la troisième guerre Punique, on commença à sentir le mal; on fit la loi Voconienne, & comme de très-grandes considérations la firent faire, qu'il ne nous en reste que peu de monumens, & qu'on n'en a jusqu'ici parlé que d'une manière très-confuse, je vais l'éclaircir.

Cicéron nous en a conservé un fragment, qui défend d'instituer une femme héritière, soit qu'elle fût mariée, soit qu'elle ne le fût pas.

L'építome de *Tite-Live*, où il est parlé de cette loi, n'en dit pas davantage. Il paroît par *Cicéron* & par *S. Augustin*, que la fille, & même la fille unique, étoient comprises dans la prohibition.

Caton l'ancien contribua de tout son pouvoir à faire recevoir cette loi. *Aulugelle* cite un fragment de la harangue qu'il fit dans cette occasion. En empêchant les femmes de succéder, il voulut prévenir les causes du luxe; comme, en prenant la défense de la loi Oppienne, il voulut arrêter le luxe même.

Dans les institutes de *Justinien* & de *Téophile*, on parle d'un chapitre de la loi Voconienne, qui restreignoit la faculté de léguer. En lisant ces auteurs, il n'y a personne qui ne pense que ce chapitre fut fait pour éviter que la succession ne fût tellement épuisée par des legs, que l'héritier refusât de l'accepter. Mais ce n'étoit point là l'esprit de la loi Voconienne. Nous venons de voir qu'elle avoit pour objet d'empêcher les femmes de recevoir aucune succession. Le chapitre de cette loi qui mettoit des bornes à la faculté de léguer, entroit dans cet objet: car si on avoit pu léguer autant que l'on auroit voulu, les femmes auroient pu recevoir comme legs ce qu'elles ne pouvoient obtenir comme succession.

La loi Voconienne fut faite pour prévenir les trop grandes richesses des femmes. Ce fut donc des successions considérables dont il fallut les priver, & non pas de celles qui ne pouvoient entretenir le luxe. La loi fixoit une certaine somme, qui devoit être donnée aux femmes qu'elle privoit de la succession. *Cicéron*, qui nous apprend ce fait, ne nous dit point quelle étoit cette somme; mais *Dion* dit qu'elle étoit de cent mille sesterces.

La loi Voconienne étoit faite pour régler les richesses, & non pas pour régler la pauvreté : aussi *Cicéron* nous dit-il qu'elle ne statuoit que sur ceux qui étoient inscrits dans le cens.

Ceci fournit un prétexte pour éluder la loi. On fait que les Romains étoient extrêmement formalistes, & nous avons dit ci-dessus que l'esprit de la république étoit de suivre la lettre de la loi. Il y eut des peres qui ne se firent point inscrire dans le cens, pour pouvoir laisser leur succession à leur fille : & les préteurs jugerent qu'on ne violoit point la

360 DE L'ESPRIT DES LOIX,
loi Voconienne , puisqu'on n'en violoit
point la lettre.

Un certain *Anius Asellus* avoit infit-
tué sa fille , unique héritière. Il le pou-
voit , dit Cicéron , la loi Voconienne ne
l'en empêchoit pas , parce qu'il n'étoit
point dans le cens. Verrès , étant pré-
teur , avoit privé la fille de la succession ;
Cicéron soutient que Verrès avoit été
corrompu , parce que , sans cela , il n'au-
roit point interverti un ordre que les
autres préteurs avoient suivi.

Qu'étoient donc ces citoyens qui n'é-
toient point dans le cens qui comprenoit
tous les citoyens ? Mais , selon l'institu-
tion de *Servius Tullius* , rapportée par
Denys d'Halicarnasse , tout citoyen qui
ne se faisoit point inscrire dans le cens
étoit fait esclave : Cicéron lui-même dit
qu'un tel homme perdoit la liberté : Zo-
nare dit la même chose. Il falloit donc
qu'il y eût de la différence entre n'être
point dans le cens selon l'esprit de la
loi Voconienne , & n'être point dans le
cens selon l'esprit des institutions de *Ser-
vius Tullius*.

Ceux

Ceux qui ne s'étoient point fait inscrire dans les cinq premières classes, où l'on étoit placé selon la proportion de ses biens, n'étoient point dans le cens selon l'esprit de la loi Voconienne : ceux qui n'étoient point inscrits dans le nombre des six classes, ou qui n'étoient point mis par les censeurs au nombre de ceux que l'on appelloit *ararii*, n'étoient point dans le cens suivant les institutions de *Servius Tullius*. Telle étoit la force de la nature, que des peres, pour éluder la loi Voconienne, consentoient à souffrir la honte d'être confondus dans la sixième classe avec les prolétaires & ceux qui étoient taxés pour leur tête, ou peut-être même à être renvoyés dans les tables des Cérites.

Nous avons dit que la jurisprudence des Romains n'admettoit point les fidéicommiss. L'espérance d'éluder la loi Voconienne les introduisit : on instituait un héritier capable de recevoir par la loi, & on le prioit de remettre la succession à une personne que la loi en avoit exclue. Cette nouvelle manière de disposer

eut des effets bien différens. Les uns rendirent l'hérédité ; & l'action de *Sextus Peduceus* fut remarquable. On lui donna une grande succession ; il n'y avoit personne dans le monde que lui qui fut qu'il étoit prié de la remettre. Il alla trouver la veuve du testateur , & lui donna tout le bien de son mari.

Les autres garderent pour eux la succession ; & l'exemple de *P. Sextilius Refus* fut célèbre encore , parce que Cicéron l'emploie dans ses disputes contre les Epicuriens. “ Dans ma jeunesse , dit-
 „ il , je fus prié par *Sextilius* de l'ac-
 „ compagner chez ses amis , pour favoir
 „ d'eux s'il devoit remettre l'hérédité
 „ de *Quintus Fadius Gallus* à *Fadia* sa
 „ fille. Il avoit assemblé plusieurs jeunes
 „ gens , avec de très-graves personna-
 „ ges ; & aucun ne fut d'avis qu'il don-
 „ nât plus à *Fadia* que ce qu'elle de-
 „ voit avoir par la loi Voconienne. *Sex-
 „ tilius* eut là une grande succession ,
 „ dont il n'auroit pas retenu un sesterce ,
 „ s'il avoit préféré ce qui étoit juste &
 „ honnête à ce qui étoit utile. Je puis

„ croire , ajoute-t-il , que vous auriez
 „ rendu l'hérédité , je puis croire même
 „ qu'Epicure l'auroit rendue : mais vous
 „ n'auriez pas suivi vos principes. „ Je
 ferai ici quelques réflexions.

C'est un malheur de la condition humaine , que les législateurs soient obligés de faire des loix qui combattent les sentimens naturels mêmes : telle fut la loi Voconienne. C'est que les législateurs statuent plus sur la société que sur le citoyen , & sur le citoyen que sur l'homme. La loi sacrifioit & le citoyen & l'homme , & ne pensoit qu'à la république. Un homme prioit son ami de remettre sa succession à sa fille : la loi méprisoit dans le testateur , les sentimens de la nature ; elle méprisoit dans la fille , la piété filiale ; elle n'avoit aucun égard pour celui qui étoit chargé de remettre l'hérédité , qui se trouvoit dans de terribles circonstances. La remettoit-il ? il étoit un mauvais citoyen : la gardoit-il ? il étoit un mal-honnête homme. Il n'y avoit que les gens d'un bon naturel qui pensoient à éluder la loi ; il n'y avoit

que les honnêtes gens qu'on pût choisir pour l'é luder : car c'est toujours un triomphe à remporter sur l'avarice & les voluptés , & il n'y a que les honnêtes gens qui obtiennent ces fortes de triomphes. Peut-être même y auroit-il de la rigueur à les regarder en cela comme de mauvais citoyens. Il n'est pas impossible que le législateur eût obtenu une grande partie de son objet , lorsque sa loi étoit telle , qu'elle ne forçoit que les honnêtes gens à l'é luder.

Dans le temps que l'on fit la Loi Voconienne , les mœurs avoient conservé quelque chose de leur ancienne pureté. On intéressa quelquefois la conscience publique en faveur de la loi , & l'on fit jurer qu'on l'observeroit : de sorte que la probité faisoit , pour ainsi dire , la guerre à la probité. Mais dans les derniers temps , les mœurs se corrompirent au point , que les fidéicommiss durent avoir moins de force pour é luder la loi Voconienne , que cette loi n'en avoit pour se faire suivre.

Les guerres civiles firent périr un nom-

bre infini de citoyens. Rome , sous *Auguste* , se trouva presque déserte ; il falloit la repeupler. On fit les loix Pappiennes , où l'on n'omit rien de ce qui pouvoit encourager les citoyens à se marier & à avoir des enfans. Un des principaux moyens fut d'augmenter , pour ceux qui se prêtoient aux vues de la loi , les espérances de succéder , & de les diminuer pour ceux qui s'y refusoient ; & comme la loi Voconienne avoit rendu les femmes incapables de succéder , la loi Pappienne fit dans de certains cas cesser cette prohibition.

Les femmes , sur-tout celles qui avoient des enfans , furent rendues capables de recevoir en vertu du testament de leurs maris ; elles purent , quand elles avoient des enfans , recevoir en vertu du testament des étrangers , tout cela contre la disposition de la loi Voconienne : & il est remarquable qu'on n'abandonna pas entièrement l'esprit de cette loi. Par exemple , la loi Pappienne permettoit à un homme qui avoit un enfant , de recevoir toute l'hérédité par le testament

§66 DE L'ESPRIT DES LOIX,
d'un étranger ; elle n'accordoit la même
grace à la femme , que lorsqu'elle avoit
trois enfans.

Il faut remarquer que la loi Pappienne
ne rendit les femmes qui avoient trois
enfans , capables de succéder , qu'en
vertu du testament des étrangers ; & qu'à
l'égard de la succession des parens , elle
laissa les anciennes loix & la loi Voco-
nienne dans toute leur force. Mais cela
ne subsista pas.

Rome , abîmée par les richesses de tou-
tes les nations , avoit changé de mœurs ,
il ne fut plus question d'arrêter le luxe
des femmes. *Aulugelle* , qui vivoit sous
Adrien , nous dit que de son temps la
loi Voconienne étoit presque anéantie ;
elle fut couverte par l'opulence de la
cité. Aussi trouvons-nous dans les senten-
ces de *Paul* qui vivoit sous *Niger* , &
dans les fragmens d'*Ulpien* qui étoit du
temps d'*Alexandre Sévere* , que les sœurs
du côté du pere pouvoient succéder , &
qu'il n'y avoit que les parens d'un degré
plus éloigné , qui fussent dans le cas de
la prohibition de la loi Voconienne.

Les anciennes loix de Rome avoient commencé à paroître dures ; & les préteurs ne furent plus touchés que des raisons d'équité , de modération & de bienféance.

Nous avons vu que , par les anciennes loix de Rome , les meres n'avoient point de part à la succession de leurs enfans. La loi Voconienne fut une nouvelle raison pour les en exclure. Mais l'empereur *Claude* donna à la mere la succession de ses enfans , comme une consolation de leur perte ; le sénatus-consulte Tertullien fait sous *Adrien* la leur donna lorsqu'elles avoient trois enfans , si elles étoient ingénues ; ou quatre , si elles étoient affranchies. Il est clair que ce sénatus-consulte n'étoit qu'une extension de la loi Pappienne , qui , dans le même cas , avoit accordé aux femmes les successions qui leur étoient déférées par les étrangers. Enfin *Justinien* leur accorda la succession , indépendamment du nombre de leurs enfans.

Les mêmes causes qui firent restreindre la Loi qui empêchoit les femmes de

succéder , firent renverser peu à peu celle qui avoit gêné la succession des parens par femmes. Ces loix étoient très-conformes à l'esprit d'une bonne république , où l'on doit faire en sorte que ce sexe ne puisse se prévaloir pour le luxe , ni de ses richesses , ni de l'espérance de ses richesses. Au contraire , le luxe d'une monarchie rendant le mariage à charge & coûteux , il faut y être invité , & par les richesses que les femmes peuvent donner , & par l'espérance des successions qu'elles peuvent procurer. Ainsi , lorsque la monarchie s'établit à Rome , tout le système fut changé sur les successions. Les préteurs appellerent les parens par femmes au défaut des parens par mâles : au-lieu que , par les anciennes loix , les parens par femmes n'étoient jamais appelés. Le sénatus-consulte Orphitien appella les enfans à la succession de leur mere ; & les empereurs *Valentinien* , *Tbéodose* & *Arcadius* appellerent les petits-enfans par la fille à la succession du grand-pere. Enfin l'empereur *Justinien* ôta jusqu'au moindre ves-

tige du droit ancien sur les successions : il établit trois ordres d'héritiers , les descendans , les ascendans , les collatéraux , sans aucune distinction entre les mâles & les femelles , entre les parens par femmes & les parens par mâles ; & abrogea toutes celles qui restoient à cet égard. Il crut suivre la nature même , en s'écartant de ce qu'il appella les embarras de l'ancienne jurisprudence.

Fin du Tome troisième.

T A B L E

DES LIVRES ET CHAPITRES

Contenus dans le Tome III.

L I V R E X X I.

Des Loix, dans le rapport qu'elles ont avec le commerce, considéré dans les révolutions qu'il a eues dans le monde.

| | | |
|-----------|--|--------|
| CHAP. I. | <i>Quelques considérations générales.</i> | Page 1 |
| CH. II. | <i>Des peuples d'Afrique.</i> | 3 |
| CH. III. | <i>Que les besoins des peuples du midi sont différens de ceux des peuples du nord.</i> | 4 |
| CH. IV. | <i>Principale différence du commerce des anciens, d'avec celui d'aujourd'hui.</i> | 5 |
| CH. V. | <i>Autres différences.</i> | 7 |
| CH. VI. | <i>Du commerce des anciens.</i> | 8 |
| CH. VII. | <i>Du commerce des Grecs.</i> | 19 |
| CH. VIII. | <i>D'Alexandre. Sa conquete.</i> | 24 |

TABLE DES CHAPITRES. 371

| | |
|---|----|
| CH. IX. <i>Du commerce des rois Grecs après Alexandre.</i> | 30 |
| CH. X. <i>Du tour de l'Afrique.</i> | 40 |
| CH. XI. <i>Cartbage & Marseille.</i> | 44 |
| CH. XII. <i>Isle de Délos. Mitbridate.</i> | 54 |
| CH. XIII. <i>Du génie des Romains pour la marine.</i> | 57 |
| CH. XIV. <i>Du génie des Romains pour le commerce.</i> | 58 |
| CH. XV. <i>Commerce des Romains avec les barbares.</i> | 60 |
| CH. XVI. <i>Du commerce des Romains avec l'Arabie & les Indes.</i> | 62 |
| CH. XVII. <i>Du commerce après la destruction des Romains en Occident.</i> | 68 |
| CH. XVIII. <i>Règlement particulier.</i> | 70 |
| CH. XIX. <i>Du commerce, depuis l'affoiblissement des Romains en Orient.</i> | 71 |
| CH. XX. <i>Comment le commerce se fit jour en Europe à travers la barbarie.</i> | 72 |
| CH. XXI. <i>Découverte de deux nouveaux mondes. Etat de l'Europe à cet égard.</i> | 76 |
| CH. XXII. <i>Des richesses que l'Espagne tira de l'Amérique.</i> | 84 |
| CH. XXIII. <i>Problème.</i> | 92 |

L I V R E XXII.

Des Loix, dans le rapport qu'elles ont
avec l'usage de la monnoie.

| | |
|--|-----|
| CHAP. I. <i>Raison de l'usage de la monnoie.</i> | 94 |
| CH. II. <i>De la nature de la monnoie.</i> | 96 |
| CH. III. <i>Des monnoies idéales.</i> | 100 |
| CH. IV. <i>De la quantité de l'or & de l'argent.</i> | 102 |
| CH. V. <i>Continuation du même sujet.</i> | 103 |
| CH. VI. <i>Par quelle raison le prix de l'usage diminua de la moitié, lors de la découverte des Indes.</i> | 104 |
| CH. VII. <i>Comment le prix des choses se fixe dans la variation des richesses de signe.</i> | 105 |
| CH. VIII. <i>Continuation du même sujet.</i> | 107 |
| CH. IX. <i>De la rareté relative de l'or & de l'argent.</i> | 110 |
| CH. X. <i>Du Change.</i> | 111 |
| CH. XI. <i>Des opérations que les Romains firent sur les monnoies.</i> | 131 |
| | CH. |

| | |
|---|-----|
| CH. XII. <i>Circonstances dans lesquelles les Romains firent leurs opérations sur la monnoie.</i> | 134 |
| CH. XIII. <i>Opérations sur les monnoies du temps des Empereurs.</i> | 136 |
| CH. XIV. <i>Comment le change gêne les états despotiques.</i> | 138 |
| CH. XV. <i>Usage de quelques pays d'Italie.</i> | 140 |
| CH. XVI. <i>Du secours que l'état peut tirer des banquiers.</i> | 141 |
| CH. XVII. <i>Des dettes publiques.</i> | 142 |
| CH. XVIII. <i>Du paiement des dettes publiques.</i> | 144 |
| CH. XIX. <i>Des prêts à intérêts.</i> | 147 |
| CH. XX. <i>Des usures maritimes.</i> | 149 |
| CH. XXI. <i>Du prêt par contrat, & de l'usure chez les Romains.</i> | 150 |
| CH. XXII. <i>Continuation du même sujet.</i> | 151 |

L I V R E X X I I I .

Des Loix , dans le rapport qu'elles ont
avec le nombre des habitans.

| | |
|--|-------|
| CHAP. I. <i>Des hommes & des animaux , par rapport à la multiplication de leur espece.</i> | 161 |
| CH. II. <i>Des Mariages.</i> | 162 |
| CH. III. <i>De la condition des enfans.</i> | 164 |
| CH. IV. <i>Des familles.</i> | Ibid. |
| CH. V. <i>De divers ordres de femmes légitimes.</i> | 165 |
| CH. VI. <i>Des bâtards dans les divers gouvernemens.</i> | 167 |
| CH. VII. <i>Du consentement des peres au mariage.</i> | 169 |
| CH. VIII. <i>Continuation du même su- jet.</i> | 171 |
| CH. IX. <i>Des filles.</i> | 172 |
| CH. X. <i>Ce qui détermine au ma- riage.</i> | 173 |
| CH. XI. <i>De la dureté du gouverne- ment.</i> | 174 |

| | |
|--|-----|
| CH. XII. <i>Du nombre des filles & des garçons dans différens pays.</i> | 176 |
| CH. XIII. <i>Des ports de mer.</i> | 177 |
| CH. XIV. <i>Des productions de la terre qui demandent plus ou moins d'hommes.</i> | 178 |
| CH. XV. <i>Du nombre des habitans par rapport aux arts.</i> | 179 |
| CH. XVI. <i>Des vues du législateur sur la propagation de l'espece.</i> | 181 |
| CH. XVII. <i>De la Grece & du nombre de ses habitans.</i> | 182 |
| CH. XVIII. <i>De l'état des peuples avant les Romains.</i> | 186 |
| CH. XIX. <i>Dépopulation de l'univers.</i> Ibid. | |
| CH. XX. <i>Que les Romains furent dans la nécessité de faire des Loix pour la propagation de l'espece.</i> | 188 |
| CH. XXI. <i>Des Loix des Romains sur la propagation de l'espece.</i> | 189 |
| CH. XXII. <i>De l'exposition des enfans.</i> | 206 |
| CH. XXIII. <i>De l'état de l'univers, après la destruction des Romains.</i> | 209 |
| CH. XXIV. <i>Changemens arrivés en Europe, par rapport au nombre des habitans.</i> | 210 |

| | |
|---|-------|
| CH. XXV. <i>Continuation du même sujet.</i> | 212 |
| CH. XXVI. <i>Conséquences.</i> | 213 |
| CH. XXVII. <i>De la loi faite en France , pour encourager la propagation de l'espece.</i> | Ibid. |
| CH. XXVIII. <i>Comment on peut remédier à la dépopulation.</i> | 214 |
| CH. XXIX. <i>Des Hôpitaux.</i> | 216 |

L I V R E XXIV.

Des loix dans le rapport qu'elles ont avec la religion établie dans chaque pays , considérée dans ses pratiques & en elle-même.

| | |
|--|-----|
| CHAP. I. <i>Des religions en général.</i> | 220 |
| CH. II. <i>Paradoxe de Bayle.</i> | 222 |
| CH. III. <i>Que le gouvernement modéré convient mieux à la religion Chrétienne , & le gouvernement despotique à la Mabométane.</i> | 225 |
| CH. IV. <i>Conséquence du caractère de la religion Chrétienne , & de celui de la religion Mabométane.</i> | 228 |

- CH. V. *Que la religion Catholique conviend mieux à une monarchie, & que la Protestante s'accommode mieux d'une république.* 229
- CH. VI. *Autre paradoxe de Bayle.* 231
- CH. VII. *Des loix de perfection dans la religion.* 232
- CH. VIII. *De l'accord des loix de la morale avec celles de la religion.* 233
- CH. IX. *Des Efféens.* 234
- CH. X. *De la secte Stoïque.* 235
- CH. XI. *De la contemplation.* 237
- CH. XII. *Des pénitences.* 238
- CH. XIII. *Des crimes inexpiables.* Ibid.
- CH. XIV. *Comment la force de la religion s'applique à celle des loix civiles.* 240
- CH. XV. *Comment les loix civiles corrigent quelquefois les fausses religions.* 244
- CH. XVI. *Comment les loix de la religion corrigent les inconvéniens de la constitution politique.* 245
- CH. XVII. *Continuation du même sujet.* 247
- CH. XVIII. *Comment les loix de la religion ont l'effet des loix civiles.* 248

- CH. XIX. *Que c'est moins la vérité ou la fausseté d'un dogme, qui le rend utile ou pernicieux aux hommes dans l'état civil, que l'usage ou l'abus que l'on en fait.* 249
- CH. XX. *Continuation du même sujet.* 252
- CH. XXI. *De la Métempsychose.* Ibid.
- CH. XXII. *Combien il est dangereux que la religion inspire de l'horreur pour des choses indifférentes.* 254
- CH. XXIII. *Des Fêtes.* 255
- CH. XXIV. *Des loix de religion locales.* 257
- CH. XXV. *Inconvénient du transport d'une religion d'un pays à un autre.* 259
- CH. XXVI. *Continuation du même sujet.* 260
-

L I V R E XXV.

Des Loix, dans le rapport qu'elles ont avec l'établissement de la religion de chaque pays, & la police extérieure.

- CHAP. I. *Du sentiment pour la religion.* 262

| | |
|--|-------|
| CH. II. <i>Du motif d'attachement pour les diverses religions.</i> | 263 |
| CH. III. <i>Des Temples.</i> | 267 |
| CH. IV. <i>Des Ministres de la Religion.</i> | 270 |
| CH. V. <i>Des bornes que les loix doi- vent mettre aux richesses du clergé.</i> | 273 |
| CH. VI. <i>Des Monasteres.</i> | 276 |
| CH. VII. <i>Du luxe de la superstition.</i> | Ibid. |
| CH. VIII. <i>Du Pontificat.</i> | 279 |
| CH. IX. <i>De la tolérance en fait de religion.</i> | 280 |
| CH. X. <i>Continuation du même sujet.</i> | 281 |
| CH. XI. <i>Du changement de religion.</i> | 282 |
| CH. XII. <i>Des Loix pénales.</i> | 283 |
| CH. XIII. <i>Très-humble remontrance aux Inquisiteurs d'Espagne & de Portugal.</i> | 285 |
| CH. XIV. <i>Pourquoi la religion Cbré- tienne est si odieuse au Japon.</i> | 291 |
| CH. XV. <i>De la propagation de la re- ligion.</i> | 292 |

L I V R E XXVI.

Des Loix, dans le rapport qu'elles doivent avoir avec l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent.

- CHAP. I. *Idée de ce Livre.* 294
- CH. II. *Des loix divines & des loix humaines.* 296
- CH. III. *Des Loix civiles qui sont contraires à la loi naturelle.* 298
- CH. IV. *Continuation du même sujet.* 301
- CH. V. *Cas où l'on peut juger par les principes du droit civil, en modifiant les principes du droit naturel.* 302
- CH. VI. *Que l'ordre des successions dépend des principes du droit politique ou civil, & non pas des principes du droit naturel.* 304
- CH. VII. *Qu'il ne faut point décider par les préceptes de la religion, lorsqu'il s'agit de ceux de la loi naturelle.* 308
- CH. VIII. *Qu'il ne faut pas régler,*

par les principes du droit qu'on appelle canonique , les choses réglées par les principes du droit civil. 209

CH. IX. *Que les choses qui doivent être réglées par les principes du droit civil , peuvent rarement l'être par les principes des loix de la religion. 311*

CH. X. *Dans quel cas il faut suivre la loi civile qui permet , & non pas la loi de la religion qui défend. 314*

CH. XI. *Qu'il ne faut point régler les tribunaux humains par les maximes des tribunaux qui regardent l'autre vie. 315*

CH. XII. *Continuation du même sujet. 316*

CH. XIII. *Dans quel cas il faut suivre , à l'égard des mariages , les loix de la religion , & dans quel cas il faut suivre les loix civiles. 317*

CH. XIV. *Dans quels cas , dans les mariages entre parens , il faut se régler par les loix de la nature ; dans quels cas on doit se régler par les loix civiles. 320*

CH. XV. *Qu'il ne faut point régler*

- par les principes du droit politique, les choses qui dépendent des principes du droit civil.* 328
- CH. XVI. *Qu'il ne faut point décider par les regles du droit civil, quand il s'agit de décider par celles du droit politique.* 331
- CH. XVII. *Continuation du même sujet.* 334
- CH. XVIII. *Qu'il faut examiner si les loix qui paroissent se contredire, sont du même ordre.* 335
- CH. XIX. *Qu'il ne faut pas décider par les loix civiles les choses qui doivent l'être par les loix domestiques.* 336
- CH. XX. *Qu'il ne faut pas décider par les principes des loix civiles, les choses qui appartiennent au droit des gens.* 338
- CH. XXI. *Qu'il ne faut pas décider par les loix politiques, les choses qui appartiennent au droit des gens.* 339
- CH. XXII. *Malheureux sort de l'Inca ATHUALPA.* 341
- CH. XXIII. *Que lorsque, par quelque*

circonstance , la loi politique détruit l'état , il faut décider par la loi politique qui le conserve , qui devient quelquefois un droit des gens.

342

CH. XXIV. *Que les réglemens de police sont d'un autre ordre que les autres loix civiles.*

344

CH. XXV. *Qu'il ne faut pas suivre les dispositions générales du droit civil , lorsqu'il s'agit de choses qui doivent être soumises à des regles particulieres tirées de leur propre nature.*

346

LIVRE XXVII.

CHAPITRE UNIQUE. *De l'origine. & des révolutions des loix des Romains sur les successions.*

348

Fin de la Table du Tome troisieme.







